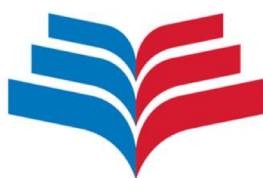


Le discours politique : l'émotion au service de la
construction de l'image de soi du candidat.

*Le cas de la Primaire de la droite et du centre en
France (2016).*

Master 60 en Relations Publiques

Louis DUBOIS



Primaire ouverte de la droite et du centre

Année académique 2016-2017

Noma : 0949-12-00

*« Ma curiosité avait été enflammée jusqu'à la
passion par le discours du professeur »
Stefan Zweig.*

Table des matières

Introduction	4
Chapitre 1 : Comprendre le rôle de l’ethos et du pathos dans le discours	9
1.1. Revue de la littérature : discussion de la variable dépendante (modifier ce titre)	9
1.1.1. Le discours politique	9
1.1.2. L’émotion dans le discours politique	10
1.1.3. L’ethos	12
1.1.4. Articulation entre pathos et ethos	14
1.2. Comprendre les variations de l’émotion entre les candidats	16
1.2.1. Le genre d’émission télévisuelle	16
1.2.2. L’image de soi.....	20
Chapitre 2 : L’ethos et le pathos dans le discours des candidats	23
2.1. Le genre télévisuel, la fréquence et le type d’émotion	23
2.1.1. Nicolas Sarkozy	23
2.1.2. Alain Juppé	25
2.1.3. François Fillon	27
2.1.4. Conclusion sur le genre télévisuel	28
2.2. La construction de l’ethos	31
2.2.1. Nicolas Sarkozy	31
2.2.2. Alain Juppé	38
2.2.3. François Fillon	44
2.2.4. Conclusion sur l’ethos	47
Discussion et conclusion	49
Bibliographie	52
Annexe	54

Introduction

« Quelle impression mes accusateurs ont faite sur vous, Athéniens, je l'ignore. Pour moi, en les écoutants, j'ai presque oublié qui je suis, tant leurs discours étaient persuasifs. Et cependant, je puis l'assurer, ils n'ont pas dit un seul mot de vrai » *Apologie de Socrate*, Platon.

Platon met en évidence l'articulation complexe qui vient structurer un discours et insiste sur l'acte performatif que celui-ci constitue puisque, grâce à sa force de persuasion, les acteurs de Socrate sont parvenus à imposer comme véridique, une version qui pourtant n'avait rien de réel. D'emblée, ce constat interpelle quiconque est en quête de vérité. Comment peut-on parvenir à véhiculer un message dont le contenu est falsifié et calomnieux, puis, réussir à le faire accepter aux auditeurs comme étant, non pas la vérité essentielle, mais bel et bien ce qui peut être considéré comme vrai ? A cet égard, Charaudeau explique que le discours admet deux dimensions : l'une argumentative et l'autre persuasive. L'argumentation est, selon lui, une activité de cognition orientée vers l'interlocuteur et qui repose sur une structure discursive, censée stimuler une réflexion, un questionnement chez celui-ci, soutenu par des arguments et des preuves, afin qu'il ne trouve aucune contre-argumentation et ne puisse faire autrement que d'adhérer à la thèse défendue par le sujet argumentant. La persuasion quant à elle, relève du registre des sentiments. Elle se base sur des mouvements émotionnels et serait tournée vers l'auditoire. Il associe à ces deux dimensions trois enjeux communicationnels que sont: l'enjeu de démonstration et de délibération qu'il rattache à l'argumentation et l'enjeu de persuasion¹. Une relation complexe se noue dès lors entre ces deux composantes de l'activité discursive, suscitant une vision bipolaire de la situation puisque deux courants de pensée s'affrontent sur la question de la porosité de la frontière entre

¹ Charaudeau, P. (2005) « Quand l'argumentation n'est que visée persuasive. L'exemple du discours politique », in Burger, M. et Martel, G., *Argumentation et communication dans les médias*, Montréal : Nota Bene, pp. 29-49.

« argumentation » et « persuasion ». Pour les uns, il existerait une logique argumentative, et l'argumentation serait l'expression fidèle et authentique de la raison alors que, l'expression de la passion dans l'argumentation ne serait qu'un dévoiement de cette activité². D'autres en revanche, estiment qu'il faut intégrer les passions à l'argumentation puisque celles-ci contribuent à façonner l'opinion voire même que la raison et la passion interviendraient avec une égale importance dans le discours argumentatif³. Aristote s'inscrit dans la lignée de cette seconde vision du discours car il considère que l'on peut raisonner de manière « juste », mais qu'il faut aussi chercher à « toucher » les juges, les jurés et l'auditoire⁴. L'utilisation du mot « juste » d'une part, et du terme « toucher » d'autre part, souligne l'importance de cette relation entre argumentation et passion, qui apparaissent comme inséparables.

Le discours s'articule alors entre l'argumentation qui se réclame de la raison (logos) et la persuasion, trouvant sa source dans la stimulation des émotions et des passions (pathos). Il est clair à ce stade que le discours, qu'il trouve sa source principalement dans le logos et/ou dans le pathos, n'a qu'une seule ambition qui est celle de remporter l'adhésion de celui qui écoute. Mais pour qui ? Quelle place occupe celui qui parle dans ce schéma communicationnel ? En effet, s'il est vrai que la finalité du discours est de remporter l'approbation voire l'adhésion de « celui qui écoute », il n'en demeure pas moins que pour accomplir ce dessein, « celui qui raconte » doit être reconnu comme personne digne d'être écoutée. Il est contraint pour cela d'imposer une certaine forme de domination qui trouve sa légitimité dans le charisme qu'il exerce, dans la crédibilité de son énoncé ou encore dans la confiance qu'il inspire. Pour ce faire, le sujet parlant doit se construire comme un modèle visant le public qui, par un procédé d'identification, doit se reconnaître non seulement dans l'explication du monde que l'orateur propose, voire impose, mais aussi et

² Van Eemeren, F. et Grootendorst, R. (1996), *La nouvelle dialectique*, Paris : Kimé.

³ Plantin, C. (1996), *L'argumentation*, Paris : Seuil.

⁴ Aristote (1991), *Rhétorique*, Paris : Tel-Gallimard.

surtout dans la personnalité de cet orateur qui bâtit de lui-même une image séduisante, et exerce un pouvoir d'attraction à l'égard de ses cibles pour remporter leur adhésion. C'est l'éthos.⁵ Simone Bonnafous (2003) explique que le logos décline dans la parole politique au bénéfice de l'éthos et du pathos, les discours faisant de plus en plus appel au sentiment et glissant vers la séduction⁶. En outre, Michieli, qui a étudié le débat parlementaire qui s'est tenu sur l'abolition de la peine de mort en France, a pu mettre en évidence des stratégies de crédibilisation et de construction de l'image de soi (ethos) que l'argumentation, par le recours aux émotions et à la passion (pathos), permet de venir légitimer ou délégitimer l'énoncé.⁷ L'émotion occupe donc une place déterminante dans le discours des hommes politiques. Cependant, il serait illusoire de croire que l'émotion dans le discours est perpétuellement appliquée avec la même intensité, utilisée à la même fréquence et maniée avec la même acuité. En effet, certains auteurs insistent sur le fait que non seulement les acteurs politiques n'utilisent pas l'émotion de la même manière dans les mêmes circonstances, ni le même type d'émotion. C'est le cas par exemple de Martel (2009) pour qui le politique, en tant « qu'acteur », est soumis aux attentes du public auquel il s'adresse parce que celui-ci est en droit de s'attendre à une certaine forme de théâtralisation et de mise en scène discursive. Ces attentes de l'auditoire influencent le type d'émotion utilisé qui de fait, ne serait pas le même en fonction du public auquel la parole est destinée qui diffère selon la sorte d'émission télévisé.⁸

Cet article se focalise sur un cas précis qu'est l'élection Primaire de la Droite et du Centre qui s'est tenue en France au mois de novembre 2016. Les

⁵ Charaudeau, P. (2008), "Pathos et discours politique", in Rinn, M. (dir.), *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

⁶ Bonnafous, S., Ciron, P., Ducard, D., Levy, C. (2003), *Argumentation et discours politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

⁷ Raphaël Micheli, R. (2010), *L'émotion argumentée. L'abolition de la peine de mort dans le débat parlementaire français*, Paris, Cerf.

⁸ Martel, G. (2009), *Construction de l'image médiatique des politiciens. Des stratégies en plusieurs genres pour toutes les identités*, conférence prononcée lors du IIIe Colloque international du français parlé dans les médias, Université de Lausanne, Suisse, 1-4 septembre 2009.

premières données empiriques concernant le cas d'études, relevées à travers des émissions de télévision auxquelles ont participé les candidats, ont permis de mettre en évidence que ceux-ci n'utilisent pas l'émotion avec la même acuité, ni le même type d'émotion dans leurs prises de parole. Ces données montrent aussi que les candidats ne s'appuient pas sur les mêmes caractéristiques personnelles pour élaborer leur ethos. Dès lors, comment expliquer ces différences dans le recours aux émotions de la part des candidats ? Quelles sont les différences perceptibles entre leurs ethos respectifs ?

Afin de pouvoir répondre à cette question de recherche, plusieurs types de matériaux ont été mobilisés. De prime abord, le choix a été fait d'affiner la recherche en n'étudiant que trois des sept candidats (les trois arrivés en tête le 20 novembre 2016 : Nicolas Sarkozy, François Fillon et Alain Juppé), une étude compréhensive s'avérant fortement complexe dans l'intervalle de temps imparti pour le travail. Une analyse discursive a été conduite sur les deux débats télévisés et sur l'émission « C-à-vous » diffusée sur France 5.

Tous les candidats étaient présents sur ce plateau et se sont retrouvés baignés dans une situation complexe, contraint à un exercice de communication pluridirectionnelle. Ils étaient interrogés par les journalistes médiateurs du débat, devaient confronter leurs points de vue respectifs avec leurs adversaires, sans oublier que l'enjeu n'était pas de chercher à rallier son adversaire mais de convaincre le téléspectateur, électeur potentiel. Il me paraît donc intéressant d'étudier la manière dont l'orateur se retrouve obligé d'adapter sa communication à ce schéma complexe, tout en dosant l'émotivité de son discours. Le premier débat a été organisé par RTL, TF1 et le Figaro et s'est tenu le 13 octobre 2016. Le second s'est déroulé le jeudi 3 novembre 2016 et a été diffusé par BFMTV, I Télé et par leurs partenaires. Enfin, la dernière confrontation entre les candidats a été agencée par France Télévision, Europe 1 et leurs partenaires de la presse régionale. Le premier débat a été suivi par 5,3 millions de téléspectateurs, et le second par 2,5

millions. Cette formule de débat est très particulière puisque les candidats sont sept à échanger sur le plateau, soumis aux contraintes déjà décrites, et que ce rendez-vous bénéficie d'une très large audience (5,1 millions de téléspectateurs au dernier débat) : Cela constitue un avantage majeur pour véhiculer un message. Néanmoins, une difficulté de taille se présente à chacun des candidats : les temps de parole sont très limités (90 secondes) pour répondre à une question et donc pour déployer une argumentation bâtie sur un développement rationnel, ambitionnant l'explication d'une « vérité ». En plus des 3 débats, les candidats ont pu également participer à tour de rôle à des émissions s'approchant plus du type talk-show ou divertissement. Chacun des candidats a par exemple participé à l'émission « C à vous » sur France 5. « C à Vous » est un talk-show quotidien animé par Anne-Sophie Lapix et par les chroniqueurs Patrick Cohen, Pierre Lescure et Anne-Elisabeth Lemoine. Les participants à l'émission se retrouvent sur un plateau de télévision qui a l'apparence d'un loft, qui crée un contexte détendu et propice à l'échange. Ils discutent pendant qu'un cuisinier prépare un repas qu'ils dégustent ensuite. Les trois hommes politiques sur lesquels porte l'étude, y ont participé lors de la campagne pour les Primaires de la Droite et du Centre. Ces émissions induisent un autre type de relations entre les personnes, mais aussi avec le public que dans un débat TV. Cela donne la possibilité à l'homme politique de se livrer à un autre type de comportement que lorsqu'il agit dans le cadre d'un débat avec ses concurrents.

Après présentation de la notion « d'émotion », de la place qu'elle tient dans le discours politique et de ses liens avec l'ethos et le logos, deux hypothèses sont proposées pour tâcher de comprendre et d'expliquer les divergences en termes d'utilisation de l'émotion par les acteurs politiques dans leurs discours. Puis, les résultats de la recherche sont présentés, avant d'être discutés dans une partie finale.

Chapitre 1 : Comprendre le rôle de l’ethos et du pathos dans le discours

1.1. Revue de la littérature : discussion de la variable dépendante (modifier ce titre)

Au fil des années, l’émotion s’est emparée d’une place croissante dans l’étude du discours. De plus en plus d’auteurs portent l’emphase sur cet aspect de la parole, qui constitue un véritable levier pour convaincre. Certaines études se sont donc consacrées à mettre en évidence sa présence dans différentes situations discursives mais également à travers l’histoire. Qu’est-ce que le discours ? Qu’est-ce que le pathos ? L’émotion est-elle le propre des discours des temps modernes ?

1.1.1. Le discours politique

Selon Christian le Bart (2003), le discours politique prend place au sein d’un champ social particulier et c’est pour cela qu’il doit être considéré dans toute sa singularité. Il est la résultante d’une activité discursive spécifique, produite par des acteurs investis dans le champ politique.⁹ Il met en évidence dans sa description ce que Bourdieu appelait les « Illusios » qui correspond à ce que toutes les parties prenantes au jeu politique partagent, sans pour autant s’en rendre compte, et qui rendent les actions et les discours prévisibles.¹⁰ Le discours, c’est aussi l’occasion d’une mise en scène, d’une représentation presque théâtrale au cours de laquelle l’homme politique doit s’adonner au spectacle, laisser transparaître des topoï lui offrant une connotation positive

⁹ Le Bart, C. (2003), « L’analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots. Les langages du politique*, Rennes : Editions Apogée, pp. 97-110.

¹⁰ Bourdieu, P. (1994), *Raisons pratiques sur la théorie de l’action*, Paris, Le Seuil.

dans le but de pouvoir s'imposer, comme le dit Hitzler (2014), comme le meilleur défenseur des intérêts de l'électorat convoité¹¹.

Ainsi, tout semble concourir à faire du discours le support essentiel de la stratégie politique.¹² Lorsque l'on se penche sur les théories de la rhétorique d'origine aristotéliciennes, on prend connaissance de l'importance qu'occupe l'émotion dans le discours. A cet égard, Plantin (2011) fournit une sorte de « catéchisme » de la rhétorique reprenant le caractère primordial de la visée persuasive du discours, se reposant sur un triptyque « *docere, delectare, movere* » (*c'est-à-dire enseigner, plaire et toucher*), tout en veillant à se prémunir de l'ennui (*taedium*). Pour lui encore, l'argumentation ne suffit pas à générer une action chez le récepteur. C'est pourquoi il est nécessaire de lui délivrer d'autres signes qu'il caractérise d'« indices périphériques de vérité » qui sont des preuves liées à l'éthos et des stimuli émotionnels (*pathos*).¹³

1.1.2. L'émotion dans le discours politique

Les premières explications théoriques ont permis d'établir que la finalité du discours est donc la persuasion davantage que la conviction, et que l'émotion occupe une place centrale dans ce processus. Charaudeau (2008) montre que l'on retrouve de multiples catégories « pathémiques » dans le discours politique : topique de la douleur et à son opposé, de la joie, ou encore de l'angoisse et de l'espoir. Chacune de ces topiques est associée à un scénario précis, assignant au téléspectateur une certaine place, conditionnée par le type de relation que l'orateur désire établir et entretenir avec ce dernier : adhésion-

¹¹ Hitzler, R. (2014), *Mise en scène et représentation de la politique aujourd'hui*, Paris : Trivium.

¹² Le Bart, C. (2010), « Parler en politique », *Mots. Les langages du politique*, Rennes : Editions Apogée, pp. 77-84.

¹³ Plantin, C. (2011), *Les bonnes raisons des émotions. Principes et méthode pour l'étude du discours émotionné*, Berne : Peter Lang, Sciences pour la communication.

distance¹⁴. Bertrand, Dezé et Missika (2007) indiquent que lorsque le politique utilise l'émotion dans son discours, des réactions peuvent être observées parmi les personnes qui composent l'auditoire. Celui-ci frissonne, réagit aux stimuli qui lui sont envoyés, si bien que l'on assiste à une communion entre foule et orateur engendrant un changement des états de l'âme consécutivement à la modification des états du corps¹⁵. Ces altérations du comportement sont subséquentes à deux types d'effet que sont l'anxiété et l'empathie. Les politiciens ont cette possibilité qu'est la modulation de l'effet d'anxiété dans leur parole afin de l'accentuer ou de la diminuer selon leur convenance. L'anxiété consent à apposer sur le réel un cadre tragique, qui bien modelé, permet d'attiser son pendant qu'est l'empathie par rapport à la situation présentée : empathie pour une victime qui est présentée à travers la description et dont la situation nous touche, empathie suscitée par la confession que nous fait l'orateur qui se livre à nous en nous incluant dans un moment d'intimité qui rend crédible l'énoncé. Ce recours systématique à l'émotion (pathos) favorise la production d'un travail sur l'image de soi que l'électeur va recevoir de l'orateur, image qui oscillera minutieusement sur la dialectique du « héros » et de « l'homme normal »¹⁶. A cet égard, Otto dans son livre « le sacré » parle de l'instant numineux, qui « vient saisir l'individu venant « d'ailleurs », lui donnant le sentiment d'être dépendant à l'égard d'un « tout Autre ». C'est un sentiment de présence absolue, une présence divine »¹⁷. La dialectique intervient quand l'homme politique devra jongler entre cette représentation quasi divine qu'il peut souhaiter susciter et son désir d'apparaître comme un humain parmi les autres.

¹⁴ Charaudeau, P. (2008), "Pathos et discours politique", in Rinn, M. (dir.), *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

¹⁵ Bertrand, D., Dezé, A., Missika, J-L., (2007), *Parler pour gagner*, Paris : Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

¹⁶ Martin, V. (2009), « Les émotions dans le marketing politique », in, Wolton, D. (dir.), *Le Marketing politique*, Paris : CNRS Editions.

¹⁷ Otto, R. (1995), *Le Sacré*, Paris: Bibliothèque Payot.

1.1.3. L'ethos

Pour Martin (2009), c'est en grande partie sur l'image perçue d'une personnalité politique que l'opinion des électeurs se façonne, influençant directement la décision électorale¹⁸. Cet état de fait apporte davantage de crédit à la nécessité de travailler sur l'image de soi (ethos) et une fois cette image établie et inscrite dans les esprits, veiller attentivement à y coller afin de se prévaloir de tout risque de dissonance cognitive. Selon Amossy (2010), l'ethos est l'élaboration par le locuteur d'une image positive de lui-même dans l'objectif de lui conférer pouvoir et influence. La définition du concept d'ethos fait encore débat. Amossy (2010) en a une vision discursive et explique que ce qui est en jeu avec l'ethos, c'est une représentation de soi et de l'autre dans l'interlocution. Sa vision discursive s'inscrit dans celle des « pragmaticiens » pour lesquels l'ethos est une construction résultant du langage.¹⁹ Maingueneau (2002) assume ce constat en exprimant l'idée que l'ethos n'est pas attaché au réel mais profondément ancré dans la parole qu'émet l'orateur, d'où la nécessité d'une bonne mise en discours. En effet, c'est par le discours que le locuteur diffuse une image de lui-même capable d'impressionner son auditoire et de progressivement le persuader jusqu'à obtenir sa confiance. C'est donc en fonction des caractéristiques de cette assemblée que l'orateur va structurer sa parole et son ethos pour la persuader et lui donner l'impression que c'est l'un de ses membres qui s'adresse à elle.²⁰ Cette thèse est aussi soutenue par Collovald (1988) qui insiste sur la multiplicité des identités publiques que les hommes politiques choisissent de

¹⁸ Martin, V. (2009), « Les émotions dans le marketing politique », in, Wolton, D. (dir.), *Le Marketing politique*, Paris : CNRS Editions.

¹⁹ Amossy, R. (2010), *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*, Paris : Presses Universitaires de France.

²⁰ Maingueneau, D. (2002), « L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours », *Pratiques*, 113, pp. 55-68.

mettre en valeur en fonction des lieux dans lesquels prend place leur prise de parole mais aussi selon les moments de leur carrière politique.²¹

Pour Goffman (1973), l'ethos est le produit d'une interaction entre l'acteur politique et son public puisque celui-ci accorde une image à l'orateur qui lui, cherche à projeter et transmettre son image ce qui produit un frottement entre ces deux conceptions, et la non-congruence débouche sur des processus de négociation.²² En conséquence, Chauvin-Vileno (2002) propose une distinction entre d'une part l'ethos pré-discursif et d'autre part, l'ethos discursif. L'ethos pré-discursif, repose sur un savoir antérieur à propos du caractère et du style de l'orateur et cette expérience préalable conditionne la réception du discours. L'ethos discursif est une image construite par le discours et n'existe que par la parole. Chaque sujet parlant s'apparente à un type d'ethos pour les récepteurs du message et l'enjeu est pour lui soit de confirmer cette vision, soit de l'infirmier.²³ C'est dans cette optique que Charaudeau (2008) explique que lorsque l'on prend contact avec l'autre, par le biais d'un processus d'énonciation, il faut en justifier la raison et avoir un motif valable de prendre la parole, car cette décision conduit fatalement à la construction d'une place particulière pour le récepteur dans ce schéma. L'enjeu est également d'imposer sa personnalité à l'auditoire et de la faire accepter par celui-ci en passant notamment par un processus d'identification au sujet parlant qui, par une élaboration efficace et astucieuse de son image, parvient à exercer un certain pouvoir d'attraction. La transformation de cette attirance en adhésion passe par un exercice d'abstraction de la faculté de penser de l'auditoire, pour le laisser tomber peu à peu dans un mode de réaction stimulé par des affects, dans lequel la présentation discursive à forte

²¹ Collovald, A. (1988), « Identités stratégiques », in Bourdieu, P. (dir.), *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris : Le Seuil, pp. 29-40.

²² Goffman, E. (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Paris : Minuit.

²³ Chauvin-Vileno, A. (2002), « Ethos et texte littéraire. Vers une problématique de la voix », *Semen*, 14, pp. 114-126.

teneur émotionnelle, offre à l'orateur de séduire son public ou de lui faire peur et de le faire adhérer à sa personne.²⁴

1.1.4. Articulation entre pathos et ethos

Charaudeau (2008) indique que lors d'un acte de communication politique, une véritable mise en scène est élaborée avec pour objectif de dresser une toile de fond, peinte d'un imaginaire de vérité, sur laquelle l'ethos et le pathos occupent le devant de la scène alors que le logos est relégué en position d'attribut d'arrière-plan²⁵. Cependant, la présence de l'émotion de manière prépondérante sur la scène politique n'est pas l'apanage de l'époque moderne. En effet, certains auteurs ont pu montrer sa présence à travers les âges et les liens s'opérant entre celle-ci et l'ethos, se déversant déjà sur la sphère politique, avec des objectifs divers.

A lire les ressources disponibles sur le Moyen-Âge, les émotions sont en fait très présentes dans les écrits et les témoignages de l'époque mais à la différence d'aujourd'hui où les méthodes visant à produire de l'émotion dans le discours semblent parvenir à la doser, à la proportionner, les documents datant de cette période traduisent un manque de retenu sur les émotions dont l'expression semblait hors de contrôle. C'est sans doute pour cela que les personnes de cette époque sont perçues comme très impulsives, comme des enfants désarmés face à la profondeur de leurs sentiments²⁶. C'est en lien avec cette affirmation que Chastellain décrit les rois et les princes de ces temps comme terriblement soumis à de nombreuses passions et émotions²⁷. D'autre

²⁴ Charaudeau, P. (2008), "Pathos et discours politique", in Rinn, M. (dir.), *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

²⁵ Charaudeau, P. (2005) « Quand l'argumentation n'est que visée persuasive. L'exemple du discours politique », in Burger, M. et Martel, G., *Argumentation et communication dans les médias*, Montréal : Nota Bene, pp. 29-49.

²⁶ Huizinga, J. (1919), *Le Déclin du Moyen-Âge. L'Automne du Moyen-Âge*, Paris : Petite Bibliothèque Payot.

²⁷ De Lettenhove, K. (dir.), (1863-1866), *Œuvres de Georges Chastellain*, Bruxelles : Libraire-Editeur F. Heussner.

part, dans les chansons de geste, le chagrin laisse souvent place à la colère, comme l'a montré White²⁸. De là à utiliser cette émotion à travers le discours comme instrument pour obtenir une réaction des récepteurs et renforcer son ethos de souverain, de chef ou encore de chevalier, il n'y a qu'un pas. C'est d'ailleurs ce que va mettre en perspective Althoff pour lequel, l'impulsivité et l'animosité propres à l'époque médiévale sont utilisées à des fins politiques, afin de devenir le canal à travers lequel l'expression du pouvoir circule jusqu'à être comprise, et pouvant déboucher sur de la manipulation de la part du souverain. Déjà l'utilisation de l'émotion à finalité politique n'est pas laissée au hasard car certaines circonstances appellent l'utilisation de certaines émotions.

Bien plus tard, au cours du XX^{ème} siècle, le marketing politique actualise cette relation entre pathos et ethos, envisageant ces derniers comme cruciaux dans les choix électoraux. La « peopolisation » de Kennedy en fût l'exemple par excellence, car il se servait de stimuli organisés autour du rêve, de l'émotion et de l'admiration.²⁹ En France, la pratique du marketing politique fait son apparition lors de la campagne présidentielle de 1965, au cours de laquelle Jean Lecanuet était parvenu à mettre en ballottage le Général de Gaulle. Comme l'explique Michel Bongrand, père du marketing politique français et conseiller en Communication du candidat Lecanuet, cet exercice est devenu incontournable pour les responsables politiques. L'utilisation de l'émotion est l'un des aspects radicaux de la discipline du marketing politique dont le but affiché est de parvenir à faire adhérer le public à la thèse défendue par l'auteur via un processus de persuasion (déjà décrits plus haut) basé sur l'émotivité du discours de l'allocutaire. L'objectif du marketing est aussi, à défaut de faire adhérer les auditeurs à la parole, de les faire adhérer à celui qui la prononce. Le marketing politique transforme le candidat en produit, en image de marque (ethos). Tout l'enjeu de la campagne est de séduire les

²⁸ White, S. (1998), « The Politics of Anger », *Anger's Past : The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages*, Ithaca : B.H. Rosenwein, pp. 142-145.

²⁹ Martin, V. (2009), « Les émotions dans le marketing politique », in, Wolton, D. (dir.), *Le Marketing politique*, Paris : CNRS Editions.

potentiels électeurs-consommateurs. Pour y parvenir, il faut donc se placer sur un « segment » du marché électoral qui parfois est convoité par un adversaire.³⁰ Comme le disent de Chanay et Kerbrat-Orecchioni, le jeu est alors d'imposer de soi une image positive, tout en couvrant son adversaire d'attributs négatifs, la construction de l'ethos étant à la fois dynamique et collective.³¹

Ainsi, l'émotion et l'ethos occupent une place majeure dans le discours politique, l'émotion étant amenée à varier tant en quantité qu'en qualité. Lorsque l'on se focalise sur le cas d'étude, on remarque que les trois candidats arrivés en tête, lors des différentes émissions auxquelles ils ont participé, n'ont pas eu recours aux émotions de la même manière. Il est vrai que certains utilisent de manière générale, plus l'émotion que d'autres mais aussi que tous n'utilisent pas les mêmes émotions. De même, les candidats dans l'élaboration de leur ethos ne mettent pas en avant les mêmes caractéristiques de leurs personnalités. Comment expliquer ces variations ?

1.2. Comprendre les variations de l'émotion entre les candidats

1.2.1. Le genre d'émission télévisuelle

Certaines études sont parvenues à montrer l'influence des genres télévisuels sur la fréquence des émotions. Martel (2009) a étudié le comportement des politiciens et leurs discours médiatiques lorsque ceux-ci sont confrontés aux attentes et aux contraintes des différents genres télévisuels. Cette auteure

³⁰ Stenger, T. (dir.). (2012), *Le Marketing politique*, Paris : CNRS Editions.

³¹ De Chanay, H. et Kerbrat-Orecchioni, C. (2006), *100 minutes pour convaincre : l'ethos en action de Nicolas Sarkozy*, conférence prononcée lors du congrès Acta Universitatis Stockolmiensis, Université de Stockholm, Suède, juin 2006.

s'inscrit dans le courant de pensée interactionniste qui octroie au spectateur, au public, un rôle central. En effet, en fonction du type d'émission que celui-ci regarde, il est en droit de s'attendre à un type de « spectacle », de comportement requis de la part des personnes prenant part à cette émission. Elle cite par exemple une émission s'intitulant le « débat des chefs » à laquelle ont participé deux chefs de partis : les attentes du public étaient celles d'un débat formel avec une attitude combative des protagonistes. En revanche, on attendrait une ambiance plus conviviale, sympathique d'un talk-show³². D'autre part, Kafetzi (2013) explique que le manque de temps pour s'exprimer à la télévision est probablement la raison pour laquelle les responsables politiques, lorsqu'ils participent à une émission, privilégient le pathos et l'ethos (le premier construisant le second) au mépris du logos³³. Enfin, Cosnier (1987), montre que les moments d'évocation émotionnelle sont plus longs dans les émissions de divertissement où sont invités les politiques que dans les émissions d'information³⁴.

Il est donc possible de considérer que les pratiques en terme d'émotion ont pu être les mêmes lors de la Primaire de la Droite et du Centre en France. Dès lors, l'hypothèse suivante peut être formulée : « Les candidats utilisent davantage l'émotion dans les émissions de divertissement que dans les débats ».

³² Martel, G. (2009), *Construction de l'image médiatique des politiciens. Des stratégies en plusieurs genres pour toutes les identités*, conférence prononcée lors du IIIe Colloque international du français parlé dans les médias, Université de Lausanne, Suisse, 1-4 septembre 2009.

³³ Kafetzi, E. (2013), *l'ethos dans l'argumentation : le cas du face-à-face Sarkozy/Royal 2007*, thèse de doctorat, Ecole doctorale « langages, temps et sociétés », Université de Lorraine.

³⁴ Cosnier, J. (1987), *Expression et régulation des émotions dans les interactions de la vie quotidienne*, Conférence prononcée lors du colloque international sur les émotions du Laboratoire européen de psychologie sociale des sciences, Paris, 1987.

L'identification des émotions dans un discours politique est un exercice extrêmement délicat et l'opérationnalisation de cette hypothèse s'avère complexe. Afin d'apporter les réponses à cette hypothèse, une grille d'analyse a été développée sur la base d'une typologie, proposée par Shaver et al (1987) qui proposent une classification des émotions en 6 catégories : l'amour, la joie, la surprise, la colère, la tristesse et la peur, émotions qui sont toutes reprises dans le tableau ci-dessous.³⁵

Cependant, comme le dit Plantin(2011), avant d'envisager une classification des émotions, encore faut-il être capable d'identifier les expressions verbales qui permettent de les distinguer et de les adjoindre à un lieu psychologique.³⁶ C'est ce que proposent Shaver et al (1987) dans leur typologie puisque les 6 concepts présentés précédemment, sont opérationnalisés, c'est-à-dire déclinés en sous-catégorie, rendant plus identifiables les différentes émotions.³⁷

Tableau 1.1 : Classement des émotions selon Shaver et al. 1987

Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Aspiration	Satisfaction	Étonnement	Irritation	Désespoir	Terreur
Affection	Euphorie	Stupéfaction	Exaspération	Souffrance	Panique
Compassion	Fierté		Frustration	Honte	Anxiété
Tendresse	Espoir		Jalousie	Culpabilité	Malaise
Passion	Amusement		Indignation	Sympathie	Frayeur

³⁵ Shaver, P., Schwartz, J., Kirson, D. and O'Connor, C. (1987), « Emotion Knowledge : Further Exploration of a Prototype Approach », *Journal of Personality and Social Psychology*, 52, 6, pp. 1061-1086.

³⁶ Plantin, C. (2011), *Les bonnes raisons des émotions. Principes et méthode pour l'étude du discours émotionné*, Berne : Peter Lang, Sciences pour la communication.

³⁷ Shaver, P., Schwartz, J., Kirson, D. and O'Connor, C. (1987), « Emotion Knowledge : Further Exploration of a Prototype Approach », *Journal of Personality and Social Psychology*, 52, 6, pp. 1061-1086.

Pour pouvoir appliquer ces catégories cognitives au cas d'espèce, il faut être en mesure de relever dans les discours, les marqueurs verbaux de l'émotion. Charbonneau (2013) qui s'est déjà prêté à l'exercice, met en lien le tableau ci-dessus, avec le concept de « désignation directe » qui permet d'opérationnaliser ces classes d'émotion.³⁸ Par exemple, lorsque l'orateur fait état de son indignation ou de son exaspération à l'égard d'une situation en utilisant des expressions du type « je suis exaspéré par votre attitude » ou encore « ne trouvez-vous pas scandaleux de tels agissements ? Cela me révolte ! » font référence à la catégorie « colère ». Lorsque l'intervenant exprime sa douleur, sa frustration par rapport à un événement en expliquant « éprouver une grande douleur » par exemple, l'émotion associée est la tristesse.

Sur base de cette grille, les retranscriptions des débats et des émissions « C à Vous » sont analysées et tout le travail est d'identifier les émotions et de les chiffrer. Néanmoins, une autre difficulté survient, celle de savoir quand commence une émotion et quand elle se termine. Le choix est donc fait de décréter le début du moment émotionnel à partir du premier marqueur de cette émotion et de clore ce moment à la fin de la dernière phrase ayant contenu un tel indicateur comme Charbonneau l'avait fait.³⁹

Dans un premier temps, il s'agit de déterminer l'occurrence des types d'émotions, présentées dans la typologie de Shaver et al. (1987), dans les discours des trois candidats que l'étude relève. Il y a donc une double perspective : l'étude de la récurrence pour savoir lequel des candidats en utilise le plus, et mettre en évidence les potentielles divergences en terme de choix de la catégorie d'émotions la plus utilisée, mais également établir une comparaison entre les différents genres télévisuels pour voir si des différences peuvent être identifiées.

³⁸ Charbonneau, G. (2013), *L'émotion dans le discours politique : une problématique liée au genre télévisuel ?*, Thèse de mémoire, Université de Laval.

³⁹ Charbonneau, G. (2013), *L'émotion dans le discours politique : une problématique liée au genre télévisuel ?*, Thèse de mémoire, Université de Laval.

1.2.2. L'image de soi

Pour Kafetzi (2013), « une image vaut mille mots ». A défaut de convaincre, il s'agit surtout de séduire par l'intermédiaire d'un outil mis à la disposition de l'homme politique : son image discursive télévisuelle. Le peu de temps alloué pour s'exprimer est probablement l'une des raisons pour laquelle l'homme politique insiste plus sur l'ethos et le pathos que sur le logos. Ainsi, le locuteur délaisse le choix de l'argumentation aiguisée pour la substituer à une image de soi séduisante véhiculée par le discours : en faisant appel à la dimension émotionnelle et affective, et en cherchant à engendrer une identité qu'il va présenter à l'électeur-télespectateur, qui l'impactera positivement lors de l'élection⁴⁰. Dans la même lignée, Cotteret (2000) parle du caractère « spectacle » du discours politique à la télévision qui donne plus d'importance au statut (ethos) de celui qui parle qu'à l'agencement et au contenu du discours qu'il prononce (logos), ce qui contraint l'orateur à adopter une visée persuasive mettant en avant l'objectif de séduction (pathos)⁴¹. Selon Ducrot (1980), tout ce qui relève de la présentation de soi est co-construit par le locuteur et le destinataire du message. Il explique que le secret de la persuasion pour l'orateur est de construire une image de soi favorable qui recueillera l'assentiment des destinataires du message. Il ne doit pas le faire via des appellations flatteuses sur sa propre personne (ce qui pourrait s'avérer contre-productif) mais grâce au contenu de son discours et au choix des mots⁴². Enfin, Nel montre que le discours via le débat politique télévisé débouche souvent sur une présentation de soi, produisant le culte de la personne au détriment du logos⁴³.

⁴⁰ Kafetzi, E. (2013), *l'ethos dans l'argumentation : le cas du face-à-face Sarkozy/Royal* 2007, thèse de doctorat, Ecole doctorale « langages, temps et sociétés », Université de Lorraine.

⁴¹ Cotteret, J-M. (2000), *La magie du discours : précis de rhétorique audiovisuelle*, Paris : Éditions Michalon

⁴² Ducrot, O. (dir.). (1980), *Les Mots du discours*, Paris : Les Éditions de Minuit.

⁴³ Nel, N. (1990), *Le débat télévisé*, Paris : Armand Colin.

L'émotion joue donc un rôle majeur dans la construction de l'image de soi du candidat à la télévision, le rationnel (logos) étant mis de côté. Chacun des candidats, pour se distinguer des autres, travaille ce chantier de l'édification de son ethos individuel permis par l'utilisation de l'émotion. Lors des débats et de leur participation à l'émission « C à Vous », le type d'émotion mobilisé n'a pas été le même selon les candidats. Fort de ce constat, il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle : « L'ethos que donne le candidat tend à se rapprocher de l'ethos prédiscursif que lui confère le public ».

Maingueneau (2002) établit une distinction entre deux types d'ethos : l'ethos pré-discursif, constitué des représentations que le public se fait de l'orateur avant même que celui-ci ne prenne la parole et l'ethos discursif, qui est celui que l'orateur cherche à présenter à son auditoire, visant à confirmer ou infirmer l'ethos pré-discursif.⁴⁴ Le façonnement de l'ethos se retrouve alors pris entre ce que l'homme politique désire présenter et les attentes du public : c'est l'ethos d'interaction qui est décrit par Goffman.⁴⁵ Afin de répondre à cette hypothèse, il faut s'intéresser à la fois à cet ethos pré-discursif pour voir si, l'ethos discursif présenté par les candidats dans les différentes émissions tend à venir affermir l'image de soi préexistante ou à l'altérer. N'ayant pas eu le temps, ni les moyens de réaliser des études sur la réception des publics pour identifier l'ethos prédiscursif de chacun des candidats, les données proposées par les différents baromètres du Cévipof sont mobilisées. Ces baromètres mesurent l'opinion des français et l'image que ceux-ci se font des responsables politiques. En complément de ces informations, les résultats d'enquêtes menées par des instituts de sondages comme l'IFOP sont utilisés tout comme des articles de presse faisant part des caractéristiques associées

⁴⁴ Maingueneau, D. (2002), « L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours », *Pratiques*, 113, pp. 55-68.

⁴⁵ Goffman, E. (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Paris : Minuit.

aux candidats et ce, pour obtenir une idée de leur ethos pré-discursif respectifs. Ensuite, la méthode utilisée par de Chanay et Kerbrat-Orecchioni (2006)⁴⁶ ou encore par Vassy (2005)⁴⁷ est appliquée. Ceux-ci afin d'analyser les marqueurs de l'ethos dans le discours, ont employé la lexicométrie pour relever dans les textes d'études tous les lexèmes en lien avec l'ethos recherché. La même méthode sera déployée et les lexèmes à relever sont ceux qui s'apparentent à la description de l'ethos pré-discursif de chaque candidat mais également ceux qui, revenant avec récurrence, se détachent de ce même ethos pour former un ethos discursif divergeant. Comme le dit Mainguenau, de multiples éléments interagissent dans la construction de l'ethos : tous les indices textuels comme les mots et les registres de langage, mais aussi le rythme, l'intonation de la voix, le débit de parole...⁴⁸ Le choix est fait de se cantonner à une analyse purement textuelle du discours, sur la base des retranscriptions des émissions de télévision.

⁴⁶ De Chanay, H. et Kerbrat-Orecchioni, C. (2006), *100 minutes pour convaincre : l'ethos en action de Nicolas Sarkozy*, conférence prononcée lors du congrès Acta Universitatis Stockolmiensis, Université de Stockholm, Suède, juin 2006.

⁴⁷ Vassy, S. (2005), « Ethos de femmes ministres. Recherche d'indices quantifiables », *Mots. Les langages du politique*, 78, pp. 105-114.

⁴⁸ Mainguenau, D. (2002), « L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours », *Pratiques*, 113, pp. 55-68.

Chapitre 2 : L'ethos et le pathos dans le discours des candidats

2.1. Le genre télévisuel, la fréquence et le type d'émotion

On remarque que l'utilisation de l'émotion n'a pas été la même pour chacun des candidats présents sur le plateau. Les candidats n'ont pas utilisé ce procédé avec la même intensité, mais n'ont de plus pas choisi de véhiculer le même type d'émotion, si bien que des divergences importantes ont pu être repérées entre ceux-ci. Les différentes sous-sections qui suivent, présentent les résultats obtenus pour Nicolas Sarkozy, François Fillon et Alain Juppé, après analyse des retranscriptions, à l'aide de la méthode définie précédemment. Tous les tableaux reprenant les données quantitatives présentées sont repris dans la partie « annexe ».

2.1.1. Nicolas Sarkozy

2.1.1.1. Le premier débat

Lors du premier débat, Nicolas Sarkozy a totalisé 16 minutes et 40 secondes de temps de parole, soit 1000 secondes, et a utilisé à 13 reprises des émotions. On peut relever que 47% de son temps cumulé de prise de parole est dominé par un discours à teneur émotionnelle forte (soit 470 secondes). L'émotion qu'il mobilise le plus est la colère puisqu'il a recours à cette émotion à 8 reprises pour un total de 409 secondes, soit 87% de son temps de parole émotionnel et 40,9% de son temps de parole total. Dans cette catégorie émotionnelle, il oscille entre des prises de parole courtes (7 secondes) et très longues (103 secondes). Cette propension à l'utilisation intense de l'émotion « colère » se confirme après analyse du second débat.

2.1.1.2. Le second débat

Quelques différences peuvent être relevées avec le premier débat. Tout d'abord, le temps de parole dont a disposé Nicolas Sarkozy n'a pas été le même. Pour cause, il a été amené à s'exprimer durant 1087 secondes soit 18 minutes et 7 secondes.

Etonnement, le nombre de moments émotionnels est supérieur au premier débat (16 contre 13) mais la durée cumulée de ces moments a été bien moindre que dans la première confrontation (320 secondes soit 29,44% du temps). En revanche, on peut constater que la colère reste très largement la principale émotion maniée par le candidat, à hauteur de 205 secondes, soit 64% du temps émotionnel. Lorsque l'on passe du débat au talk-show, les résultats divergent totalement pour Nicolas Sarkozy de ceux du débat.

2.1.1.3. C à Vous

Nicolas Sarkozy a participé à cette émission de divertissement le 24 octobre 2016 et a été soumis à une interview portant sur son programme, sa politique mais également sur sa personne. L'examen de ses réponses donne des résultats surprenants.

Le premier constat à poser est que des trois émissions auxquelles Nicolas Sarkozy a pris part, c'est au cours de celle-ci que l'émotion a été la plus présente dans sa parole : 49% du temps de ses réponses aux journalistes en était composé. Il importe de relever que les émotions dominantes ne sont absolument pas les mêmes que lors des deux débats. Ici Nicolas Sarkozy se sert de l'émotion joie 16 fois et de la surprise à 8 reprises, contre 5 pour la colère. Ainsi, la joie occupe 174 secondes, soit 33,98% de la durée totale des moments émotionnels qui est de 512 secondes. Malgré cette différence majeure, et même si en termes d'occurrence, la colère n'est pas très présente, elle occupe une place non négligeable dès lors que l'on considère le temps puisqu'elle totalise 95 secondes, ce qui en fait, selon ce critère, la deuxième

émotion la plus utilisée dans cette émission. Outre la surprise, la présence de l'amour à 4 reprises et durant 71 secondes est à relever.

2.1.1.4. Conclusion intermédiaire

Nicolas Sarkozy emploie volontiers l'émotion lors de ses prises de parole, davantage lors de l'émission « C à vous » que dans les deux débats même si les émotions y sont très présentes. Lors des deux débats, l'émotion largement préférée est la « colère », alors que dans le talk-show c'est la joie qui domine. Il faut maintenant observer si ce constat peut également être appliqué aux autres candidats.

2.1.2. Alain Juppé

2.1.2.1. Le Premier débat

Pendant ce premier débat, Alain Juppé a pris la parole pendant 926 secondes dont 184 secondes étaient composées de moments émotionnels, ce qui correspond à 20,43% de son temps de parole. Alain Juppé ne mobilise qu'une seule fois la colère et préfère exciper la joie, dont il use 5 fois, et qui totalise 114 secondes de son allocution, soit 62% de la durée totale des moments émotionnels. La tristesse est également convoquée à 3 reprises.

2.1.2.2. Le deuxième débat

Le pourcentage de moments émotionnels par rapport au temps de parole est de 18,97% (contre 20,43% dans le premier débat), soit 202 secondes sur un total de 1071 seconde de temps de parole. Cela témoigne d'une certaine stabilité dans la construction émotionnelle de son discours. En effet, les déclarations d'Alain Juppé au cours de ce deuxième débat confirment les résultats obtenus après examen du premier débat puisque l'émotion la plus

récurrente demeure la « joie », après 8 occurrences pour un total de 102 secondes, soit 50,50% de la durée cumulée de ses moments émotionnels. Viennent ensuite la « surprise » avec 5 répétitions et 28 secondes de temps de discours, ainsi que « l'amour », 2 fois avec 25 secondes.

2.1.2.4. C à Vous

Alain Juppé a été invité à participer à cette émission le 19 janvier 2016.

Il est loisible de constater que les moments émotionnels prennent 30,45% du temps de parole d'Alain Juppé dans cette émission, ce qui est bien plus que lors du premier et du second débat d'avant premier tour (respectivement 20,43% et 18,97% du temps de parole). Il mobilise très fortement la joie, à 19 reprises et pendant 116 secondes, ce qui représente 62,3% des moments émotionnels générés par Alain Juppé dans cette émission. La deuxième émotion convoquée est la colère mais dans une moindre mesure à 4 reprises et pour une durée cumulée de 30 secondes.

2.1.2.4. Conclusion intermédiaire

Dans chacun de ces 3 cas d'études, Alain Juppé utilise donc majoritairement la joie. Pour ce qui le concerne, sa participation au talk-show « C à Vous » a été l'occasion d'injecter davantage d'émotion dans le discours que lors des deux débats.

2.1.3. François Fillon

2.1.3.1. Le premier débat

François Fillon s'est exprimé pendant 901 secondes à l'occasion de ce premier débat. 22,64% de la durée de sa prise de parole comportait de l'émotion. Ici François Fillon se sert en priorité des émotions qui ont trait à la colère, à 7 occasions et pendant 85 secondes (41,67% de la durée cumulée des moments émotionnels). Il emploie la peur à 3 reprises et pendant 43 secondes (21,07% de la durée cumulée des moments émotionnels). Enfin, il utilise la tristesse à 4 reprises pour 38 secondes mais également la joie pendant 38 secondes et deux fois.

2.1.3.2. Le second débat

Dans ce débat, François Fillon a pu disposer d'un temps de parole de 1065 secondes dont 394 de moments émotionnels (soit 37%). Comme lors du premier débat, il mobilise principalement la colère à 9 reprises et pendant 204 secondes, soit 51,78% de la durée totale des moments émotionnels.

Un contraste apparaît néanmoins avec le premier débat quant à la deuxième catégorie d'émotion utilisée puisqu'il utilise ici en deuxième la joie, à 4 occasions, pendant 128 secondes soit 32,49% du temps émotionnel.

2.1.3.3. C à Vous

François Fillon a pu bénéficier d'un temps de parole de 673 secondes au cours duquel il a su placer 205 secondes de moments émotionnels, soit 30,46% de son temps de parole lors de l'émission. Etonnement François Fillon utilise, dans cet échange, majoritairement la colère, à 9 reprises pendant 94 secondes (45,85% de la durée cumulée des moments émotionnels), et en deuxième position la peur, à 3 reprises pendant 64 secondes (31,21% de la durée totale des moments émotionnels).

2.1.3.4. Conclusion intermédiaire

François Fillon lors des deux débats, a principalement utilisé la colère comme émotion de prédilection puisque celle-ci arrive deux fois en tête du classement des émotions choisies (41,67% et 51,78% de la durée cumulée des moments émotionnels). A la différence de ses deux concurrents qui, lorsqu'ils avaient participé à l'émission « C à Vous » avait majoritairement mobilisé la joie, François Fillon a de nouveau privilégié la colère qui a occupé 45,85% de la durée totale de ses moments émotionnels.

2.1.4. Conclusion sur le genre télévisuel

La première hypothèse abordait le thème du genre de l'émission (Débat ou Talk-show) et cherchait à savoir si le type et la quantité d'émotion mobilisé par les candidats subissaient une variation, en fonction de l'émission à laquelle ils participaient.

Une distinction claire a pu être apportée, tant après l'étude du premier que du second débat, entre Alain Juppé d'un côté, et Nicolas Sarkozy de l'autre. Nicolas Sarkozy au cours des deux débats se sert principalement de la colère (soit 87% de son temps émotionnel lors du premier débat et 64% lors du second) tandis qu'Alain Juppé mobilise la joie (62% de son temps émotionnel lors du premier débat et 51% lors du deuxième). François Fillon lui utilise en premier lieu la colère (41,56% de la durée de ses moments émotionnels lors du premier débat et 51,78% lors du deuxième), suivie de la peur lors du premier débat (21,07%) et de la joie lors du second (32,49%).

Des différences, en termes de proportion d'émotion dans la durée totale de la prise de parole, ont pu être relevées au cours des deux débats car chacun des trois candidats considérés ne semble pas utiliser l'émotion avec la même acuité. En effet, lorsque l'on compare le nombre de moments émotionnels en moyenne par minute, pour chaque candidat, on prend connaissance de

résultats assez dissemblables entre les trois hommes politiques. François Fillon, pour les deux débats, est celui qui exécute le plus de moments émotionnels, en moyenne par minute (1,07 pour le premier débat et 1,13 pour le second), suivit d'Alain Juppé (0,64 et 1,29) et de Nicolas Sarkozy (0,78 et 0,88).

Cependant, lorsque l'on se focalise sur la durée des moments émotionnels par rapport au temps de parole total dont a disposé le candidat au cours de l'émission, on se rend compte que la durée de ces moments n'est pas la même pour tous. Nicolas Sarkozy est celui qui fait le plus durer ces moments puisqu'ils ont occupé 49% de la durée totale de sa prise de parole lors du premier débat et 29,44% lors du second. François Fillon arrive en deuxième position dans ce classement puisque les moments émotionnels ont représenté pour lui 22,64% de son temps de parole durant le premier débat et 37% pendant le second. Enfin, Alain Juppé est celui qui a fait le moins durer ses moments émotionnels puisqu'ils ont occupé respectivement pendant le premier et le deuxième débat, 20,43% et 18,79% de son temps de parole.

Alors qu'au cours des débats, la colère avait été largement mobilisée par Nicolas Sarkozy, celui-ci utilise la joie comme émotion de prédilection lors de sa participation au talk-show « C à Vous » (la joie représente 34% de la durée de ses moments émotionnels), ainsi que l'amour (13,87%). Il est cependant essentiel de noter que la colère représente tout de même 18,55% des moments émotionnels de sa prise de parole. La joie représente 62,37% des moments émotionnels d'Alain Juppé, ce qui est plus élevé que lors des deux débats, alors que la joie était déjà son émotion favorite. Le passage de François Fillon dans cette émission semble faire figure de contre-exemple puisque la colère tient place pour 41,67% de la durée des moments émotionnels contre 18% pour la joie. A ce stade, une première explication de ce résultat peut être présentée. François Fillon n'a pas été soumis au même type de question que les autres et un long moment de l'émission a été consacré

aux « affaires » lors de la campagne pour la présidence de l'UMP ce qui suscita de sa part, des réactions émotionnelles de « colère ».

Pour ce qui est de la durée des moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole, elle est plus élevée pour Nicolas Sarkozy (49,25%) et pour Alain Juppé (30,54%) lors de cette émission que lors des deux débats. Pour François Fillon, elle s'élève à 30,46% ce qui est plus élevé que pendant le premier débat (22,64%) mais moins que pendant le deuxième (37%).

Enfin, pour ce qui concerne la quantité de moments émotionnels en moyenne par minute, elle est largement plus élevée pour les trois candidats lors de la participation à « C à Vous » que pendant les deux débats. En effet, Nicolas Sarkozy utilise en moyenne dans « C à Vous » 2,10 émotions par minute contre 0,78 pour le premier débat et 0,88 pour le second. Alain Juppé se sert de 2,95 émotions par minute lors du talk-show, ce qui est plus que pendant les deux débats (0,64 émotions par minutes en moyenne pour le premier débat contre 1,29 pour le deuxième). François Fillon quant à lui a recourt à 1,51 émotions par minute en moyenne dans « C à vous » contre 1,07 et 1,13 émotions par minute lors du premier et du second débat.

Les données empiriques n'ont pu apporter à cette hypothèse qu'une réponse partielle puisque, même si pour les trois candidats (ou presque), les émotions sont plus présentes lors de leur participation à « C à vous » que lors des débats, des doutes persistent sur une réelle tendance quant à la nature des émotions utilisées prioritairement dans les émissions de type talk-Show : le recours à la joie de manière privilégiée n'ayant pas pu être confirmé avec le passage de François Fillon. De plus, l'échantillon disponible paraît trop restreint pour pouvoir déduire une réelle tendance quant au type d'émotion utilisé et à la durée de celle-ci en fonction des émissions.

2.2. La construction de l'ethos

Comme déjà précisé plus haut, l'ethos peut être scindé entre l'ethos pré-discursif et l'ethos discursif. Cette section ambitionne de montrer comment l'homme politique, dans son discours essaye tantôt de confirmer l'ethos pré-discursif, tantôt de l'infirmier, en essayant de s'en détourner, pour emmener l'interlocuteur, visiter d'autre facette de son ethos.

2.2.1. Nicolas Sarkozy

2.2.1.1. Ethos pré-discursif

Tiberj et Vedel du Cévipof, ont écrit à propos de l'effet de la télévision sur l'image des candidats. Ils montrent que le personnage de Nicolas Sarkozy est très clivant puisqu'il inquiète, en 2007, massivement l'électorat de gauche qui le rejette à 75% alors que, dans le même temps, la candidate socialiste qui lui était opposé lors de cette élection présidentielle n'inquiétait seulement que 55% de l'électorat de droite.⁴⁹ Neuf ans après, dans un sondage IFOP mené avant « l'élection primaire de la droite et du centre », 61% des personnes interrogées estimaient Nicolas Sarkozy inquiétant, ce qui montre une tendance de ce personnage, malgré le temps, à demeurer clivant.⁵⁰

Dans un autre sondage publié par l'IFOP en juillet 2016, et portant sur les sympathisants de droite, quel que soit leur sensibilité politique, les principales qualités reconnues à Nicolas Sarkozy sont : le dynamisme (59%), l'autorité (50%), le courage (42%) et la capacité à représenter « Les Républicains » pour l'élection présidentielle de 2017 (37%). La même étude avait été menée une fois en 2014 et deux fois en 2015. Les capacités qui lui étaient reconnues étaient alors les même qu'en 2016, classées exactement dans le même ordre,

⁴⁹ Tiberj, V. et Vedel, T. (2007), *Le Baromètre Politique Français (2006-2007). 4^{ème} vague-Février 2007*, Paris : Cévipof.

⁵⁰ IFOP (2016), *Les traits d'image associés à Nicolas Sarkozy*, Paris : IFOP.

mais avec tout de même des variations.⁵¹ Cela traduit néanmoins, une image de long-terme qui s'est ancrée progressivement dans les sympathisants de droite, qui sont les plus concernés par la primaire. Un ethos pré-discursif a donc pu être établi, sur base de ces enquêtes d'opinion et la sous-section qui suit montre comment, à travers son discours, Nicolas Sarkozy joue sur cette image dont il bénéficie.

2.2.1.2. Ethos discursif

A plusieurs moments des débats, Nicolas Sarkozy fait des allusions directes aux qualités qui caractérisent son ethos pré-discursif afin de les rappeler au public et de les confirmer.

Lors du premier débat qui s'est tenu le 16 octobre 2016, dès l'intervention d'introduction, Nicolas Sarkozy ne manque pas de rappeler ses traits de personnalité.

Gilles Bouleau : « Nicolas Sarkozy, vous avez été président de la République française de 2007 à 2012 et jusqu'au mois dernier vous présidiez le parti les Républicains. Pourquoi voulez-vous être à nouveau élu Président de la République ?

Nicolas Sarkozy : On a gouverné ensemble pendant 5 ans et on a eu à faire face à la crise la plus violente que le monde ait connue depuis 1929. Imaginez ce qu'aurait été la situation de la France et de l'Europe avec l'équipe actuelle. (...) J'en tire la conclusion que l'alternance doit être forte, énergique, immédiate, concrète. C'est le seul moyen pour que la France redevienne la grande nation qu'elle est et que les français se disent il y a une chance pour nous de lutter contre le déclassement c'est-à-dire que nous vivrons mieux que nos parents vivaient avant nous et que nos enfants ont une chance de vivre mieux que nous ».

⁵¹ IFOP (2016), *Les traits d'image comparés d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy-Vague 4*, Paris : IFOP.

En utilisant les termes « énergique », « fort » ou encore « concret » pour décrire son projet d'alternance, fait allusion à son dynamisme mais aussi à son courage qui sont deux des principales qualités que les sympathisants de droite associent à sa personne. Il profite également de sa deuxième prise de parole pour insister sur son rôle pour conduire l'alternance forte, montrant qu'il ne souhaite pas faire dans la demi-mesure :

Gilles Bouleau : « Nicolas Sarkozy, puisque cette primaire est ouverte, au nom de quoi refuser la participation de certains ? »

Nicolas Sarkozy : Il ne s'agit pas de refuser, au contraire. Il s'agit simplement que le choix qui sera fait par tous ceux qui nous rejoindront pour participer au choix du candidat de la droite et du centre soit un choix sincère et loyal. A partir du moment où on se reconnaît dans les valeurs de la droite et du centre, on a toute sa place pour voter dans notre primaire. (...) Si on fait des compromis avant de choisir ce candidat, ce candidat n'aura pas la majorité qui lui permettra de conduire une alternance forte et déterminée ».

Nicolas Sarkozy réitère ses propos « alternance forte et déterminée » pour faire valoir à nouveau le dynamisme inhérent, selon les enquêtes d'opinion, à sa personne. Dans l'enquête Cévipof, la principale critique émise à l'encontre de l'ancien Président de la République était son côté « clivant » et ces propos sur ses rapports avec le centre font resurgir cet aspect de sa personnalité. De plus, le fait de soutenir une position tranchée sur la question le montre comme faisant preuve d'autorité et capable de prendre les décisions qui s'imposent. A la fin du débat, quand la journaliste demande à chacun des candidats pourquoi il souhaite devenir président, Nicolas Sarkozy dans sa réponse insiste à nouveau sur son dynamisme et son énergie : « j'ai l'énergie », « présidence de l'action ».

Elizabeth Martichoux : « Suivant les règles d'équité, Nicolas Sarkozy il vous reste 30 secondes pour conclure.

Nicolas Sarkozy : (...) J'ai l'expérience, j'ai l'énergie : on peut s'en sortir, on peut relever le défi mais c'est maintenant ou jamais. Je veux être le porte-parole de la majorité silencieuse. Je veux qu'elle se lève et qu'elle dise à la présidence de l'impuissance et du bavardage que va succéder la présidence de l'action ».

Lors du deuxième débat, Nicolas Sarkozy met à nouveau l'accent sur son dynamisme et sur sa capacité à faire preuve d'autorité lorsqu'il s'agit de prendre des décisions difficiles. Il en profite d'ailleurs pour sous-entendre que ce sont ces qualités (qui lui sont reconnues par l'opinion publique étudiée, mais pas forcément à ses concurrents) qui sont primordiales pour réussir dans l'exercice du pouvoir.

Ruth Elkrief : « Nicolas Sarkozy, ma question s'impose comment expliquez-vous que tous ces candidats soient là contre vous ? Ils disent non mais on a le sentiment qu'ils disent que vous avez raté des choses peut-être, on a entendu les mots : on ne veut pas qu'un président soit là pour prendre sa revanche, un président qui gesticule avec l'actualité, un président honnête... Que changeriez-vous dans cet exercice du pouvoir si vous étiez réélu président ?

Nicolas Sarkozy : (...) J'ai été président de la République. J'en connais la solitude quand il s'agit de prendre des décisions terribles comme celle d'envoyer des jeunes soldats français risquer leur vie. Président de la République c'est une fonction à laquelle on ne peut pas se préparer, on ne s'y prépare qu'en la connaissant...

Ruth Elkrief : on ne peut pas être président sans avoir été président avant ?

Nicolas Sarkozy : Non je dis que l'on découvre la difficulté extrême de la fonction qu'en l'exerçant. Nous sommes six à l'avoir exercé depuis 1958. C'est quelque chose de très violent et de très difficile. Le président est élu par le suffrage universel. Nous sommes peu de démocraties comme cela. Le président est le chef, le leader, celui qui

impulse son énergie, celui qui prend des décisions et celui qui ramène de l'autorité dans notre pays. Je veux être le président qui ramène de la décision contre le président de l'impuissance et je veux être celui qui ramène de l'autorité dans notre pays qui en a bien besoin ».

En effet, il fait plusieurs fois mention des qualités qui lui sont attribuées : le dynamisme (« impulse son énergie »), le courage (« la solitude quand il s'agit de prendre des décisions difficiles ») et l'autorité (« Le président est le chef le leader », « le président qui ramène de la décision », « je veux être celui qui ramène l'autorité »). Lors de sa prise de parole suivante, répète à nouveau certains traits de personnalité qui le décrivent, ici le courage et l'autorité.

Laurence Ferrari : « Nicolas Sarkozy cette question de mandat unique c'est quelque chose que vous assumez aujourd'hui, vous voulez faire un seul mandat ?

Nicolas Sarkozy : (...) Mais je veux dire autre chose, pour moi le Président de la république ne doit pas être celui qui fait de la concertation en permanence, de la participation en permanence. Si nous avions avec FF demandé l'avis de tout le monde, on aurait pas fait la réforme des retraites parce que personne n'était pour. Si on avait demandé l'avis des étudiants pour faire l'autonomie des universités, on n'aurait pas fait l'autonomie des universités. Car toutes les organisations syndicales pratiquement étaient contre. Un président c'est quelqu'un qui a des convictions, qui prend des décisions et qui impose une politique nécessaire pour la France y compris quand c'est difficile. S'il faut attendre que tout le monde soit d'accord pour prendre une décision, on en prend jamais aucune ».

Il montre qu'il est courageux, car il a la capacité de prendre des décisions difficiles et aussi qu'il a l'autorité pour les imposer même quand tout le monde n'est pas d'accord. Il en profite aussi pour adresser une critique à ceux qui, dans ses adversaires, ventent le compromis, la concertation et le rassemblement, et illustre, à travers certains exemples de son quinquennat que ce n'est pas possible car cela empêche la prise de décision. La capacité de rassembler est d'ailleurs une des qualités associées à son principal rival dans cette élection, Alain Juppé. Dans la conclusion du débat, Nicolas Sarkozy

adresse une dernière fois aux téléspectateurs un message de rappel sur ce qui constitue sa personnalité.

Ruth Elkrief : « Nicolas Sarkozy pourquoi vous ? »

Nicolas Sarkozy : J'ai essayé de porter un diagnostic lucide sur la situation de la France. Sans lucidité, il n'y a pas de vision, il n'y a pas de perspective. Je vois la nécessité d'une alternance forte, énergique. Je ne crois pas que notre identité soit heureuse, je ne veux pas d'une alternance de compromis ou d'une alternance molle. J'ai l'expérience. J'ai appris. J'ai appris de mes échecs. J'ai appris de mes réussites. Je connais le poids de la fonction. Je n'ai pas besoin d'une période probatoire. J'ai l'énergie, j'ai la volonté et je veux par-dessus tout mettre cette énergie et cette volonté au service de la France et de nos compatriotes. Je sens que je peux relever ce défi ».

Les expressions « alternance forte et énergique » ou encore « J'ai l'énergie » rappellent son dynamisme, qu'il cherche à mettre en opposition avec le concept « d'identité heureuse » et « d'alternance de compromis ». Idées qui non seulement sont situées à l'opposé de ce qu'il incarne, mais sont aussi et surtout celles défendues par son principal concurrent, Alain Juppé. Enfin, il insiste sur la qualité « courage » : « J'ai la volonté », « mettre cette volonté au service de la France ».

Ces qualités peuvent-elles être identifiées dans l'émission de divertissement « C à Vous » ?

Dans le talk-show, l'ambiance est plus détendue et les questions posées à Nicolas Sarkozy sont plus d'ordre personnel que politique ce qui explique probablement le fait qu'il insiste moins sur son personnage de personne dynamique, et communique sur un autre aspect de son personnage. En effet, il développe bien volontiers une rhétorique humoristique qui le rend plus « sympathique », proche, voire nous plonge dans son intimité et même au cœur de son enfance :

Nicolas Sarkozy : (...) Vous savez la meilleure sur cette histoire de chouquette. J'adore les chouquettes et je ne peux pas aller à un endroit sans que l'on m'en offre.

(...)

Anne-Sophie Lapix : Ce n'est pas notre sujet...

Nicolas Sarkozy : Mais moi ça me fait plaisir de raconter mon petit souvenir voilà. Elle avait des petits sacs en papiers et elle le tournait comme ça avec une dextérité qui me fascinait. Je crains d'avoir été un peu amoureux de la boulangère qui était assez corpulente. J'allais à l'époque à l'école primaire ».

Anne-Sophie Lapix : On saura tout.

(...)

Pierre Lescure : « Je me souviens que vous aviez travaillé dans un marchand de glace ou dans une boulangerie à Neuilly...

Nicolas Sarkozy : Un marchand de glace

Pierre Lescure : et vous regardiez passer Michelle Morgan

Nicolas Sarkozy : Alors je vous assure, je travaillais à la Sorbotière pendant deux ans. Mon patron s'appelait Arthur Casparian, le pauvre homme est parti. Je crois qu'il y a deux choses qu'il aimait vraiment c'était les glaces et le football. Et quand Michelle Morgan passait Rue Madeleine, on se mettait religieusement à 18h sur le pas de la porte et comme deux pauvres types on regardait passer Michelle Morgan et ça nous faisait notre journée c'est vrai ».

Néanmoins, celui-ci, lorsqu'il est questionné sur des sujets plus politiques, en lien avec la campagne des primaires, laisse transparaître quelques références aux traits de caractère qui lui sont associés comme par exemple quand un journaliste évoque le « cas Bayrou » et le rapport au centre dans cette élection. Sarkozy se révèle clivant, fermant la porte à Bayrou pour diverses raisons.

Patrick Cohen : On l'a bien compris, vous l'accusez de flirter avec la gauche, lui vous accuse de flirter avec l'extrême droite.

Nicolas Sarkozy : Euh non non pas du tout. Attendez excusez-moi il y a une différence. Monsieur Bayrou a-t-il voter pour François Hollande ? oui ou non a-t-il soutenu ?

oui ou non a-t-il refusé de voter la motion de censure ? Moi j'ai été deux ans président des Républicains, ais-je accepté le moindre accord aux cantonales avec le Front National ? jamais. Il y en a un d'un côté qui fait ce qu'il dit et un de l'autre pour lequel, c'est plus compliqué.

2.2.1.3. Conclusion intermédiaire

En conclusion, les deux débats permettent à Nicolas Sarkozy de s'affirmer comme une personne énergique, animée par une volonté armée contre toute épreuve. Il se pose également comme le chef, le leader qui n'est dirigé que par son désir d'action forte et déterminée, qui fait valoir son autorité, son dynamisme et sa volonté. Le talk-Show véhicule de lui une autre image.

2.2.2. Alain Juppé

2.2.2.1. Ethos pré-discursif

Un sondage TNS Sofres-Onepoint réalisé pour TF1 en juin 2016 et soumis à un échantillon de 1000 personnes, représentant l'ensemble des français, fournit des résultats qui ressemblent à ceux donnés par l'enquête d'opinion précédente, tout du moins dans les tendances : Alain Juppé est reconnu comme Persévérant (63%), Sérieux (62%), bon orateur (59%) et compétent (54%). En revanche, il est vu comme trop rigide (55%), technocrate (54%) et le fait qu'il ait eu une condamnation est gênant (51%).⁵²

Un autre sondage, IFOP pour « Sud-Ouest France », publié en juillet en 2016, interroge les sympathisants de droite, pour savoir quel type de qualités ceux-ci attribuent à Alain Juppé. La première des capacités qui lui est reconnue est le sérieux (46%), la capacité à rassembler les électeurs de la droite et du centre (42%), la capacité à remporter l'élection présidentielle de 2017 (39%), la

⁵² Kantar TNS (2016), L'image d'Alain Juppé auprès des Français, Paris : Kantar TNS.

sympathie (39%) et la capacité à représenter « Les Républicains » pour l'élection présidentielle de 2017 (34%). Le Même sondage avait été réalisé en Novembre 2014, Février 2015 et Avril 2015. Même si les résultats ont légèrement varié durant l'intervalle 2014-2016, les capacités reconnues à Alain Juppé étaient les mêmes, rangées exactement dans le même ordre.⁵³ Comme pour Nicolas Sarkozy, un ethos pré-discursif peut être identifié, sur base des enquêtes d'opinion et qui s'établit dans la durée.

2.2.2.2. Ethos discursif

Au moment où sont tournées les 2 émissions, Alain Juppé est le favori des sondages, devant Nicolas Sarkozy. Il cherche à se poser comme rassembleur de la famille politique élargie de la Droite et du Centre, s'attirant même les sympathies de François Bayrou et de son parti, le Modem.

François Bayrou déclarant à de nombreuses reprises refuser tout ralliement à Nicolas Sarkozy. Cette question a fait l'objet d'un contentieux entre Alain Juppé qui accepte ce soutien (rassembleur), et Nicolas Sarkozy qui le repousse (clivant), renforçant la légitimité de Juppé en tant que candidat du rassemblement, ce qui correspond à l'une des principales qualités qui lui est reconnue.

Alexis Brézet : « Alain Juppé, trouvez-vous normal que des électeurs de gauche viennent voter à la primaire de la droite et du centre ? »

Alain Juppé : *C'est une Primaire ouverte de la droite et du centre. Tout à l'heure elle a été annoncée comme primaire de la droite mais c'est de la droite et du centre. Moi ce que je cherche c'est à rassembler. Quand on veut rassembler, on ne commence par exclure. Il y a des déçus du hollandisme qui parfois avaient voté pour Nicolas Sarkozy précédemment. Et bien s'ils veulent venir vers nous, ils sont les bienvenus. Il y a aussi des électeurs du Front National qui commencent à ouvrir les yeux sur l'absurdité du programme de ce parti. S'ils changent d'avis et veulent*

⁵³ IFOP (2016), *Les traits d'image comparés d'Alain Juppé et de Nicolas Sarkozy-Vague 4*, Paris : IFOP.

venir chez nous, ils sont aussi les bienvenus. Donc ne commençons pas à stigmatiser ».

Dans cet extrait, Alain Juppé accomplit une double opération. A la fois, comme déjà précisé, il se pose en candidat du rassemblement (« Moi ce que je cherche, c'est à rassembler », « quand on veut rassembler, on ne commence pas par exclure ») ce qui colle avec l'éthos pré-discursif qui lui est accordé par les personnes ayant participé aux enquêtes d'opinion, mais il se distingue de Nicolas Sarkozy qu'il renvoie à son aspect clivant voire « stigmatisant ». Le rassemblement qu'il prône va plus loin que le simple ralliement partisan puisqu'il s'adresse à l'ensemble de la société française dans toutes ses composantes. Il s'ouvre à la diversité, au multiculturel qui sont compris dans son projet « d'identité heureuse », décrit ci-dessous.

**Gilles Bouleau : « je vais vous la poser autrement :
« considérez-vous que tous les ancêtres des français sont
gaulois ? »**

Alain Juppé : je ne veux pas rentrer dans cette polémique. Moi je suis pour une vision de la société française qui respecte notre diversité. Je suis heureux d'ailleurs de voir que les évêques de France viennent d'écrire une lettre qui dit exactement la même chose. Nous sommes divers : nous n'avons pas la même religion, la même couleur de peau, la même origine. Il faut respecter cette diversité qui fait notre richesse à une condition ou à deux conditions. Premièrement que ça ne tombe pas dans le communautarisme et que ça tombe en dehors du bien commun car sinon ça ne fait pas un pays. Et c'est ça que je veux faire : renforcer le bien commun : les valeurs, les valeurs républicaines, la langue, l'égalité entre les femmes et les hommes. Voilà ce qui me paraît caractériser une forme d'identité française qui je le pense sera à nouveau demain une identité heureuse ».

Lors du deuxième débat, Alain Juppé insiste à nouveau sur le crédit dont il jouit dans l'opinion et sur sa capacité à s'imposer comme le candidat du rassemblement, comme le montre par exemple cette citation où le journaliste essaye de le mettre en difficulté sur le sens de sa candidature contre Nicolas Sarkozy.

Laurence Ferrari : « Alain Juppé vous avez été ministre, premier ministre avant, mais ensuite ministre de l'écologie, des affaires étrangères de Nicolas Sarkozy et vous avez pu remarquer son leadership notamment dans les dossiers européens. Vous présentant, de fait aujourd'hui contre lui, vous avez changé d'avis ?

Alain Juppé : je ne me présente pas contre Nicolas Sarkozy. Je me présente d'un côté contre le Front national et de l'autre contre le président sortant qui a abîmé la fonction présidentielle. Nous sommes aujourd'hui concurrents, nous avons décidé d'organiser une primaire ouverte. Alors voilà. Projetons-nous sur l'avenir, moi je veux que la fonction présidentielle retrouve sa dignité perdue. Et pour cela il faut que le président donne les grandes orientations, qu'il soit rassembleur. Le président est le président de tous les français dès lors qu'il est élu, et qu'il fasse fonctionner nos institutions ».

La réponse d'Alain Juppé à la journaliste est intéressante, car il ne souhaite pas marquer une opposition avec ses « concurrents », notamment Nicolas Sarkozy, mais cherche à se placer au-dessus de la mêlée, désignant le Front National et François Hollande comme adversaires. La position qu'il choisit est à nouveau celle du rassembleur de son camp puisqu'il exprime le désir de devenir le président de « tous les français », un président « rassembleur ». Au cours d'un passage du débat portant sur François Bayrou et le Modem, Alain Juppé en profite pour une nouvelle fois pour rappeler cette étiquette du rassembleur, que les personnes viennent de droite, du centre voire de gauche (« déçus du hollandisme »).

Alain Juppé : « Je suis très surpris par cette fixation sur le cas de François Bayrou... Ce qui m'amuse beaucoup c'est que l'on vient d'évoquer le cas de Pau en disant que nous avons fait élire François Bayrou. On oublie de dire qu'en 2008, nous l'avons fait battre. Et l'UMP à l'époque s'est alliée à un dissident socialiste, maire sortant adjoint de monsieur Nabarere qui était maire socialiste depuis de longues années pour faire élire un député socialiste maire de Pau pour faire perdre François Bayrou, donc vous voyez moi je ne veux pas rentrer dans ce genre de querelle

qui est tout à fait subalterne. J'ai reçu beaucoup de soutiens depuis quelques temps. Celui de l'UDI avec Jean-Christophe Lagarde qui s'est engagé dans ma campagne et je le remercie, de Valérie Pécresse depuis quelques jours elle est présidente de la plus grande région de France et puis il y a le cas Bayrou. (...) Je vais refuser son soutien ? ça serait une attitude tout à fait suicidaire. (...) Et euh, cette attitude est suicidaire de partir en guerre comme ça contre une tête de turc si je puis dire, elle est suicidaire parce que c'est offrir la première place sur un plateau à Madame Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle. Laissez-moi et je m'arrêterai là-dessus parce que je n'ai pas l'intention de polémiquer longuement sur ce sujet, moi je persiste à dire que je veux rassembler la droite, le centre, les déçus du hollandisme qui nous avaient quitté en 2012 et qui sont prêts à revenir aujourd'hui chez nous ainsi que les déçus du Front National s'il y en a ».

Lors de l'émission « C à Vous », l'entretien commence avec des questions sur son programme et bascule progressivement vers des questions sur sa campagne, son image. Les journalistes évoquent ses entretiens avec les magazines « Society » et « Les Inrocks ». C'est l'un des seuls passages de l'interview où il s'impose comme rassembleur, comme une personnalité qui sait aussi être « décalée », sympathique, et qui s'adresse à tout type de public.

Anne-Sophie Lapix : Vous êtes l'homme le plus consensuel de France ?

Alain Juppé : Ecoutez les sondages sont ce qu'ils sont. S'ils étaient mauvais vous me demanderiez si ce n'est pas trop tard. On me demande si ce n'est pas trop tôt. Ils sont fragiles bien entendu et je ne vais pas faire cocorico.

Anne-Elizabeth Lemoine : On l'habitude de vous voir accorder des entretiens aux journaux sérieux mais on a moins l'habitude de vous voir à la une des magazines dit « cool » « tendance » « décalés » comme Les inrocks ou le magazine Society. Les Inrocks qui parlent de Juppémania, c'était en novembre dernier, le magazine Society qui s'interroge « lui président ? ». On n'a pas l'habitude...

(...)

Alain Juppé : Je suis invité à venir m'exprimer par les Inrockuptibles et Society, je vais refuser ? Moi je ne suis pas sectaire, je m'adresse à tous les publics et je suis très heureux qu'ils m'ouvrent leurs colonnes qui ne sont pas ceux d'autres magazines très importants.

Patrick Cohen : Ce n'est pas valeurs actuelles.

Alain Juppé : Oui ou Le Point. Moi j'ai pris beaucoup de plaisir à dialoguer avec Alain Finkelkraut, on a fait un très bon entretien. Et voilà, pourquoi pas Les Inrockuptibles ? Pourquoi pas society ?

Ce passage insiste sur la volonté d'Alain Juppé de ne pas s'enfermer, de s'ouvrir à tous les types de publics afin de rassembler le plus largement possible, marquant ainsi sa volonté de ne pas être « sectaire », antonyme de « rassemblement ». A plusieurs moments, il cherche à transmettre une image sympathique, la sympathie étant une des qualités qui lui est reconnue par l'opinion.

Anne-Sophie Lapix : Alain Juppé, vous êtes devenu l'homme le plus populaire de France ?

Alain Juppé : Juste une petite précision. Je vais dans les clubs senior de la ville de Bordeaux au mois de janvier. Je mange des galettes et je bois du crémant de Bordeaux.

Anne-Sophie Lapix : Et vous dansez.

Alain Juppé : Très souvent je suis sollicité par les seniors qui sont là pour faire un petit peu de danse. Voilà c'est ce qu'il s'est passé au mois de janvier cette année.

Anne-Sophie Lapix : Et vous le faites avec plaisir ?

Alain Juppé : Je ne suis pas un fana de la danse pour ne rien vous cacher.

2.2.2.3. Conclusion intermédiaire

Au cours des deux débats, Alain Juppé s'est présenté devant le téléspectateur comme le candidat du rassemblement, chose qu'il a rappelé à différentes occasions. Il a réussi à le démontrer lorsqu'il s'est opposé, à plusieurs reprises, à Nicolas Sarkozy sur des questions comme l'ouverture au Modem et à François Bayrou, parvenant même à faire ressortir le principal défaut qui colle à son adversaire, selon l'opinion (Cévipof), son aspect clivant. Lors de son passage dans « C à vous », il a pu apparaître à certains moments, comme un personnage sympathique, attribut qui lui est reconnu largement dans les sondages.

2.2.3. François Fillon

2.2.3.1. Ethos pré-discursif

Pendant toute la campagne François Fillon s'est présenté comme le candidat de « l'honnêteté », caractéristique qui représentait la ligne directrice de sa stratégie.⁵⁴ C'est en effet l'image dont il bénéficie durant la campagne de la part de l'ensemble des français (50% le croient honnête) dans un sondage IFOP-Fiducial pour la Fondation Concorde en partenariat avec Public Sénat, diffusé en mars 2016. Lorsque l'on se penche sur les sympathisants de droite, public cible de la campagne des primaires, les qualités qui s'appliquent le mieux à François Fillon sont : l'honnêteté (76%), le courage (68%), la sympathie (68%), la tolérance (67%) et la confiance (64%).⁵⁵ Lors d'une étude menée par Kantar-Sofres pour l'émission CQFD de Itélé auprès des sympathisants de droite en 2012, lors de l'élection pour la présidence de l'UMP, François Fillon jouissait déjà d'un capital de sympathie (78%) et de sincérité (78%) très élevé.

⁵⁴ Lemarié, A. (2017), « François Fillon, le candidat de « l'honnêteté », touché en plein cœur », *Le Monde*.

⁵⁵ Kantar TNS (2012), *L'image de Jean-François Copé et François Fillon*, Paris : Kantar TNS.

2.2.3.2. Ethos discursif

Avant les débats, François Fillon était clairement en position d'outsider, oscillant entre la 3^{ème} et la 4^{ème} place dans les sondages. Toute sa communication et la création de son ethos discursif sont très bien résumées dans son slogan : « le courage de dire la vérité », le courage, la sincérité et l'honnêteté étant les qualités les plus reconnues à François Fillon par les personnes sondées. Il ne manque pas de rappeler ces qualités à diverses occasions lors des deux débats, et ce dès sa première prise de parole lors du premier débat :

Elizabeth Martichoux : « François Fillon enfin, député de Paris et ancien Premier Ministre, c'est vous qui concluez cette tournée profession de foi.

François Fillon : Aux français, j'ai toujours dit la vérité. J'ai dit que la France était en faillite, avec une dette insoutenable, une dépense publique et surtout une bureaucratie qui étouffe les initiatives, qui empêche les français d'aller au bout de leurs projets, d'aller au bout de leurs rêves qui les bloque dans leur vie sans pour autant les protéger. (...) Pour y parvenir, on va avoir besoin de courage et de vérité. Alors je veux être le président du courage, le président de la vérité, le président de l'action et le président de l'honnêteté pour que les français retrouvent la fierté et la confiance dans leurs dirigeants et qu'ils puissent retrouver la foi dans leur avenir ».

Dans cette profession de foi de candidat, on retrouve les vertus précédemment citées servant la construction de l'ethos de François Fillon, le courage et l'honnêteté : « président du courage », « président de la vérité » ou encore « président de l'honnêteté ». Tout au long du débat, il n'aura de cesse d'insister sur ces qualités afin de les faire ressortir lors de ses prises de parole comme le montre par exemple, le passage suivant.

Gilles Bouleau : Je n'abdique pas, Monsieur Fillon, oui/non la règle des 3% ?

François Fillon : tout ça n'a rien à voir avec Maastricht. La dette française, les hommes politiques devraient être responsables et dire la vérité aux français (...)

Dans la conclusion du premier débat, François Fillon parle de la confiance, qui lui est accordée, selon le sondage IFOP-Fiducial par 64% des sympathisants de droite.

François Fillon : « (...) Alors moi ce que je demande à cette majorité silencieuse c'est de sortir de chez elle et le 20 novembre de voter pour le candidat qui est le plus proche de ses convictions ; celui dans lequel elle a le plus confiance. Il y aura ensuite un deuxième tour puis il y aura une élection présidentielle. Je dis aux français vous avez la possibilité de prendre le pouvoir alors prenez-le ».

Cette volonté de présenter ces caractéristiques aux téléspectateurs est perceptible également lors de la conclusion du second débat.

Ruth Elkrief : « Merci beaucoup à chacun, c'est donc l'heure de la conclusion et vous avez chacun une minute pour répondre à la question suivante : pourquoi vous choisir vous ? et l'ordre a été tiré au sort. François Fillon est le premier.

François Fillon : Alors je dis : ne vous laissez pas abuser par la dictature des sondages et par celle des médias qui voudraient choisir à votre place. Le 20 novembre choisissez le candidat qui correspond le mieux à vos aspirations. Choisissez la détermination sereine, choisissez la rigueur, choisissez l'honnêteté ».

Dans sa tirade de fin de débat, Fillon fait encore appel à la vertu d'honnêteté et insiste aussi sur la volonté qu'il incarne : « choisissez la détermination sereine (...), choisissez l'honnêteté ». Il répète cet exercice à plusieurs moments du second débat.

Cet ethos, François Fillon l'incorpore aussi dans l'émission « C à Vous »
A un moment de l'échange, François Fillon qui se décrit en mettant à nouveau en avant les qualités d'honnêteté et de courage. Il parle du quinquennat précédent en montrant justement que le refus de prendre des décisions fermes

a des conséquences néfastes pour la France, dépeignant le tableau opposé de ce qu'il souhaite incarner :

François Fillon : Voilà avec ce raisonnement là on laisse depuis des années le chômage gangrener notre société française parce que on ne veut pas prendre une décision qui peut effectivement avoir pendant un temps relativement court des conséquences difficiles. Le résultat...il faut avoir le courage de le faire.

2.2.3.2. Conclusion intermédiaire

Lorsque l'on analyse les caractéristiques de l'ethos pré-discursif reconnues à François Fillon par les sympathisants de droite interrogés : courage, honnêteté, sincérité ou encore confiance, on remarque que celles-ci se répercutent à plusieurs reprises dans son discours, à la fois pendant les débats mais aussi pendant l'émission de divertissement « C à Vous ».

2.2.4. Conclusion sur l'ethos

Pour chacun des candidats dont les prises de paroles ont été analysées, on constate que les qualités attribuées par les personnes sondées, se retrouvent dans leur ethos discursif confirmant ainsi leur ethos pré-discursif.

Chacun des trois candidats, dans les enquêtes d'opinion, se voit reconnaître des caractéristiques que les autres n'ont pas. Ce qui leur permet de se distinguer de leurs concurrents, voire même d'élaborer leur ethos respectif en miroir de celui d'un autre.

Nicolas Sarkozy est identifié dans l'opinion publique comme quelqu'un de dynamique, autoritaire et courageux. A plusieurs reprises, il rappelle ces caractéristiques personnelles en utilisant des expressions comme « alternance forte et énergique » ou encore « présidence de l'action ». Alain Juppé, dans ses discours, colle à l'ethos pré-discursif que les enquêtes d'opinion ont permis de lui associer : celui de la personnalité la plus à même de rassembler

la droite et le centre : « *je ne me présente pas contre Nicolas Sarkozy (...)* Pour cela il faut que le président donne les grandes orientations, qu'il soit rassembleur ». Il se distingue alors de Nicolas Sarkozy qui par exemple, sur la question du rapport au Modem et à François Bayrou se révèle clivant, comme en témoigne son opposition avec Alain Juppé sur la question. Ces deux candidats ont eu des soucis avec la justice par le passé, ce qui fait que la caractéristique d'honnêteté n'est pas présente dans l'esprit des personnes interrogées pour les qualifier. En revanche, les sympathisants de droite considèrent François Fillon honnête, l'honnêteté étant d'ailleurs ce qui le caractérise le mieux dans les enquêtes. Celui-ci n'a de cesse de le rappeler pour s'imposer comme le « candidat de l'honnêteté » mais aussi pour mieux sous-entendre que le soupçon plane en la matière sur ses deux rivaux.

Les résultats de l'analyse pour les deux hypothèses présentées, doivent être mis en relation avec ce qui avait pu être relevé dans la littérature sur le sujet. La partie suivante se consacre donc à une discussion des résultats de la recherche à la lumière des connaissances préexistantes.

Discussion et conclusion

Des réponses empiriques ont pu être apportées aux deux hypothèses soulevées par ce mémoire. La première portait sur l'influence du genre de l'émission sur le type d'émotion utilisé par le candidat mais également sur la fréquence du registre émotionnel. La seconde hypothèse concernait l'ethos du candidat et sur la manière dont celui-ci, dans l'interaction avec ses interlocuteurs, essayait de faire coïncider l'ethos discursif avec l'ethos pré-discursif que lui attribuent les personnes qui l'écoutent à la télévision.

L'analyse a permis de montrer que le type d'émotion utilisé lors des débats, n'a pas été le même pour les trois candidats. Nicolas Sarkozy mobilisait davantage la colère, quand Alain Juppé se servait de la joie, et que François Fillon montrait de la colère, mais aussi de la joie et de la peur. Lors de leur participation à « C à Vous », Nicolas Sarkozy et Alain Juppé ont mobilisé la joie et François Fillon la colère. Par conséquent, s'il n'est pas possible de déterminer une quelconque logique ou une tendance concernant l'utilisation de tel ou tel type d'émotion, en fonction du genre télévisuel, par les candidats, il n'en résulte pas moins que l'émotion est, pour eux bien plus présente en terme d'occurrence, et les moments émotionnels plus long lors de « C à vous » que pendant les débats. Cela rejoint ce que disait Cosnier (1987) pour qui, les moments émotionnels sont plus longs lors des émissions de divertissement de type talk-show que dans les autres types d'émissions télévisuelles.⁵⁶ Néanmoins, cette approche est discutable puisque Charbonneau ne voit pas de différence en termes de fréquence de l'émotion entre les différents types d'émission, que ce soit des divertissements ou bien des débats.⁵⁷ Même si dans le cas d'espèce, il est possible de mettre en évidence des variations entre

⁵⁶ Cosnier, J. (1987), *Expression et régulation des émotions dans les interactions de la vie quotidienne*, Conférence prononcée lors du colloque international sur les émotions du Laboratoire européen de psychologie sociale des sciences, Paris, 1987.

⁵⁷ Charbonneau, G. (2013), *L'émotion dans le discours politique : une problématique liée au genre télévisuel ?*, Thèse de mémoire, Université de Laval.

les genres télévisuels, il n'est cependant pas possible de procéder à une quelconque généralisation.

Pour ce qui concerne la seconde hypothèse, il a été montré à travers une analyse « lexicométrique », que les candidats cherchaient à certains moments à rapprocher leur ethos discursif de leur ethos pré-discursif. Alain Juppé endosse la qualité du rassembleur, Nicolas Sarkozy assume l'autorité et le dynamisme, quand François Fillon est associé à l'honnêteté et au courage. Les publics qui regardent la télévision jouent, en effet, un rôle dans la construction de l'ethos des candidats. Selon Goffman, il faut penser l'ethos dans une perspective interactionniste, car l'ethos résulte de la rencontre entre les attentes des publics et le désir du candidat.⁵⁸ Pour Maingueneau (2002), le candidat qui connaît cet ethos pré-discursif a le choix soit de le confirmer, soit de l'infirmier à travers l'ethos discursif. S'il est évident que l'on ne peut pas réduire le contenu du discours à ce simple désir de coller à l'ethos pré-discursif, il n'en demeure pas moins que l'ethos discursif constitue une part importante de la construction du discours avec le pathos et le logos. Gibert disait au XVIIIème siècle : « on instruit par les arguments (logos), on remue par les passions (pathos), on s'insinue par les mœurs (ethos).

Certaines limites concernant la recherche peuvent être relevées. Tout d'abord, la plupart des ressources bibliographiques sur lesquelles se basent le cadre d'analyse et l'assise théorique sont assez anciennes. Par exemple, la grille d'analyse sur laquelle se base la réponse à la première hypothèse, celle de Shaver et al. date de 1987.⁵⁹ De plus, il n'existe pas de définitions arrêtées des différents types d'émotion, ni même de consensus sur les méthodes qui permettent de les repérer dans un discours. La recherche est par conséquent

⁵⁸ Goffman, E. (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Paris : Minuit.

⁵⁹ Shaver, P., Schwartz, J., Kirson, D. and O'Connor, C. (1987), « Emotion Knowledge : Further Exploration of a Prototype Approach », *Journal of Personality and Social Psychology*, 52, 6, pp. 1061-1086.

empreinte à la subjectivité. En outre, l'échantillon d'étude est assez restreint puisque seulement trois émissions ont été analysées, dont une seule de divertissement. Ce qui ne permet donc pas d'obtenir des résultats qui soient fiables et qui permettent une généralisation.

D'autres pistes pour prolonger l'étude pourraient être envisagées, comme par exemple l'impact des questions posées sur le degré d'émotion dans la réponse des candidats, ou encore, des études de réception sur l'effet que l'émotion a réellement sur le public.

Bibliographie

Amossy, R. (2010), *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*, Paris : Presses Universitaires de France.

Aristote. (1991), *Rhétorique*, Paris : Tel-Gallimard.

Bertrand, D., Dézé, A., Missika, J-L., (2007), *Parler pour gagner*, Paris : Presses de Sciences Po.

Bonnafeous, S., Ciron, P., Ducard,, D., Levy, C. (2003), *Argumentation et discours politique*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Bourdieu, P. (1994), *Raisons pratiques sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil.

Charbonneau, G. (2013), *L'émotion dans le discours politique : une problématique liée au genre télévisuel ?*, Thèse de mémoire, Université de Laval.

Charaudeau, P. (2008), "Pathos et discours politique", in Rinn, M. (dir.), *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Charaudeau, P. (2005) « Quand l'argumentation n'est que visée persuasive. L'exemple du discours politique », in Burger, M. et Martel, G., *Argumentation et communication dans les médias*, Montréal : Nota Bene, pp. 29-49.

Chauvin-Vileno, A. (2002), « Ethos et texte littéraire. Vers une problématique de la voix », *Semen*, 14, pp. 114-126.

Collovald, A. (1988), « Identités stratégiques », in Bourdieu, P. (dir.), *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris : Le Seuil, pp. 29-40.

Cotteret, J-M. (2000), *La magie du discours : précis de rhétorique audiovisuelle*, Paris : Éditions Michalon

Cosnier, J. (1987), *Expression et régulation des émotions dans les interactions de la vie quotidienne*, Conférence prononcée lors du colloque international sur les émotions du Laboratoire européen de psychologie sociale des sciences, Paris, 1987.

De Chanay, H. et Kerbrat-Orecchioni, C. (2006), *100 minutes pour convaincre : l'ethos en action de Nicolas Sarkozy*, conférence prononcée lors du congrès Acta Universitatis Stockolmiensis, Université de Stockholm, Suède, juin 2006.

De Lettenhove, K. (dir.), (1863-1866), *Œuvres de Georges Chastellain*, Bruxelles : Libraire-Editeur F. Heussner.

Ducrot, O. (dir.). (1980), *Les Mots du discours*, Paris : Les Éditions de Minuit.

Elias, N. (2003), *La civilisation des mœurs*, Paris : Pocket.

Goffman, E. (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Paris : Minuit.

Hitzler, R. (2014), *Mise en scène et représentation de la politique aujourd'hui*, Paris : Trivium

Huizinga, J. (1919), *Le Déclin du Moyen-Âge. L'Automne du Moyen-Âge*, Paris : Petite Bibliothèque Payot.

Kafetzi, E. (2013), *l'ethos dans l'argumentation : le cas du face-à-face Sarkozy/Royal 2007*, thèse de doctorat, Ecole doctorale « langages, temps et sociétés », Université de Lorraine.

Kerbrat-Orecchionni, C. (1994), *les interactions verbales*, Paris : Seuil

Lausberg, H. (1960), *Handbuch der literarischen Rhetorik*. Munich: Max Hueber.

Le Bart, C. (2010), « Parler en politique », *Mots. Les langages du politique*, Rennes : Editions Apogée, pp. 77-84.

Le Bart, C. (2003), « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots. Les langages du politique*, Rennes : Editions Apogée, pp. 97-110.

Maigueneau, D. (2002), « L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours », *Pratiques*, 113, pp. 55-68.

Martel, G. (2009), *Construction de l'image médiatique des politiciens. Des stratégies en plusieurs genres pour toutes les identités*, conférence prononcée lors du IIIe Colloque international du français parlé dans les médias, Université de Lausanne, Suisse, 1-4 septembre 2009.

Martin, V. (2009), « Les émotions dans le marketing politique », *in*, Wolton, D. (dir.), *Le Marketing politique*, Paris : CNRS Editions.

Martin, V. (2009), « Des émotions au service d'une stratégie de séduction. Le marketing politique et l'étude de discours », *Revue française du marketing*, 225, 5, pp. 51-65.

Raphaël Micheli, R. (2010), *L'émotion argumentée. L'abolition de la peine de mort dans le débat parlementaire français*, Paris, Cerf.

Nel, N. (1990), *Le débat télévisé*, Paris : Armand Colin.

Otto, R. (1995), *Le Sacré*, Paris: Bibliothèque Payot.

Plantin, C. (2011), *Les bonnes raisons des émotions. Principes et méthode pour l'étude du discours émotionné*, Berne : Peter Lang, Sciences pour la communication.

Plantin, C. (1996), *L'argumentation*, Paris : Seuil.

Rosenwein, B. (2002), « Émotions en politique. Perspectives de médiéviste », *Hypothèses*, volume, 5, pp. 315-324.

Shaver, P., Schwartz, J., Kirson, D. and O'Connor, C. (1987), « Emotion Knowledge : Further Exploration of a Prototype Approach », *Journal of Personality and Social Psychology*, 52, 6, pp. 1061-1086.

Stenger, T. (2012), « Le marketing politique : entre démocratie et marché », in Stenger, T. (dir.), *Le Marketing politique*, Paris : CNRS Editions, pp. 15-36.

Stenger, T. (dir.). (2012), *Le Marketing politique*, Paris : CNRS Editions.

Traverso, V. (2000), « Les émotions dans la confiance » in Plantin, C. (dir.), *Les émotions dans les interactions*, Lyon : Presses universitaires de Lyon, pp.208-210.

Van Eemeren, F. et Grootendorst, R. (1996), *La nouvelle dialectique*, Paris : Kimé.

Vassy, S. (2005), « Ethos de femmes ministres. Recherche d'indices quantifiables », *Mots. Les langages du politique*, 78, pp. 105-114.

White, S. (1998), « The Politics of Anger », *Anger's Past : The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages*, Ithaca : B.H. Rosenwein, pp. 142-145

Annexe

Tableaux sur les émotions

1. Nicolas Sarkozy

1.1. Le Premier débat

Quantité de moments émotionnels	13
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	470
Temps de parole (secondes)	1000
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	47%
Quantité de moments émotionnels par minute	0,78

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	16	2
Joie	24	1
Surprise	10	1
Colère	409	8
Tristesse	0	0
Peur	11	1

1.2. Le second débat

Quantité de moments émotionnels	16
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	320
Temps de parole (secondes)	1087
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	29,44%
Quantité de moments émotionnels par minute	0,88

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	0	0
Joie	79	3
Surprise	0	0
Colère	205	11
Tristesse	23	1
Peur	13	1

1.3. « C à Vous »

Quantité de moments émotionnels	36
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	512
Temps de parole (secondes)	1025
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	49,25%
Quantité de moments émotionnels par minute	2,1

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	71	4
Joie	174	16
Surprise	68	8
Colère	95	5
Tristesse	64	3
Peur	0	0

2. Alain Juppé

2.1. Le premier débat

Quantité de moments émotionnels	10
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	184
Temps de parole (secondes)	926
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	20,43%
Quantité de moments émotionnels par minute	0,64

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	0	0
Joie	114	5
Surprise	0	0
Colère	13	1
Tristesse	21	3
Peur	10	1

2.2. Le deuxième débat

Quantité de moments émotionnels	23
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	202
Temps de parole (secondes)	1071
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	18,97%
Quantité de moments émotionnels par minute	1,29

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	25	2
Joie	102	8
Surprise	28	5
Colère	22	4
Tristesse	11	2
Peur	14	2

2.3. « C à vous »

Quantité de moments émotionnels	30
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	186
Temps de parole (secondes)	609
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	30,54%
Quantité de moments émotionnels par minute	2,95

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	4	1
Joie	116	19
Surprise	14	4
Colère	30	4
Tristesse	22	2
Peur	0	0

3. François Fillon

3.1. Le premier débat

Quantité de moments émotionnels	16
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	204
Temps de parole (secondes)	901
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	22,64%
Quantité de moments émotionnels par minute	1,07

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	0	0
Joie	38	2
Surprise	0	0
Colère	85	7
Tristesse	38	4
Peur	43	3

3.2. Le deuxième débat

Quantité de moments émotionnels	20
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	394
Temps de parole (secondes)	1065
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	37%
Quantité de moments émotionnels par minute	1,13

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	0	0
Joie	128	4
Surprise	12	1
Colère	204	9
Tristesse	27	3
Peur	23	3

3.3. « C à vous »

Quantité de moments émotionnels	17
Durée totale des moments émotionnels (secondes)	205
Temps de parole (secondes)	673
Pourcentage de moments émotionnels par rapport à la durée totale de la prise de parole	30,46%
Quantité de moments émotionnels par minute	1,51

Types d'émotion	Durée totale des moments émotionnels (secondes)	Occurrence de l'émotion
Amour	0	0
Joie	13	2
Surprise	18	2
Colère	94	9
Tristesse	16	1
Peur	64	3

Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
<i>Aspiration</i>	<i>Satisfaction</i>	<i>Etonnement</i>	<i>Irritation</i>	<i>Désespoir</i>	<i>Terreur</i>
<i>Affection</i>	<i>Euphorie</i>	<i>Stupéfaction</i>	<i>Exaspération</i>	<i>Souffrance</i>	<i>Panique</i>
<i>Compassion</i>	<i>Fierté</i>		<i>Frustration</i>	<i>Honte</i>	<i>Anxiété</i>
<i>Tendresse</i>	<i>Espoir</i>		<i>Jalousie</i>	<i>Culpabilité</i>	<i>Malaise</i>
<i>Passion</i>	<i>Amusement</i>		<i>Indignation</i>	<i>Sympathie</i>	<i>Frayeur</i>
<i>Désir</i>	<i>Contentement</i>		<i>Haine</i>	<i>Pitié</i>	<i>Crainte</i>

Classement des émotions selon Shaver et al. 1987

Les deux débats

Débat du 13 octobre 2016 « RTL, TF1 et Le Figaro »

Gilles Bouleau : A mes côtés Elizabeth Martichoux pour RTL, Bonsoir Elizabeth

EM : Bonsoir Gilles, Bonsoir à tous

GB : Et Alexis Brézet pour le Figaro

AB : Bonsoir Gilles, bonsoir à tous

GB : Avec vous nous allons demander aux candidats de clarifier leurs propositions pour la France. Elles sont très nombreuses et bien évidemment nous ne répondrons pas à toutes ces questions, nous ne les aborderons pas toutes, de même nous ne poserons pas sur un même thème la même question aux sept candidats.

Un mot enfin sur les règles de ce débat. Les candidats auront exactement le même temps de parole, leur horloge en fera foi. Chaque intervention ne pourra pas excéder une minute. Si un candidat souhaite réagir aux propos d'un autre débateur, il aura alors 30 secondes à sa disposition, une lumière rouge apparaîtra lorsqu'un candidat aura dépassé son temps de parole. Enfin, sachez que l'emplacement des pupitres a été tiré au sort.

EM : la première question est alors, pourquoi voulez-vous devenir Président de la République ?

{...}

AB : Alain Juppé vous avez été premier ministre de Jacques Chirac, vous êtes maire de Bordeaux et vous avez-vous aussi une minute pour nous dire pourquoi vous êtes candidat.

AJ : *Bonsoir à tous et à toutes. Depuis deux ans je suis allé à la rencontre de mes compatriotes et j'ai mieux compris leurs inquiétudes, leur exaspération de voir comment la France est aujourd'hui gouvernée. Ce soir je suis prêt à apporter des réponses à la fois concrètes et je l'espère efficaces. Je veux aujourd'hui restaurer l'autorité de l'Etat et la dignité de la fonction présidentielle qui est gravement atteinte. Je veux un Etat fort qui protège efficacement contre le terrorisme, contre l'insécurité, contre l'immigration illégale. Ensuite, je veux que notre économie retrouve le chemin du plein emploi. Je veux éliminer ce fléau qu'est le chômage de masse qui frappe aujourd'hui un jeune français sur quatre, et beaucoup d'autres. C'est pourquoi, je veux lever tous les obstacles à la création d'emplois par les entreprises. Et puis, enfin, je veux une réforme en profondeur de notre système d'éducation et de formation professionnelle pour que chaque jeune ait les mêmes chances de réussir sa vie. Voilà pourquoi, je suis candidat, pour l'essentiel, je suis candidat à la présidence de la République. (4min 16-5min15)*

GB : Nicolas Sarkozy, vous avez été président de la République française de 2007 à 2012 et jusqu'au mois dernier vous présidiez le parti les Républicains. Pourquoi voulez-vous être à nouveau élu Président de la République ?

NS : *On a gouverné ensemble pendant 5 ans et on a eu à faire face à la crise la plus violente que le monde ait connue depuis 1929. Imaginez ce qu'aurait été la situation de la France et de l'Europe avec l'équipe actuelle et le président actuel au pouvoir. Tout est fonction du diagnostic que nous posons*

- sur la situation de la France. Je pense que les défis de notre pays n'ont jamais
50 été aussi important depuis 1945 : choc migratoire sans précédent, chômage
de masse, la plus forte imposition d'Europe. J'en tire la conclusion que
l'alternance doit être forte, énergique, immédiate, concrète. C'est le seul
moyen pour que la France redevienne la grande nation qu'elle est et que les
français se disent il y a une chance pour nous de lutter contre le déclassement
55 c'est-à-dire que nous vivrons mieux que nos parents vivaient avant nous et
que nos enfants ont une chance de vivre mieux que nous. (5min 27- 6min28)
{...}
- EM : François Fillon enfin, député de Paris et ancien Premier Ministre, c'est
vous qui concluez cette tournée profession de foi.
- 60 FF : Aux français, j'ai toujours dit la vérité. J'ai dit que la France était en
faillite, avec une dette insoutenable, une dépense publique et surtout une
bureaucratie qui étouffe les initiatives, qui empêche les français d'aller au
bout de leurs projets, d'aller au bout de leurs rêves qui les bloque dans leur
vie sans pour autant les protéger. Notre pays est en train de se défaire. Pour
65 réagir, moi, je ne propose pas des réformes, je ne propose pas une alternance,
je ne propose pas un retour en arrière. Je propose une transformation
économique et sociale profonde pour obtenir le plein-emploi en 5 ans ce qui
est le cas de la plupart des grands pays occidentaux et pour être en moins de
10 ans la première puissance européenne. Pour y parvenir, on va avoir
70 besoin de courage et de vérité. Alors je veux être le président du courage, le
président de la vérité, le président de l'action et le président de l'honnêteté
pour que les français retrouvent la fierté et la confiance dans leurs dirigeants
et qu'ils puissent retrouver la foi dans leur avenir. (10min13-11min 17)
- GB : Alors avant de lancer la première partie économique de notre débat,
75 commençons par deux questions préliminaires.
- AB : Et la première concerne le principe même de cette primaire. Vous l'avez
voulu ouverte, les sondages annoncent une participation non négligeable des
électeurs de gauche ou du Front National. Est-ce que cela vous paraît légitime
ou est-ce que c'est à vos yeux un dévoiement du scrutin.
- 80 Alain Juppé, trouvez-vous normal que des électeurs de gauche viennent voter
à la primaire de la droite et du centre ?
- AJ : C'est une primaire ouverte de la droite et du centre. Tout à l'heure elle
a été annoncée comme primaire de la droite mais c'est de la droite et du
centre. Moi ce que je cherche c'est à rassembler. Quand on veut rassembler,
85 on ne commence par exclure. Il y a de déçus du hollandisme qui parfois
avaient voté pour Nicolas Sarkozy précédemment. Et bien s'ils veulent venir
vers nous, ils sont les bienvenus. Il y a aussi des électeurs du front National
qui commencent à ouvrir les yeux sur l'absurdité du programme de ce parti.
S'ils changent d'avis et veulent venir chez nous, ils sont aussi les bienvenus.
- 90 Donc ne commençons pas à stigmatiser, on signera une déclaration qui
dit « j'adhère aux valeurs de la droite et du centre ». Ça sera ça le marqueur
de cette primaire et j'espère qu'elle sera largement populaire. C'est ce qui
se passe en ce moment, on sent un mouvement très large d'hommes et de
femmes qui veulent venir voter et je les encourage à le faire. (11min 46-
95 12min35)

GB : Nicolas Sarkozy, puisque cette primaire est ouverte, au nom de quoi refuser la participation de certains ?

NS : *Il ne s'agit pas de refuser, au contraire. Il s'agit simplement que le choix qui sera fait par tous ceux qui nous rejoindront pour participer au choix du candidat de la droite et du centre soit un choix sincère et loyal. A partir du moment où on se reconnaît dans les valeurs de la droite et du centre, on a toute sa place pour voter dans notre primaire. Si on se reconnaît dans les valeurs de la gauche, on votera à la primaire de la gauche et on choisira le candidat de la gauche. J'ajoute que cette élection présidentielle aura lieu à 4 tours : deux tours de primaires et deux tours de présidentielle. Ce tour-ci, les deux premiers tous c'est pour choisir le candidat de la primaire de la droite et du centre. Si on fait des compromis avant de choisir ce candidat, ce candidat n'aura pas la majorité qui lui permettra de conduire une alternance forte et déterminée.*

EM : Maintenant je vais vous poser à tous la même question et je vous invite à y répondre par oui ou par non. Est-ce que vous vous engagez à respecter le résultat de cette primaire et évidemment à soutenir le vainqueur. François Fillon merci de me répondre.

FF : *Oui évidemment.*

{...}

NS : *oui, sans réserve*

{...}

AJ : *oui, bien sûr.*

GB : Nous allons maintenant aborder la première partie de ce débat consacrée aux questions économiques et sociales. Que proposez-vous pour redresser le pays ? Alors avant d'en parler voici quelques chiffres très parlant sur la situation économique de la France en 2016, regardez.

{...}

AB : Evoquons d'abord donc la première préoccupation des français, le chômage. François Fillon, c'est à vous que s'adresse notre première question. Dans votre programme vous vous engagez à diminuer très fortement le chômage puisque vous voulez le ramener en 5 ans à 7% ce qui revient à créer environ au moins 800 000 emplois. C'est très ambitieux. Comment est-ce que vous comptez faire ?

FF : *En utilisant les recettes qui ont marché partout. C'est-à-dire en baissant de façon massive les charges qui pèsent sur les entreprises et les ménages et les impôts qui brisent la compétitivité en France. Moi je propose un véritable choc pour redonner à l'économie française sa dynamique. Euh je pense qu'aujourd'hui l'économie française est euh à plat euh un encéphalogramme plat et c'est la raison pour laquelle il faut la réveiller. Je mets tout sur la baisse des charges, 40 milliards de baisse des charges pour les entreprises qui viennent s'ajouter au CICE et des baisses de charge qui sont ciblées sur tous les niveaux de salaire car la France a besoin de recruter des ingénieurs, elle a besoin de recruter des techniciens, elle a besoin de se placer dans l'économie nouvelle. C'est euh pour moi le cœur de la lutte contre le chômage.*

{...}

145 EM : Alain Juppé, alors vous aussi vous proposez la dégressivité mais je vais tout de même attendre le retour de la croissance. Or, tous les économistes, et vous le savez bien, disent qu'il faudra attendre des années avant que la France ne retrouve une croissance forte ? Autrement dit, avec vous Alain Juppé, rien ne change pour le système d'assurance chômage dans un premier temps et ce n'est pas là que vous pourrez faire des économies.

150 *AJ : D'abord le plein-emploi est possible et je veux insister sur ce point parce que cet objectif soulève quelques scepticismes. Il existe dans beaucoup de pays autour de nous et il existe même dans certaines régions françaises où l'on est à 5 ou 6% de chômage. Sur la dégressivité des allocations chômage soyons clairs. La très grande majorité des chômeurs cherchent du travail. Il y en a qui abusent du système. Et c'est donc la raison pour laquelle. Il faut donc remettre de l'ordre dans le régime d'indemnisation du chômage. Je dis aux partenaires sociaux, qui, d'après la loi, doivent équilibrer les indemnisations par les cotisations que je leur laisse 6 mois pour le faire. Si à la fin de l'année 2017 ils ne l'ont pas fait, la loi prévoira une dégressivité de euh 20% à partir de euh euh euh d'une année et également 20% à partir de euh euh à partir de 18 mois. C'est-à-dire que cela s'appliquera au 1^{er} janvier 2019. Et si d'ici 2019 l'ensemble des mesures que le gouvernement que j'aurai nommé aura prise n'a pas donné des couleurs au marché de l'emploi bah ça veut dire que nous aurions échoué. Je ne peux pas me poser sur cette hypothèse-là. Et par ailleurs, je maintiens une indemnisation minimum pour ceux qui effectivement ont besoin d'être aidés.*

165 {...}

GB : Nicolas Sarkozy, quand vous étiez Président de la République vous vous plaigniez du carcan des 35h. Vous avez dit ensuite et écrit que vous regrettiez de ne pas être allé jusqu'au bout pour éliminer les 35h. Et une fois encore après avoir lu votre programme et votre livre, vous ne proposez pas clairement de les abroger.

170 *NS : Je vais essayer d'expliquer le plus simplement possible. D'abord le problème français : 6 million de chômeurs. Toute la politique économique doit être centrée sur la compétitivité des entreprises. Pour cela il n'y a qu'une seule mesure qui marche partout c'est la baisse des charges : 34 milliards d'euros. Les emplois publics aidés, à ma connaissance nous en avons pas fait, je suis désolé Bruno. Nous avons fait un autre choix, celui des heures supplémentaires, car comme toi je crois au travail. Je veux supprimer la totalité des cotisation sociales sur les emplois familiaux parce que les familles aussi créent des emplois. Sur les 35 heures la règle est simple : je veux la liberté. Je ne serai pas le Martine Aubry de droite. C'est-à-dire que l'on a eu une obsédée des 35 h on ne va pas être des obsédés des 39 heures. Chaque entreprise pourra choisir la durée hebdomadaire de son travail librement à deux conditions.*

180 *La première : si c'est 37 heures, c'est 37 heures payées 37 et pas 35. Et la deuxième c'est que cela se fasse par une décision dans l'entreprise, un référendum d'entreprise, une voix de plus et c'est la liberté. Il y aura donc des entreprises qui se libèreront des 35h, d'autres qui voudront les garder et*

190 *les heures supplémentaires défiscalisées que je confirme, commenceront à*

partir du moment où on aura défini la durée hebdomadaire du travail entreprise par entreprise. La liberté.

GB : Donc au sens propre du terme et du dictionnaire, vous n'abrogez pas les 35h

195 NS : *Au sens propre, Monsieur, au sens propre je rends je rends la liberté aux entreprises de choisir la durée hebdomadaire du travail.*

GB : Il y a une nuance sémantique
{...}

200 AB : François Fillon, je ne sais pas si vous êtes la Martine Aubry de droite mais une chose est sûre c'est que vous estimez que Nicolas Sarkozy ne va pas assez loin et vous critiquez la défiscalisation des heures supplémentaires. Vous dites c'est un retour à 2007 et ça n'a plus de sens. Mais vous, vous l'avez fait en 2007. Pourquoi cela n'aurait plus de sens aujourd'hui ?

205 FF : *Il faut bien comprendre que marié la défiscalisation des heures supplémentaires et la liberté du temps de travail dans les entreprises ça ne peut pas fonctionner parce que si les heures supplémentaires sont défiscalisées, on voit assez mal pourquoi il y aurait besoin d'accords pour augmenter le temps de travail dans les entreprises. Non moi ce que je pense c'est que le redressement du pays passera forcément par le travail et euh ce*
210 *que je propose ce n'est pas inhumain, ça consiste à revenir à la solution de 2000 qui d'ailleurs ne faisait l'objet d'aucune critique. Les salariés ne défilaient pas dans la rue pour demander les 35h. Les 35 h ont été inventées parce que la gauche a pensé que c'était une solution pour réduire le chômage. Non moi, je veux supprimer la durée légale du travail qui ne sert plus qu'à*
215 *une seule chose aujourd'hui c'est à déclencher justement les heures supplémentaires. Laisser les entreprises de négocier des accords majoritaires soit par les syndicats soit par référendum si les syndicats ne sont pas disposés. Mais pour que cela fonctionne, il faut que les fonctions publiques passent à 39 h parce que si les fonctions publiques ne passent pas*
220 *à 39h, la référence restera 35h et il n'y aura pas d'accord dans les entreprises et tout cela aura été un coup d'épée dans l'eau.*

AB : vous ne voulez pas de limite du temps de travail mais jusqu'où cela peut aller ?

225 FF : *il existe des limites européennes. Aujourd'hui personne ne pense que l'on négociera des accords au-dessus de 40h, 39h... il y a beaucoup d'entreprises où on travaille déjà 40h, 41 h. simplement ça sera plus facile de la négocier. Et j'ajoute que tout à l'heure, NKM disait tout cela c'est des vieux débats, si on passe à la liberté complète de négociation des conditions de travail dans les entreprises par des accords majoritaires, y compris sur*
230 *l'année, et bien c'est au contraire une révolution qui permettra de répondre à une partie des demandes de la nouvelle économie.*

EM : je... vous voyez signer Nicolas Sarkozy, vous voulez répondre à l'une des critiques de François Fillon vous voulez vous expliquez sur cette combinaison avec cette défiscalisation ?

235 NS : *Non... D'abord chacun a le droit de penser ce qu'il veut et si on est tous candidat c'est parce que l'on n'a pas forcément les mêmes idées. Je crois aux heures supplémentaires car c'est une chose de dire que l'on aime le travail cela en est une autre de permettre aux gens de gagner davantage. Et*

- je dis la liberté de la durée de travail hebdomadaire à une condition : on ne
 240 va pas travailler plus pour gagner moins. Sur la démocratie sociale, je
 partage l'avis de Bruno Lemaire. Ça ne peut pas continuer comme ça. Tous
 les syndicats de salariés ont appelé à voter pour Monsieur Hollande et quand
 nous avons conduit, sans reculer mon cher Jean-François, la réforme de la
 retraite qui a sorti la France des 60 ans, aucun syndicat n'a signé avec nous.
 245 Je propose donc de supprimer le scandaleux monopole de représentation des
 syndicats au premier tour qui fait que la CGT, la CFDT et FO n'ont pas de
 concurrent parce que les autres n'ont pas le droit de se présenter.
 EM : Vous avez souhaité, comme nous avons dit, la règle veut comme le dit
 GB 30 secondes de réponses quand vous êtes cités par l'un des autres
 250 candidats.
 {...}
 EM : Alain Juppé, avant de parler des impôts qui est un chapitre très
 important, vous ne souhaitez pas, puisque vous parlez des syndicats, vous ne
 souhaitez pas qu'il y ait plus de deux mandats syndicaux alors qu'aujourd'hui
 255 ce n'est pas le cas. Vous voulez brider dans le temps l'action syndicale ?
 AJ : D'abord, un mot sur les 35 heures. Les français quand ils travaillent, ils
 travaillent très bien ils sont très productifs mais ils travaillent moins que dans
 la plupart des pays autour de nous. Donc il faut libérer cette question des 35h
 et je fais confiance moi aux partenaires sociaux dans les entreprises et je veux
 260 que cela se passe dans les entreprises parce que comme l'a dit Jean-Frédéric
 Poisson, des milliers d'accords sont signés dans les entreprises y compris par
 les organisations syndicales. Et je leur dit vous avez la liberté. Si vous voulez
 36h 37 h, vous vous mettez d'accord. Si vous voulez rester à 35 h, vous restez
 à 35h mais on ne met pas une espèce de taquet, il ne se passera rien et c'est
 265 la raison pour laquelle je dis si dans les deux ans il n'y a pas d'accord,
 l'entreprise peut, je n'ai pas dit doit, mais peut passer aux 39h. Sur les
 syndicats, la liberté de candidature au premier tour qui est une liberté, qui
 est une vieille revendication va aboutir à l'atomisation de la vie syndicale et
 je pense que ça ne sera pas un progrès. Je pense en revanche qu'il faut
 270 régénérer la vie syndicale et c'est pour cela que je propose deux mandats
 maximum et demander aux représentants syndicaux de passer au moins 50%
 dans leur temps dans la vie du travail et pas seulement dans la représentation
 syndicale.
- 275 EM : il fallait que ça soit dit.
 {...}
 GB : FF vous brûliez d'impatience pour répondre, très brièvement
 FF : Je propose aussi un statut de travailleur indépendant qui sera d'ailleurs
 dans le prolongement du statut d'autoentrepreneur que nous avons créé dans
 280 le quinquennat précédent. Mais ça serait baroque que la nouvelle majorité
 que nous allons constituer restreigne les possibilités sur les 35H puisqu'un
 accord vient d'être signé dans une entreprise de l'est de la France qui permet
 dans un accord avec les salariés de travailler 39h payées 37, ça serait
 dommage que l'on ne puisse plus le faire demain.
- 285 EM : Alors maintenant on va parler des impôts. Là vous êtes tous d'accord,
 la France est championne d'Europe des prélèvements obligatoires, il faut les

baisser. NS vous proposez une baisse de 10% de l'impôt sur le revenu dès l'été 2017. Ça coûte 7 milliards d'euro, d'entrée. C'est ce que vous appelez le contrechoc fiscal. Certains de vos adversaires disent que c'est à la fois

290 électoraliste et irréaliste d'un point de vue budgétaire.

NS : Vous voulez parler de mes concurrents ?

EM : de vos concurrents, de vos adversaires...

NS : La question de la baisse d'impôt n'est pas une question de promesse. On ne peut pas faire autrement et vous savez pourquoi ? parce que sur les 5
295 *dernières années, les français ont subi entre 40 et 45 milliards de hausse d'impôts dont de TVA. Comment leur dire qu'on est contre les augmentations d'impôts de Monsieur Hollande mais si c'est l'alternance, on continuera à les augmenter ? Je le refuse. Baisse des impôts. Deuxième remarque, je ne*
300 *veux pas que l'on baisse les impôts uniquement pour la compétitivité des entreprises. Les classes moyennes ont été matraquées fiscalement. Les classes moyennes payent l'impôt sur le revenu, il faut baisser l'impôt sur le revenu.*

EM : mais vous le baissez pour les classes moyennes et pour les plus aisés...

NS : je le propose pour l'impôt sur le revenu. De la même manière je vous le
305 *confirme, que nous ne pouvons pas rester le seul pays du monde à avoir un ISF dont je propose la suppression. Et, nous ferons voter les baisses d'impôt en juillet 2017 concomitamment, exactement au même moment que 100 milliards de réduction de dépense publique. Je suppose qu'il y aura des questions sur le sujet dans quelques instants.*

GB : FF vous dites que cette promesse de Nicolas Sarkozy qu'elle est je vous
310 *cite, de baisser les impôts massivement dès 2017, qu'elle est « intenable, de nature à laisser totalement dériver les déficits » mais alléger le fardeau fiscal des ménages français n'est pas une bonne idée ? L'idée de Nicolas Sarkozy n'est pas la bonne ?*

FF : D'abord, je l'ai dit tout à l'heure, il faut une baisse très significative des
315 *charges des entreprises et la proposition que fait Nicolas Sarkozy qui intègre le CICE ne représente que 37 milliards. J'en propose 40 plus le CICE donc on voit que l'on est pas du tout dans la même échelle s'agissant de compétitivité.*

GB : Pour les ménages.

320 *FF : Et pour les ménages moi je propose 10 milliards de baisse qui sont ciblées sur les familles avec le rétablissement des allocations familiales pour tous, avec le plafond du quotient familial remonté à 3000 euros et la baisse des charges salariales c'est-à-dire des charges que payent les salariés de manière à leur redonner du pouvoir d'achat. Je pense que c'est, compte tenu*
325 *de la situation financière générale de notre pays, que c'est une priorité qui doit être donnée à la compétitivité pour faire redémarrer l'économie et la nécessité de cibler les aides sur les classes moyennes, sur les personnes qui ont été le plus frappés par les impôts, je pense que c'est la meilleure solution.*

330 *AB : Oui Alain Juppé, vous non plus vous ne baissez pas l'impôt sur le revenu mais vous proposez un relèvement du plafond du quotient familial, un allègement des cotisations pour les particuliers qui emploient des personnes à domicile, mais est-ce que vous ne sous-estimez pas le ras le bol fiscal des français ?*

335 *AJ : La hausse du quotient familial est une baisse d'impôt sur les ménages. Vous dites que je ne baisse pas les impôts sur les ménages, si je les baisse. Moi mon objectif numéro 1 en matière de baisse des impôts, et il faut baisser les impôts c'est l'emploi. Qu'est-ce qui va servir à relancer la création d'emploi ? je propose 28 milliards et demi net de baisse d'impôt. 60% de baisse d'impôt sur les entreprises avec la baisse de l'impôt sur les sociétés*
 340 *qui est complètement confiscatoire aujourd'hui. Nous sommes avec les taxes additionnelles. Nous sommes environ à 38% alors que la moyenne européenne est inférieure à 30%. Donc je propose de passer à 30% et à 24% pour les PME et alléger les cotisations des allocations familiales également sur les entreprises. Zéro charge patronale sur le SMIC, je sais qu'il y a un*
 345 *débat là-dessus.*
GB : c'est déjà le cas aujourd'hui Monsieur Juppé
AJ : ce n'est pas exact. Il reste 11 points de prélèvement de charges sociales sur le SMIC, il y en avait 16, le CICE en supprime-t-il en reste 11 et 11 c'est déjà beaucoup.
 350 *Sur les ménages, je propose de relever le plafond du quotient familial ce qui sera un avantage pour les classes moyennes et moyennes supérieures, de revenir à des baisses de charge pour la création d'emplois familiaux. Ça a été une bêtise que de les supprimer et sur les travailleurs indépendants je propose une baisse de charge de 2 milliards pour faire fonctionner ce fameux*
 355 *RSI qui est complètement bloqué. Donc vous voyez que mes baisses de charges sont équitablement réparties entre les entreprises et les ménages avec l'objectif, je le répète, emploi.*
{...}
 360 *GB : Monsieur Sarkozy, pourriez-vous répondre, vous à la question à laquelle Monsieur Le Maire n'a pas répondu, il veut supprimer 500 000 postes de fonctionnaire dans votre programme vous voulez en supprimer 300 000, lesquels ? Où ? A quelle poste précisément : douaniers, policier, instituteurs, médecins hospitaliers, qui ?*
 365 *NS : Déjà à mon tour de dire que je suis totalement opposé à l'augmentation de la TVA pour la raison simple que François Hollande l'a fait. S'il y a l'alternance ce n'est pas pour que l'on ait la même politique fiscale. Sur les emplois publics, pardon les contrats aidés ce n'est pas des emplois publics. Sur les emplois publics, Nous en supprimerons 300 000 sur la durée du quinquennat. 150 000 de la fonction publique d'Etat, 150 000 de la fonction*
 370 *publique territoriale : régions, départements, communes.*
GB : Lesquels ?
NS : Sur la fonction d'Etat, on fait comme on a fait dans mon quinquennat, on a supprimé 150 000 postes de fonctionnaires par le non-remplacement de 1 fonctionnaire sur 2. Je n'exonère qu'un seul ministère celui des forces de
 375 *sécurité et de la défense. Tout le reste le 1 sur 2 repart.*
Deuxièmement dans les collectivités, j'admets bien volontiers qu'une commune de 80 habitants et Paris ce n'est pas la même chose. Nous passons un contrat l'Etat et les associations des régions, les associations de département, l'association des maires et nous contractualisons avec eux 150
 380 *000 emplois publics. 300 000 c'est 7 milliards d'euros d'économie sur la durée du quinquennat.*

EM : on va maintenant évoquer les déficits car jamais dans notre histoire le pays n'a été aussi endetté.

385 {...}

EM : FF vous aviez dit « je suis à la tête d'un Etat en faillite » ça avait fait sensation, vous étiez à Matignon depuis quelques mois. Si vous êtes élu, vous allez creuser encore davantage cette dette en 2017...

FF : Non

390 EM : 4,7%

FF : Non, il vous a échappé quelque chose c'est que le budget 2017 sera celui de Monsieur Hollande, pas le mien. Le budget de 2017 va être celui qui va être voté par la majorité qui est en train de voter 15 à 20 milliards de dépenses non financées. Comme j'ai chiffré le budget qui est le mien, j'ai
395 indiqué que le déficit de 2017 serait de l'ordre de 4,5% mais c'est celui de la gauche. Je voudrais revenir sur ce qui vient d'être dit.

EM : 4,5% en 2018

FF : oui, non mais après on va diminuer le déficit en fonction de la situation que l'on va trouver quand on va arriver après qu'un audit soit fait ; Mais je
400 voudrais dire que l'on voit bien qu'il y a un blocage, un problème dans le programme de tous mes concurrents par rapport à la baisse de la dépense publique. Pourquoi ? parce que la baisse de l'emploi public ne peut être pratiquée que s'il y a l'augmentation du temps de travail. Voilà s'il n'y a pas d'augmentation du temps de travail des fonctionnaires, négociée avec des
405 perspectives de carrière meilleures, il ne peut pas y avoir de baisse massive des emplois parce que les services ne seront plus rendus. Et donc cette question du temps de travail des fonctions publiques elle absolument fondamentale. Elle est fondamentale pour baisser la dépense, elle est fondamentale pour assurer cette référence en matière de négociation dans le
410 secteur privé.

EM : Nicolas Sarkozy

NS : je partage l'avis de François Fillon. Si on a moins de fonctionnaires, ils vont travailler plus longtemps et seront mieux payés. Je propose dans la fonction publique d'Etat 37 heures, payées 37.

415 FF : C'est pour cela que je suis à 500 000 emplois parce que je propose 39 heures et je pense qu'il ne faut pas ruser avec les français. C'est comme ça c'est 39heures c'est comme ça partout dans les autres pays européens et c'était d'ailleurs un élément de comparaison. On a 5 millions et demi d'emploi public dans notre pays. C'est juste pas possible.

420 EM : c'est une ruse Nicolas Sarkozy de proposer 37 heures.

FF : Non non je ne dis pas que c'est une ruse mais il faut aller à 39 heures.

NS : pardon c'est du détail. Ce qui compte c'est qu'ils doivent travailler plus, ils seront payés plus cher, ils seront moins nombreux et pour les collectivités territoriales, je propose que chaque exécutif territorial puisse négocier
425 librement sa liberté de travail dans sa commune, dans son département ou dans sa région. Ce que l'on fait pour les entreprises, on le fera aussi pour les collectivités.

GB : vous avez tous les 7 reprochés à François Hollande et à la gauche au pouvoir leur laxisme budgétaire. Qui parmi vous peut s'engager à respecter

430 enfin la règle des 3% de déficit public, non pas en 2017, on l'a compris à travers votre conversation mais au moins en 2018 ou en 2019. Je vous demande à tous de répondre par oui ou par non. Serez-vous le Président de la République qui fera qu'enfin la France respecte un engagement qu'elle a pris de très nombreuses années un déficit qui ne dépasse pas 3% ?

435 {...}

GB : Alain Juppé, oui ou non le respect de la parole donné enfin par la France moult fois des 3% ?

440 *AJ : pardon ce n'est pas un genre de question auquel on répond par oui ou par non. Moi je voudrais insister sur un point extrêmement important en matière de fiscalité et en matière de dépense publique, c'est la stabilité et la visibilité. Les agents économiques ont besoin de savoir aujourd'hui à l'avance à quelle sauce ils seront mangés en 2017, en 2018, en 2019 et c'est la raison pour laquelle à partir de l'état des lieux qui sera fait en 2017 par la cour des comptes et qui fera ressortir que le déficit annoncé par le*
445 *gouvernement en 2017 est bidon, il faut dire les choses comme elles sont. Donc on fera le vrai chiffre du déficit et à partir de là je veux engager un programme de baisse des impôts par une loi de programmation quinquennale et je ferai la même chose pour les dépenses, cela me paraît extrêmement*
450 *important. Je reviens avec un objectif ciblé : éliminé le déficit structurel 2,5% du budget de l'Etat sur les 5 ans et absorber une baisse d'impôts. C'est la raison pour laquelle je préconise une baisse des dépenses de 80 à 85 milliards d'euros. Je n'ai pas le temps, pardon parce que les choses vont très vite, de revenir sur la question des fonctionnaires. 600 000 fonctionnaires on n'y*
455 *arrivera pas, sauf compter avec cela les emplois aidés qui ne sont pas tout à fait des fonctionnaires selon moi. Je voudrais simplement insister sur les marges de manœuvre qui existent avec comme cela a été dit, passer à 35h partout dans la fonction publique c'est 80 000 emplois disponibles. Il y a de la marge. L'absentéisme aussi sur lequel on a débuté en 2012 est aussi une*
460 *variable d'ajustement très importante.*

{...}

GB : Le retour à l'équilibre ?

NS : Est-ce que c'est le premier problème de la France : la réponse : non. Quel est l'engagement sur lequel je veux expliquer aux français que c'est la
465 *priorité ? La réduction des dépenses. La cause se sont les dépenses publiques. Juste un mot : si demain nous reprenons la même crise des subprimes ce qui n'est pas impossible, avec les recettes de l'Etat divisées par deux, naturellement votre réduction du déficit ne se fait pas dans les mêmes conditions. La priorité absolue Monsieur Bouleau est revenir à 50% de*
470 *dépenses publiques dans la richesse nationale. Réduire la dépense oui et à la fin du quinquennat, on pourra être à l'équilibre.*

{...}

GB : je n'abdique pas, Monsieur Fillon, oui/ Non la règle des 3% ?

475 *FF : tout ça n'a rien à voir avec Maastricht. La dette française, les hommes politiques devraient être responsables et dire la vérité aux français parce que Nicolas Sarkozy a parlé de crise des subprimes. En fait c'est une crise de la dette souveraine qui est devant nous notamment en raison du poids de la dette*

française dont j'ai dit tout à l'heure qu'elle était insoutenable. Donc oui il faut économiser 100 milliards. Pourquoi on est presque tous sur le chiffre de 480 100 milliards ? parce que c'est celui qui permet à la fin du quinquennat d'arriver à l'équilibre des comptes publics et à commencer seulement à réduire la dette par rapport à euh la richesse nationale.

AB : Un des moyens de faire des économies et qui est une des préoccupations des français c'est la retraite. Nicolas Sarkozy, tous vos concurrents sur ce 485 plateau veulent repousser l'âge de la retraite à 65 ans et vous vous dites 63 ans en 2020, 64 ans en 2025. Pourquoi cette prudence ?

NS : J'ai quelque légitimité à le dire, ce n'est pas une question de prudence, c'est une question de date d'entrée en vigueur de votre réforme. Vous pouvez annoncer 65 ans à perpète et ça ne vous rapporte pas ce dont vous avez 490 besoin. Je prends un exemple. Avec FF nous avons réformés les retraites en 2010. Ça rapportait plus d'argent au régime général de retraite de faire 62 ans 2018 que 63 ans 2025. Donc je propose que l'on passe à 63 2020, 64 ans 2025 c'est 19 milliards d'euros de recettes. J'ajoute que notre régime est aujourd'hui équilibré pour la seule raison que nous avons fait la réforme des 495 retraites de 2010. Je propose par ailleurs, de calculer les retraites du public exactement comme le privé et de supprimer tous les régimes spéciaux de retraite.

AB : Alain Juppé sur les retraites.

AJ : C'est un signal majeur de crédibilité sur la réforme économique en 500 France. Je voudrais rebondir sur l'affaire de Maastricht. Moi si je veux diminuer les déficits c'est pas pour Maastricht, c'est pour mes enfants. Plus il y a de déficit, plus il y a de dette et plus on va leur laisser un fardeau absolument insupportable. Sur la retraite, moi je propose d'aller par étape jusqu'à 65 et ça se déroulera entre 2017 et 2026 sur 9 ans. Vous voyez qu'il 505 faudra du temps et ça rapporte 20 milliards d'économie...

EM : Pourquoi par étape ?? Parce que Nicolas Sarkozy dit plus on va vite plus...

AJ : pas du tout j'ai bien compris que NS parlait de 2025 pour 64 ans et moi je parle de 2026 pour 65 ans. Ça fait 20 milliards d'économie par an à la fin 510 du quinquennat et au-delà. C'est une des mesures phares pour réaliser le programme d'économie globale.

{...}

GB : alors à ce stade du débat je voudrais vous communiquer des questions qui ont été envoyées par de très nombreux internautes depuis plusieurs jours. 515 Sur les sites et les pages Facebook de TF1, de RTL et du Figaro. Nous en avons sélectionnés quelques-unes. Je vous demanderai juste un petit peu de discipline et de répondre rapidement en 30 secondes. La première question s'adresse à Alain Juppé. Une de nos internautes nous pose la question suivante : Que ferez-vous lorsque la CGT bloquera vos réformes ? ça vous 520 rappelle quelque chose peut être.

AJ : Certes, pour une réforme qui n'est toujours pas faite. Je suis tout à fait de l'avis de BLM pour les régimes spéciaux. L'extinction c'est faire en sorte que les nouveaux venus adhèrent au régime général. De même que dans ma 525 réforme des retraites, 65 ans, on doit trouver les volets nécessaires pour augmenter les petites retraites...

GB : Que ferez-vous si la CGT bloque les rues pendant plusieurs jours ?

AJ : *Et bien, je résisterai et surtout elle ne bloquera pas les rues, pourquoi ? avant les élections je dirai aux français voilà ce que je veux faire, donnez-moi mandat pour cela. Et j'imagine mal si je suis élu que le lendemain de*
530 *l'élection, j'agirai vite le cas échéant par ordonnance, j'imagine mal que les organisations syndicales descendront dans la rue pour s'opposer au choix démocratique que les français auront fait.*

EM : Les questions internautes ne portent pas seulement sur tous les sujets dont on vient de débattre mais aussi sur d'autres sujets. Nicolas Sarkozy,
535 « quand vous étiez président, vous n'avez pas su entendre le choix des français sur la constitution européenne, aujourd'hui vous proposez les référendums, on en parlera dans la deuxième partie tout à l'heure, mais sur le principe comment peut-on vous croire ? » demande-t-il.

NS : *Un mot sur la CGT : j'élargirai le service public minimum. Les jours de grève, nous l'avons fait, je l'élargirai aux aiguilleurs du ciel et aux centres de réserve du carburant. Sur la question de votre interlocuteur, il a oublié une chose. Dans le débat qui m'a opposé à Ségolène Royal, elle avait dit qu'elle ferait un référendum, j'avais dit que je ne le ferai pas. Je n'ai donc pas trahi ma promesse. Deuxièmement, je ne pense pas que le référendum, je*
540 *le dis à notre interlocuteur. On ne répond pas par oui ou par non à un traité qui a 250 articles. Le référendum c'est la souveraineté populaire, c'est pour des sujets politiquement très forts sur lesquels on peut répondre par oui ou par non.*

{...}

550 GB : une autre question adressée à FF ici. « Monsieur Fillon, pour vous un SMIC correct et décent c'est combien ? »

FF : *Un SMIC correct et décent c'est un smic qui évolue en fonction des prix. Et qui permet aux personnes de vivre et c'est d'ailleurs pour cela que je suis contre le fait que l'on baisse les charges uniquement sur le SMIC. Car en ne*
555 *baissant les charges que sur les SMIC on enferme une grande partie des travailleurs français sur le salaire minimum.*

GB : Au nom de cet internaute que je ne connais pas, vous ne répondez pas à la question, c'est combien ?

FF : *le prix, le SMIC actuel c'est ce que la société française peut faire de mieux compte tenu de sa situation économique et sociale. D'ailleurs je fais remarquer que le smic en France est plus élevé que dans la plupart des autres pays européens. Je ne le dis pas pour le regretter c'est simplement que comme tout à l'heure on parlait de la retraite à 65 ans, tous les pays développés ont la retraite à 65 ans, tous les pays qui ont une économie moderne qui*
560 *fonctionne. Alors après on peut avoir une sophistication avec des points etc... mais cela ne règle pas le problème de fond qui est que grosso modo il faut travailler la même durée dans une vie si on veut que notre économie soit compétitive.*

{...}

570 FF : *(sur l'affaire Fillon-Copé) j'ai retenu de ce triste épisode un enseignement c'est que la démocratie doit être exemplaire.*

GB : y compris au sein de votre propre parti ?

FF : *D'abord au sein d'un parti parce que un parti c'est fait pour montrer le chemin aux français en matière de démocratie, c'est fait pour incarner la*
575 *démocratie, cette démocratie doit être exemplaire.*
GB : A ce stade du débat, madame et messieurs, un petit point sur les temps de parole. Ils ne sont pas très différents {...}
GB : Nous allons maintenant aborder la seconde partie de ce débat consacrée à l'identité, à la lutte contre le terrorisme et à la laïcité. Cela nous amène très
580 directement aux valeurs de la République et parmi celles-ci il y a l'intégrité des dirigeants politiques.
{...}
EM : Alain Juppé vous avez fait l'objet d'une condamnation en 2004 dans l'affaire des emplois fictifs à la mairie de Paris. Est-ce que vous vous êtes
585 sentis visés par cette proposition de Bruno Le Maire ?
AJ : *Je tiens mon casier judiciaire à la disposition de Bruno. Il est connu d'ailleurs. Tout le monde connaît la condamnation qui m'a été infligée. On ne va pas reprendre l'histoire qui est déjà ancienne euh. La cour d'appel a bien voulu dire que je ne m'étais rendu coupable d'aucun enrichissement*
590 *personnel et que je ne devais pas être le bouc émissaire d'une responsabilité collective. Depuis, je me suis soumis au suffrage universel à plusieurs reprises. J'ai été battu une fois, j'ai gagné 3 fois. Maintenant les français ont la décision au bout de leur bulletin de vote. S'ils estiment que ma faute me disqualifie, ils ne m'éliront pas.*
595 GB : Nicolas Sarkozy, vous avez été mis en examen il y a quelques mois dans l'affaire Bygmalion pour le financement illégal de votre campagne de 2012, vous sentez-vous vous-même visé par Bruno Le maire ou visé par François Fillon qui disait, sans doute parlant de vous qui imagine de Gaulle mis en examen ?
600
NS : *ce ne sont pas des déclarations qui honorent ceux qui les prononcent. Mon casier judiciaire après 37 ans de vie politique il est vierge. Je n'ai jamais été condamné. Et depuis 5 ans je suis sans doute le français qui a été le plus écouté, perquisitionné, interrogé pour quel résultat ? 5 non lieux. Des heures de télévision, des heures de bassesse des heures de calomnie. Rien ! Est-ce que vous croyez vraiment, et je le dis aux français qui nous regardent, que si j'avais quoique ce soit à me reprocher, je me lancerais dans cette nouvelle campagne ?*
605
1h22 40 secondes
610 {...}
EM : FF dans votre introduction tout à l'heure au début du débat, vous aviez dit le mot « honnêteté ». On va le prendre au sens large. Je voudrais évoquer avec vous le livre de nos confrères du monde Fabrice Lhomme et Gérard Davet. Dans ce livre François Hollande confirme qu'à deux reprises, vous
615 avez demandé au secrétaire général de l'Elysée Jean-Pierre Jouillez d'accélérer les procédures judiciaires visant Nicolas Sarkozy. Alors c'est très précis dans cet ouvrage vous auriez dit « mais comment ça se fait que vous ne poussiez pas la justice à en faire davantage ? » fin de citation. C'est ça l'exemplarité ?

- 620 *FF : comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire Monsieur Jouillez est un menteur.*
GB : pardonnez-moi mais c'est une citation de François Hollande Monsieur Fillon
FF : oui je vais y venir si vous me laissez continuer. Monsieur Jouillez est un
625 *menteur. Et je découvre que le président de la République française non seulement est inefficace et incompétent mais c'est en plus un manipulateur. Et moi j'ai honte pour mon pays de voir que le président de la république se prête à des accusations aussi médiocres. Quant aux deux journalistes dont vous venez de parler, je considère que pour avoir débattu avec eux dans un*
630 *prétoire euh ils manquent pour le moins de déontologie.*
EM : Vous aviez porté plainte contre eux...
FF : oui et d'ailleurs le tribunal avait reconnu que j'avais été diffamé.
GB : Vous voulez poursuivre après ce qu'ils viennent d'écrire dans un livre paru aujourd'hui ?
635 *FF : Je ne vais pas leur faire cet honneur. Mais croyez-moi, quand on voit ce qu'ils ont écrit et la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le chef de l'Etat, franchement on a honte pour les institutions et on se demande comment ce pays peut se relever.*
EM : Vous n'avez jamais prononcé cette phrase ?
640 *FF : Jamais Madame, jamais.*
 {...}
AB : Une question d'actualité maintenant sur le livre qui s'adresse à Nicolas Sarkozy. Dans ce livre François Hollande dit que la justice est une institution de lâcheté. Et depuis le monde judiciaire est vent debout, les magistrats se sentent humiliés. Vous vous n'avez pas toujours eu des rapports simples avec
645 *les magistrats, c'est le moins que l'on puisse dire, est-ce que vous pensez que l'on peut dire qu'en France il y a un problème entre l'exécutif d'une part, et l'autorité judiciaire d'autre part.*
NS : Je me demande surtout jusqu'où François Hollande va salir et détruire
650 *la fonction présidentielle. Quel mépris pour tous, des sans-dents, les sportifs décérébrés, les magistrats des lâches. Jusqu'où ira-t-il ? Mais le plus préoccupant pour moi c'est pas ça, c'est un président de la République qui se met dans les mains de journalistes, sous influence, à qui il communique des documents confidentiels défense. Le scandale est là. Permettez-moi juste*
655 *un mot sur la discussion très importante, parce que c'est normal que nous répondions à vos questions, moi j'ai apprécié la réponse d'Alain Juppé, je le respecte et je le connais depuis longtemps. J'ai une grande expérience. J'étais dans le gouvernement d'Edouard Balladur. Quand une grande injustice a été commise à l'endroit de Gérard Longuet qui a du démissionner*
660 *parce qu'il a été mis en examen. 8 ans plus tard il était innocent. Qui lui rendra son honneur ? J'étais président de la République et j'avais à mes côtés un homme pour qui j'ai beaucoup d'amitié et d'estime, Éric Woerth. La campagne contre lui dans la sordide affaire Bettencourt a conduit à faire une*
665 *pression inimaginable, irrespectueuse il a eu une relaxe comme moi un non-lieu. Qui nous rendra notre honneur ? Moi je crois aux Droits de l'Homme et je vais vous dire une chose ça m'a beaucoup appris. Je ne serai plus jamais du côté de ceux qui hurlent avec la foule, de ceux qui donnent des leçons*

parce que ça fait trop mal. Quand vous avez un non-lieu, ça fait une demi ligne. Quand vous êtes insulté et bafoué, croyez-moi ça fait plus qu'une demi-

670

ligne.
EM : Mais euh un ministre mis en examen doit quitter un gouvernement ?

NS : Il est présumé innocent et je partage totalement l'avis de Jean-Frédéric Poisson. Si le Président de la République devait être convoqué par tous les magistrats qui veulent l'entendre, il n'y a pu de président de la République,

675

il n'y a plus d'Etat, il n'y a plus d'autorité de l'Etat. Je ne serai pas le président qui mettra à bas l'autorité de l'Etat.

EM : On va ouvrir maintenant sur la sécurité et la lutte anti-terroriste. On va évoquer un sujet dont on a beaucoup parlé ces derniers mois, les fichés S, ce sont ces personnes repérées par les services de renseignement

680

{...}

EM : Autre enjeu : que faut-il faire des fichés S sur le territoire ? Faut-il tous les enfermer ? Et c'est vrai que sur ce sujet, Alain Juppé vous le savez, votre position a évolué et vous n'êtes pas toujours très clairs. Vous ne voulez pas d'un Guantanamo à la française. Aujourd'hui vous êtes prêts à interner les

685

fichés S les plus dangereux, c'est ce que vous avez écrit sur votre blog en début de semaine. A partir de quel moment sont-ils dangereux et cela concernerait combien de fichés S ?

AJ : Ma position est claire et n'a pas changée. J'essaye. Peut-être me suis-je mal exprimé je peux le reconnaître euh moi j'essaye d'écouter les professionnels, les professionnels du renseignement, les policiers, les gendarmes et les juges aussi sur cette question et on dit beaucoup d'inexactitude sur les fichés S ; D'abord tous professionnels du renseignement disent que dans de nombreux cas on a intérêt à les laisser en circulation. Pour les surveiller, pour remonter des filières comme on le fait

695

d'ailleurs dans le trafic de drogue et pour démanteler des filières donc les interner en nombre n'est sans doute pas la bonne solution. Il y a ceux qui représentent un danger avéré. Il existe là et on n'a pas besoin de justice d'exception, des procédures qui permettent au juge de les mettre en Garde-à-vue ou en détention provisoire. Dans le cadre de l'état d'urgence la mise

700

en résidence surveillée existe et j'ai dit effectivement dans ce cas là que je n'étais pas hostile à ce qu'on les mette en détention à une condition et là-dessus je n'ai pas varié, c'est la ligne rouge de l'Etat de droit qui est l'intervention d'un juge judiciaire qui dans mon esprit et dans celui de la constitution est le garant des libertés fondamentales.

705

EM : vous ne savez pas combien de personne cela concernerait aujourd'hui sur les 12000 fichés S ? vous dites ils sont dangereux, ça représenterait une proportion...

AJ : Ecoutez, je n'ai pas accès aux fiches S donc je ne vais pas vous dire exactement comment il faut les répartir.

710

AB : Vous François Fillon vous êtes très hostile à l'internement des fichés S qui était proposée notamment par NS. Vous dites que c'est de la détention arbitraire c'est contraire à la constitution. Mais l'assassin du Père Hamel, par exemple, était fiché S. Est-ce que celui on n'aurait pas mieux fait de ...

715 *FF : je trouve que ces débats sont largement inutiles et mes propositions sont beaucoup plus radicales. Je ne propose pas que l'on interne dans des camps de rétention ou que l'on mette des bracelets électroniques à des fichés S je suis beaucoup plus radical. Je dis que on peut, la législation française le permet, retirer la nationalité française à toutes les personnes qui combattent*

720 *contre la France en Syrie et en Irak. Qu'est-ce qu'on va faire il y a tout un débat. Qu'est-ce que l'on va faire de ces djihadistes quand ils vont rentrer ? ils ne rentreront pas car on leur aura enlevé la nationalité. C'est une disposition qui date du Front Populaire.*

La deuxième proposition que je fais c'est que l'on applique le code pénal qui

725 *permet de mettre en détention et de juger des personnes qui ont des relations avec l'ennemi. Ce sont des dispositions qui sont tombées en désuétude, qui peuvent très bien être réactivée s'il y a une politique pénale qui le permet. On peut condamner jusqu'à 30 ans de prison beaucoup de ces fichés S dont on sait qu'ils ont des contacts avec des recruteurs, qui ont des contacts avec des*

730 *personnes qui préparent des attentats. Enfin la troisième proposition, c'est que l'on expulse des étrangers qui sont dangereux du territoire national ça aussi c'est prévu par la loi.*

{...}

EM : François Fillon vous aviez quelque chose à dire

735 *FF : Quand on est en présence d'une menace qui est mondiale, il y a eu 600 attentats depuis le 1^{er} janvier de cette année, qui ont fait plusieurs dizaines de milliers de victimes dans le monde. Et on est en présence de ce que moi j'appelle la montée d'un mouvement totalitaire qui est un mouvement comme celui que nous avons connu au XX^{ème} siècle qui est en train de prendre une*

740 *dimension mondiale. La question qui est posée est : est-ce que l'on organise une coalition mondiale pour arrêter ce mouvement totalitaire pendant que c'est encore possible ou est-ce que l'on continue la politique désastreuse qui a été celle de l'occident pendant bien trop longtemps et on laisse se développer ce phénomène avec lequel on va devoir s'affronter pendant peut*

745 *être une génération et qui posera à ce moment-là des questions de prolongation de l'Etat d'urgence, des mesures exceptionnelles que je ne souhaite pas pour mes enfants et pour ceux qui nous succéderont donc oui il faudra s'attaquer sérieusement à ce mal. Il faut le faire avec les russes, il faut le faire avec les iraniens, il faut le faire avec tous ceux qui sont prêt à nous*

750 *aider à le réaliser.*

GB : précisément Monsieur Fillon la lutte contre le terrorisme, la lutte contre Daesh. On sait que vous êtes un partisan fervent d'une entente très proche avec la Russie de Vladimir Poutine alors que l'aviation russe bombarde de manière inhumaine, commettant peut-être même des crimes de guerre

755 *bombarde la ville d'Alep et des civils.*

FF : Oui c'est la guerre, c'est la guerre au Yémen. C'est la guerre quand les chrétiens d'orient ont été massacrés dans le silence général y compris d'ailleurs d'une bonne partie de nos médias. C'est la guerre oui c'est la guerre. La question qui est posée c'est qu'il y a deux camps aujourd'hui en

760 *Syrie. Et pas trois comme on le dit. Il y a le camp de ceux qui veulent mettre en place ce régime totalitaire islamiste que j'évoquais tout à l'heure et puis il y a les autres. Et bien moi je choisis les autres parce que je considère que*

ce danger-là est un danger trop grave pour la paix mondiale qui oblige à ce que nous nous allions avec des gens que nous aimons pas ou dont nous n'approuvons pas l'organisation politique et économique.

765 {...}

EM : Alors Alain Juppé vous vouliez réagir je ne sais pas si c'est sur la position de François Fillon...

770 AJ : Sur ce qu'il se passe au proche orient. Il faut parler avec Monsieur Poutine, naturellement et la façon dont Monsieur Hollande a fait savoir par voie de presse qu'il n'était pas le bienvenu à Paris n'est pas digne de la diplomatie française.

EM : c'était une erreur ?

775 AJ : Bien évidemment, ce n'est pas comme ça que l'on travaille à l'international mais parler avec poutine ça consiste aussi à le mettre devant ses responsabilités.

EM : Est-ce que c'est un interlocuteur fiable ?

780 AJ : C'est un interlocuteur, il représente la Russie qui est un grand pays. Il faut lui demander quelle est sa solution pour sortir de la crise en Syrie, est-ce que c'est de rétablir Bachar al Assad au pouvoir ? Si c'est ça la paix ne reviendra pas en Syrie quand à s'allier à l'Iran, il faut y aller avec une longue cuillère. L'Iran soutien le Hezbollah, les milices chiïtes en Irak et également Bachar Al Assad contre toutes les formes d'opposition en Syrie donc soyons un petit peu prudent sur ce point.

785 Sur ce qu'a dit Jean-François Copé je suis tout à fait d'accord, la lutte contre le terrorisme c'est une chaîne. Il y a d'abord le renseignement, nous ne sommes pas assez efficaces en matière de renseignement, c'est aussi les effectifs de Police. C'est également la réponse pénale qui n'est pas à la hauteur. Il faut atteindre la fin du quinquennat, ça ne concerne pas que le terrorisme mais en partie, il faut attendre la fin du quinquennat pour que l'on se rende compte qu'il y a une surpopulation carcérale en France et qu'on se décide à construire des prisons. Je l'ai proposé depuis longtemps.

790 GB : Monsieur Sarkozy vous réclamiez la parole depuis longtemps sur ce thème de la lutte contre Daesh.

795 NS : Ecoutez de quoi parle-t-on ? On a eu ce que l'on a jamais connu depuis la seconde guerre mondiale 238 morts sur le sol de la France et la question n'est pas de savoir aujourd'hui s'il y aura un prochain attentat mais quand. Je réclame l'internement préventif des fichiers S les plus dangereux, Madame

800 Martichoux il n'y en pas 12 000, il y en a 20 000. 12 000 c'est ceux qui sont liés à une activité de terrorisme. Sur ces 12 000 il y en a quelques centaines qui sont plus dangereux que les autres. Je trouve insupportable pour les familles de victime que la prétendue interprétation de l'Etat de droit de Monsieur Hollande qui n'a cessée d'évoluer interdit de mettre

805 préventivement en rétention les fichés S les plus dangereux de façon à ce que nos services spécialisés puissent voire le niveau de leur dangerosité et le niveau de leur radicalisation. Et un radicalisé qui n'a rien fait ne repart pas libre, il est envoyé dans un centre de déradicalisation. Les trois jeunes femmes qui voulaient faire sauter des bombes devant Notre Dame

810 étaient trois fichées S. heureusement qu'il y a eu le cafétier. L'Etat de droit

de mon point de vue ça consiste à préserver les victimes, pas les coupables. Si on s'est trompé en prenant un fiché S qui finalement n'a rien fait on s'excuse. Je préfère ça plutôt que de multiplier des commémorations avec des victimes qui n'y étaient-elles pour rien.

815 AB : On passe maintenant aux questions posées par la laïcité {...}

EM : Allez-y François Fillon.

FF : *Je voulais juste rendre justice à Nicolas Sarkozy en rappelant que c'est lui devant le congrès à Versailles qui avait demandé une loi pour interdire la burqa. Mais je voudrais simplement dire que la lutte aujourd'hui que nous devenons mener ce n'est pas de durcir la laïcité. Il n'y a pas de problème de laïcité avec les catholiques, il n'y a pas de problème de laïcité avec les juifs, les protestants et avec les bouddhistes. Il y a un problème de laïcité avec liée à la montée de l'intégrisme au sein de la communauté musulmane et donc il ne faut pas taper sur la liberté religieuse pour régler un problème qui ne*
820 *concerne qu'une seule communauté. Problème d'ailleurs qui a existé dans le passé avec les autres communautés mais qui a été réglé. Maintenant il faut le régler de la même manière, toute circonstance égale par ailleurs par un contrôle administratif dextrement ferme de la communauté musulmane. Par l'interdiction non seulement des associations salafistes mais aussi des frères*
825 *musulmans par l'intermédiaire de l'interdiction des financements étrangers et avec l'aide des musulmans en cherchant à ce que les musulmans se révoltent eux contre les intégrismes parce que le voile et tout ça c'est la manifestation d'un phénomène qui est au cœur de la religion musulmane.*
830 {...}

835 EM : Nicolas Sarkozy, si vous voulez bien on va parler du regroupement familial. C'est vous qui avez mis...

NS : *Je voudrais dire un mot avant sur ces questions-là. On n'a pas un problème avec l'islam, on a un problème avec l'islam politique qui veut prendre le contrôle sur la société. La loi sur la burqa pardon Jean-François*
840 *ce n'est pas toi qui nous l'a imposé et tu étais bien incapable d'imposer au président et au Premier Ministre quoique ce soit.*

Sur la loi sur la Burqa, je propose, Bruno pas d'en faire un délit, je propose que toute personne qui ne respecte pas la loi sur la burqa se voit privée des allocations familiales et des allocations sociales ça sera bien plus efficace et
845 *ça empêchera de permettre à des ONG islamistes, politiques de faire le travail derrière.*

Deuxièmement sur le burkini je ne veux pas laisser les maires seuls avec ça. Cette affaire de burkini est beaucoup plus grave qu'on ne le dit. C'est une vision moyenâgeuse du corps de la femme présentée comme diabolique qui
850 *doit être soustrait au regard lubrique des hommes. On est chez les fous. Le combat...*

Em : c'est au nom de la laïcité française ou au nom de l'égalité homme/femme ?

NS : *Au nom de l'égalité homme/femme. EN France la femme est l'égal de*
855 *l'homme. Il a fallu attendre 1945 pour que vous votiez et le début des années 60 pour que vous ayez un compte en banque. Ce n'est certainement pas pour que l'on tolère, il n'y a aucune discussion à avoir. Il y a une loi de la République, il n'y a pas d'horaires pour les hommes et pour les femmes, on*

860 ne choisit pas l'horaire de son médecin et on ne porte pas le burkini. Si on veut aller dans des pays où les femmes n'ont pas le droit de conduire, et bien on a qu'à y aller. Ici c'est la France.

AB : Autre sujet maintenant le regroupement familial que Nicolas Sarkozy propose de suspendre. Vous vous dites que ce n'est pas une politique humaine et du coup qu'est-ce que cela veut dire ? Que l'on n'y touche pas ?

865 AJ : d'abord il est un peu frustrant de ne pas pouvoir discuter ensemble des débats que vous proposez ici et en particulier sur la laïcité. Pour moi la laïcité c'est deux chose : la liberté de religion, la liberté de choisir sa religion et de la pratiquer mais c'est aussi le strict respect des lois de la république par les religions et pas d'empiètement de la loi religieuse sur la loi civile avec en
870 particulier dans le code de la laïcité que je voudrais faire adopter, le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes qui pour moi est un marqueur de notre démocratie. Alors sur le regroupement familial. Là aussi il faut bien ramener les choses à leur juste proportion. La lutte contre l'immigration illégale est prioritaire. On en parlera peut-être après mais ça c'est le contrôle
875 des frontières extérieures : espérons que les pays de Schengen prendront enfin les mesures qui seront efficaces. Et puis ensuite ce sont les 200 000 immigrés légaux qui arrivent en France chaque année, 215 000 en 2015. Le regroupement familial c'est environ 10 000 personnes. Il faut durcir, j'ai proposé que l'on augmente le revenu du travail nécessaire pour l'accueil. On exige que celui qui fait venir soit présent en France depuis 2 ans au moins, 18 mois aujourd'hui. Mais l'interdire purement et simplement de ne me
880 semble pas permettre de répondre à tous les cas.

Je voudrais rajouter que la principale source d'immigration familiale, il faut quand même le dire ce sont les familles françaises qui font venir des
885 étrangers, en particulier par la pratique du mariage blanc et du mariage gris qui est un combat qui me semble plus efficace me semble-t-il sur le regroupement familial stricto sensu.

{...}

890 GB : Alain Juppé vous n'êtes pas pour l'assimilation vous êtes pour l'intégration...

AJ : C'est un débat qui doit peut-être nous intéresser nous 5 ici. Demandez vraiment au français dans les rues de Bordeaux, la différence qu'il fait entre intégration et assimilation je ne suis pas sûr que vous ayez une réponse.

895 GB : je vais vous la poser autrement : « considérez-vous que tous les ancêtres des français sont gaulois ? »

AJ : je ne veux pas rentrer dans cette polémique. Moi je suis pour une vision de la société française qui respecte notre diversité. Je suis heureux d'ailleurs de voir que les évêques de France viennent d'écrire une lettre qui dit exactement la même chose. Nous sommes divers : nous n'avons pas la même
900 religion, la même couleur de peau, la même origine. Il faut respecter cette diversité qui fait notre richesse à une condition ou à deux conditions. Premièrement que ça ne tombe pas dans le communautarisme et que ça tombe en dehors du bien commun car sinon ça ne fait pas un pays. Et c'est ça que je veux faire : renforcer le bien commun : les valeurs, les valeurs
905 républicaines, la langue, l'égalité entre les femmes et les hommes. Voilà ce

qui me paraît caractériser une forme d'identité française qui je le pense sera à nouveau demain une identité heureuse.

{...}

910 *AJ répondant à BLM : je voudrais juste répondre avant de laisser passer, je ne voudrais pas laisser dénaturer ma position. Le bien commun, dans ce bien commun il y a nos racines, notre histoire, nos racines judéo-chrétiennes, notre langue, notre culture qui est ouverte et rayonnante sur le monde donc pour moi ça fait évidemment parti de ce concept que je développe et qui fait partie de l'harmonie de la société française.*

915 *{...}*

FF : Vous voyez bien que l'on se perd dans tous ces débats. La question réelle qu'il faut se poser est celle du nombre de personnes réel que nous accueillons sur notre territoire c'est pour ça que moi je veux un quota qui soit voter par le parlement, pas juste une discussion et ce quota c'est d'abord un quota maximum c'est-à-dire que quand le quota est atteint on n'accueille plus personne sur le territoire à l'exception des demandes d'asile y compris pour le regroupement familial. Ce quota il doit aussi être qualitatif c'est-à-dire que l'on donne des papiers à des personnes qui correspondent aux qualifications dont le pays a besoin. Dernier mot c'est l'assimilation, c'est
920 *dans le code civil, pour avoir la nationalité française, depuis des décennies, il faut s'assimiler c'est écrit dans le code civil.*

NS : Madame Martichoux si vous le permettez, c'est un sujet majeur qu'est-ce que l'on fait ? Il y a 200 millions d'habitants dans la Sahel avec en moyenne 6 à 8 enfants qu'est-ce que l'on fait avec ceux qui viennent ? La
930 *quasi-totalité de l'immigration c'est pour nous. Est-ce que la France sera le seul pays du monde à ne pas avoir des frontières ? est-ce que la France sera le seul pays du monde qui ne peut pas décider de qui elle accepte et de qui elle refuse ? Essayez d'entrer aux Etats-Unis. Je veux la suppression du regroupement familial ce sera un signal fort, la modification de l'article 8 de*
935 *la convention européenne des droits de l'homme parce que aujourd'hui un débouté du droit d'asile s'il est en concubinage avec une française pourra rester en France. Et enfin l'assimilation c'est juste ma réponse au droit à la différence qui est scandé. Moi je souhaite qu'il y ait un peu moins de différence et plus d'assimilation républicaine.*

940 *{...}*

GB : Au début de ce débat vous avez eu une minute, les uns et les autres, pour expliquer les raisons qui vous poussent à vouloir devenir président de la république, en une minute toujours, je vais vous demander, à chacun de conclure le débat

945 *{...}*

EM : suivant les règles d'équité, Nicolas Sarkozy il vous reste 30 secondes pour conclure.

NS : Je crois en la France, je crois dans le génie du peuple français, je crois en notre destin. J'ai l'expérience, j'ai l'énergie : on peut s'en sortir, on peut
950 *relever le défi mais c'est maintenant ou jamais. Je veux être le porte-parole de la majorité silencieuse. Je veux qu'elle se lève et qu'elle dise à la présidence de l'impuissance et du bavardage que va succéder la présidence de l'action.*

EM : François Fillon

955 *FF : ce que ce débat a montré ce soir c'est qu'il n'y a pas déjà deux candidats*
qui ont gagné le premier tour de la primaire comme le système médiatique
essaye de l'installer depuis des semaines et des semaines. Il y a des candidats
qui ont des projets différents et pour la première fois ce ne sont pas des partis
politiques qui vont choisir les projets et les candidats, c'est le peuple français.
960 *C'est la majorité silencieuse. Alors moi ce que je demande à cette majorité*
silencieuse c'est de sortir de chez elle et le 20 novembre de voter pour le
candidat qui est le plus proche de ses convictions ; celui dans lequel elle a le
plus confiance. Il y aura ensuite un deuxième tour puis il y aura une élection
présidentielle. Je dis aux français vous avez la possibilité de prendre le
965 *pouvoir alors prenez-le.*

(...)

GB : Alain Juppé le tirage au sort vous a désigné ce soir comme le dernier orateur de ce débat.

AJ : Est-ce un signe positif du destin ? on verra bien. Je voudrais m'adresser
970 *à ceux qui nous regarde. Nous nous connaissons depuis longtemps vous et*
moi. Les plus jeunes me découvrent avec mes réussites et mes cicatrices. Vous
avez vu ce soir que je suis prêt et déterminé et j'ai envie de vous dire faisons
nous confiance ; reprenons confiance en nous-mêmes, les uns dans les autres
et dans l'avenir de notre pays. Je veux vous conduire sur le chemin de
975 *l'espérance, d'une France puissante, d'une économie, une agriculture, des*
industries qui créent des emplois et qui aussi nous permette de porter une
nouvelle croissance, une croissance durable. Une France fière aussi, de ses
valeurs, de sa culture qui rayonne à travers le monde. Une France libre de
ses choix en Europe et dans le monde. Et puis enfin, oui je le dis, une France
980 *optimiste car je suis convaincu que si nous faisons les grands changements*
qui sont nécessaires, alors la France redeviendra le pays où il fait bon vivre.
Voilà l'ambition que je vous propose.

GB : voilà c'est maintenant la fin de ce débat... (...)

Débat du jeudi 3 novembre 2016 « RMC, BFMTV et Dailymotion »

5

LF : La jungle de Calais a été évacuée avec succès mais on a noté un afflux de migrant vers la place de Stalingrad à Paris ce soir 3000 personnes dorment dans des tentes dans les rues de la capitale. {...}

10

RE : Alain Juppé, euh vous avez accueilli des migrants à Bordeaux mais euh concrètement on parlait de NKM il y a un instant mais de Laurent Wauquiez qui a lancé un appel à ses collègues maires pour refuser les migrants. Qu'en pensez-vous ?

15

AJ : *d'abord le gouvernement n'a pas traité les causes de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, il y en a 2 que je vais rapidement énoncer. D'abord il faut dénoncer les accords du Touquet qui nous obligent à garder chez nous des personnes dont la Grande-Bretagne ne veut pas chez elle. Ce n'est pas parce que la GB n'est pas très chaude pour renégocier qu'il faut y renoncer. Ensuite il faut distinguer ceux qui sont en situation illégale qu'il faut reconduire chez eux et puis les demandeurs d'asile qu'il faut accueillir. Or les réadmissions aujourd'hui sont quasiment au point mort. Pour ceux qui sont en situation légale, il faut faire un effort. J'ai été dans la jungle au début de l'année et la situation était intenable quelques conditions là encore : des petits sites de 20 à 30 personnes en accord avec les communes sous la responsabilité de l'Etat qui doit assurer à la fois l'hébergement de ces personnes et la sécurité. Et si on fait ça, on constate que les habitants, à condition qu'on leur explique les choses font preuve de beaucoup de générosité.*

20

RE : Laurent Wauquiez a eu tort ?

30

AJ : *chacun est libre de prendre sa position. Moi j'ai pris la mienne. Si les conditions que j'ai fixées sont respectées, nous sommes prêts à accueillir.* {...}

35

RE : Nicolas Sarkozy, vous êtes l'auteur de ces accords du Touquet, vous les aviez signés en 2003. On le voit, tout le monde veut les dénoncer. Néanmoins, il est inscrit qu'il faut un préavis de 2 ans au moins pour les dénoncer et... vous-même si vous étiez maire de Neuilly aujourd'hui, vous en accueilleriez des réfugiés ?

40

NS : *Bon d'abord ce ne sont pas les accords du Touquet, ce sont les accords de Canterbury qui ont été renégociés au moment du Touquet mais peu importe tout le monde n'est pas obligé de connaître exactement le dossier. J'ai géré l'affaire de Sangatte. Je rappelle qu'à l'époque il y avait une jungle à Sangatte quand nous étions au gouvernement, sous l'autorité de Jacques Chirac. J'ai envoyé les 4000 personnes présentes à Sangatte en Angleterre. Ce fut une discussion avec Tony Blair. Il y a trois choses à faire. D'abord Calais n'a pas été démantelé ce n'est pas le problème. Comme vous l'avez dit la plupart veulent accueillir et ceux qu'ils refusent ce n'est pas à nous de le décider. Deuxièmement pour tous les étrangers en situation illégale sur le territoire de France. Ceux qui n'ont pas vocation à rester en France doivent*

45

être raccompagnés dans leur pays d'origine : Soudan, Afghanistan, Erythrée, Ethiopie que sais-je encore ? troisièmement...

50 EF : ce sont des pays qui sont censés être dans lesquels euh il y a danger pour la vie et euh des il y a danger pour la vie des réfugiés. Ce sont exactement ces pays-là.

NS : *si vous le permettez ce n'est pas exact, l'Europe vient de signer un accord avec l'Afghanistan. Si l'Europe considérait que c'était dangereux elle*
55 *n'aurait pas signé un accord peu importe les espagnols renvoient aussi. Troisième chose, pour ceux et je partage l'avis de Nathalie, pour ceux qui ont vocation à rester en France ils restent en France. 3000 personnes sur le métro Stalingrad à Paris c'est inacceptable.*

60 LF : François Fillon vous venez d'entendre Nicolas Sarkozy. Est-ce que vous êtes d'accord et quels moyens spécifiques pour reconduire ces personnes, soit les migrants économiques soit les boutés du droit d'asile dans leurs pays. Est-ce qu'il faut un corps spécifique à la police ou des moyens spécifiques ?

FF : *le droit d'asile est aussi ancien que la chrétienté, il doit être respecté.*
65 *Mais l'immense majorité des personnes qui étaient à Calais, qui sont aujourd'hui à Paris ne sont pas en réalité des demandeurs d'asile. Et la question qui est posée est une question d'urgence. Est-ce que la France peut continuer à accueillir des étrangers en nombre sans qu'il y ait des tensions sociales très fortes dans notre pays ? ma réponse c'est non. Et donc il y a*
70 *deux questions à régler que le gouvernement n'a pas réglé : il y a une question de frontières. Il faut que les frontières européennes fonctionnent. Quand on va aux États-Unis on met 2h à passer le contrôle et pas parce qu'il n'y a pas de personne derrière le comptoir parce que c'est une vraie frontière. Et il faut que demain les frontières européennes, on mette deux heures à les*
75 *passer. Et la deuxième chose c'est que tous les déboutés du droit d'asile, tous les clandestins soient reconduits chez eux.*

LF : Avec des moyens spécifiques c'était ma question ?

FF : *Les moyens spécifiques ça veut dire que l'aide au développement doit être conditionnée à la coopération des pays qui doivent accueillir leurs*
80 *propres ressortissants et dire que la France doit avoir une diplomatie extrêmement ferme avec ces pays qui ont le sait sont très réticents à accueillir de nouveau ces personnes qui ont quitté leur territoire.*

{...}

RE : rentrons maintenant dans l'un des grands sujets puisque l'incarnation de
85 la fonction présidentielle est un thème de cette campagne. Pour résumer à l'heure où les français demandent à la fois de la hauteur de vue et de la proximité, quelle idée vous faites-vous d'un président, du président en 2017 ? Et d'abord, mais quand même un premier constat qu'on observera bientôt peut-être dans d'autres situations. Vous avez presque tous gouverné avec NS
90 et pourtant aujourd'hui vous êtes là, candidats face à lui.

{...}

EF : *Alain Juppé vous avez été ministre, premier ministre avant, mais ensuite ministre de l'écologie, des affaires étrangères de Nicolas Sarkozy et vous avez pu remarquer son leadership notamment dans les dossiers*

95 européens. Vous présentant, de fait aujourd'hui contre lui, vous avez changé d'avis ?

AJ : je ne me présente pas contre Nicolas Sarkozy. Je me présente d'un côté contre le Front national et de l'autre le président sortant qui abîmé la fonction présidentielle. Nous sommes aujourd'hui concurrents, nous avons
100 décidé d'organiser une primaire ouverte. Alors voilà. Projetons-nous sur l'avenir moi je veux que la fonction présidentielle retrouve sa dignité perdue. Et pour cela il faut que le président donne les grandes orientations, qu'il soit rassembleur. Le président est le président de tous les français dès lors qu'il est élu et qu'il fasse fonctionner nos institutions. Notre constitution marche
105 bien c'est une bonne constitution, le premier ministre doit être à la fois compétent et loyal et honnête. Il est le chef de la majorité parlementaire ; Je voudrais aussi avoir des ministres qui gouvernent vraiment leurs administrations. Et enfin, je veux régénérer la démocratie représentative qui est aujourd'hui assez dévalorisée en faisant s'exprimer une démocratie
110 directe, participative et pour cela les outils numériques seront absolument précieux comme on le voit déjà à l'œuvre.

LF : François Fillon, vous avez été premier ministre de Nicolas Sarkozy pendant l'entièreté de son quinquennat. Vous faites de l'exemplarité, vous avez dit l'honnêteté de BLM, vous faites de l'exemplarité un des thèmes fort
115 de votre campagne. Euh une question sur votre personnalité. Qui est le vrai François Fillon, celui qui reste 5 ans à Matignon ou celui qui critique Nicolas Sarkozy aujourd'hui ?

FF : D'abord ça a été un honneur pour moi d'être premier ministre pendant 5 ans et ça été un honneur d'être pendant 5 ans toujours loyal au président
120 de la République. Mais c'est aujourd'hui pour moi un honneur d'être candidat pour présenter un projet qui pour moi est le seul capable de redresser notre pays, voilà c'est aussi simple que ça. Et la présidence que je veux exercer c'est d'abord une présidence digne. François Hollande a abaissé la fonction présidentielle, il l'a abaissé en intervenant à tort et à travers, il l'a abaissé en refusant de faire des choix. Il l'a abaissé récemment
125 en confiant des secret défense à des journalistes ce qui de mon point de vue le disqualifie. Donc je serai déjà le contraire de ce président-là. Je veux être ensuite un président intransigeant avec le respect de la parole donnée aux français. Je veux être un président respectueux des institutions parce que ce
130 qui fait la différence entre une république bananière et la république française c'est notre constitution et son respect. Et enfin je veux être un président intraitable sur la souveraineté nationale. Aussi bien quand elle est attaquée par nos ennemis que quand elle est mise à mal par nos propres alliés.

EM : Nicolas Sarkozy, ma question s'impose comment expliquez-vous que tous ces candidats soient là contre vous ? Ils disent non mais on a le sentiment qu'ils disent que vous avez raté des choses peut-être, on a entendu les mots : on ne veut pas qu'un président soit là pour prendre sa revanche, un président qui gesticule avec l'actualité, un président honnête... Que changeriez-vous
140 dans cet exercice du pouvoir si vous étiez réélu président ?

NS : D'abord ils ont le droit d'être candidat comme ils avaient le droit d'accepter les responsabilités que je leur ai confiées. Aucun ne m'a supplié

- de quitter le gouvernement, tous ont été loyaux et solidaires. Il y a une démocratie et la compétition n'a jamais fait de mal à personne. J'ai été
- 145 *président de la République. J'en connais la quand il s'agit de prendre des décisions terribles comme celle d'envoyer des jeunes soldats français risquer leur vie. Président de la République c'est une fonction à laquelle on ne peut pas se préparer, on ne s'y prépare qu'en la connaissant...*
- RE : on ne peut pas être président sans avoir été président avant ?
- 150 *NS : Non je dis que l'on découvre la difficulté extrême de la fonction qu'en l'exerçant. Nous sommes six à l'avoir exercé depuis 1958. C'est quelque chose de très violent et de très difficile. Le président est élu par le suffrage universel. Nous sommes peu de démocraties comme cela. Le président est le chef, le leader, celui qui impulse son énergie, celui qui prend des décisions et*
- 155 *celui qui ramène de l'autorité dans notre pays. Je veux être le président qui ramène de la décision contre le président de l'impuissance et je veux être celui qui ramène de l'autorité dans notre pays qui en a bien besoin.*
- {...}
- LF : on va s'interroger maintenant sur l'efficacité du pouvoir, sur la façon de
- 160 *gouverner. C'est l'un des grands motifs de déception des français. Alain Juppé pour vous la fonction présidentielle n'est pas un job normal, vous êtes partisan d'un mandat unique. Est-ce que cette proposition ne vous affaiblie pas d'entrée ? Est-ce que votre succession ne sera pas ouverte dès le*
- 165 *lendemain de votre élection ? et très sincèrement si vous aviez 60 ans, est-ce que vous proposeriez un seul mandat ?*
- AJ : Cette hypothèse d'école, mais je vous remercie mais ce n'est pas d'actualité.*
- RE : C'est la question que se posent un peu les français !
- 170 *AJ : Mon engagement... de faire un seul mandant peut être interprété comme vous le dites mais il peut aussi être interprété d'une autre manière c'est de savoir que je n'aurai pas l'œil fixé sur les sondages et que je n'aurai pas le souci de me faire réélire avec ma popularité. J'irai au bout des engagements que j'ai pris, ça sera difficile mais les réformes que je propose sont*
- 175 *audacieuses, elles demanderont beaucoup de courage et de persévérance et je suis décidé à aller jusqu'au bout avec la confiance des français.*
- RE : Est-ce que votre succession ne serait pas ouverte dès le lendemain avec le mandat unique ? Est-ce que vos successeurs ne piétineraient pas à votre porte en attendant la suite ?
- 180 *AJ : Et vous pensez qu'aujourd'hui la bagarre pour la succession avec la possibilité de faire deux mandats est déjà ouverte ? Non je ne veux pas entrer dans ce jeu, je veux présenter un projet cohérent, un projet ambitieux. Les français se prononceront sur ce projet et pour moi c'est très important de bien annoncer les choses avant la présidentielle pour avoir un mandat clair*
- 185 *de sorte que le lendemain de l'élection on ne soit pas confronter à des blocages. Il y aura des difficultés, je n'ai aucune illusion sur cela mais il faut de la détermination, du courage et surtout garder le cap. Je crois qu'aujourd'hui tous les acteurs économiques et sociaux ont un formidable besoin de stabilité et de visibilité.*
- 190 (...)

RE : François Fillon d'abord, vous répondez.

FF : tout d'abord soyons prudent avec les institutions car si on ne les avait pas, elles ont plein de défauts c'est certains, mais si on ne les avait pas je ne sais pas dans quelle situation serait notre pays aujourd'hui. En tout cas ce n'est pas François Hollande qui le gouvernerait car il n'a pas de majorité et nous serions sans doute dans une situation proche de l'insurrection puisque aucune majorité ne serait capable de se dégager.

La deuxième chose que je veux dire c'est qu'il ne faut pas faire de cette histoire de mandat unique une réforme constitutionnelle, chacun fait ses choix. Je pense qu'il faut mettre toutes ses forces dans la bataille pour engager une transformation très profonde de notre pays, qu'il faut prendre tous les risques, le risque d'être impopulaire et on verra bien par la suite. Mais moi je choisis de ne pas toucher aux institutions même si j'en connais les défauts parce que la priorité absolue c'est de redresser l'économie française. C'est redonner du travail aux français, c'est de leur redonner du pouvoir d'achat et compte tenu de notre démocratie on ne fera pas les choses ensemble donc la réforme des institutions ça sera pour mon successeur.

LF : Nicolas Sarkozy cette question de mandat unique c'est quelque chose que vous assumez aujourd'hui, vous voulez faire un seul mandat ?

NS : Je suis de l'avis de FF, ça doit être une décision personnelle et en aucun cas une réforme de la constitution. Si j'écoute Bruno, à chaque fois que l'on a été battu, on a plus le droit de se présenter, je te rappelle que tu as été battu à la présidence de l'UMP. J'en suis heureux pour moi et désolé pour toi (...) Si être battu c'était rédhibitoire, François Mitterrand n'aurait jamais été président de la République deux fois et Jacques Chirac non plus. On se serait passé de deux grandes personnalités. Commence d'abord par essayer d'être élu président de la République, tu verras que c'est très difficile (...) ils ont été battus ça peut arriver à tout le monde. Et je te souhaite d'ailleurs que cela t'arrive parce que c'est la défaite qui fait apprendre des choses, comprendre des choses et fait évoluer la personnalité. Ça vous fait du bien. Mais je veux dire autre chose, pour moi le Président de la République ne doit pas être celui qui fait de la concertation en permanence, de la participation en permanence.

Si nous avions avec FF demandé l'avis de tout le monde, on aurait pas fait la réforme des retraites parce que personne n'était pour. Si on avait demandé l'avis des étudiants pour faire l'autonomie des universités, on n'aurait pas fait l'autonomie des universités. Car toutes les organisations syndicales pratiquement étaient contre. Un président c'est quelqu'un qui a des convictions, qui prend des décisions et qui impose une politique nécessaire pour la France y compris quand c'est difficile. S'il faut attendre que tout le monde soit d'accord pour prendre une décision, on en prend jamais aucune.

RE : Vous n'avez pas répondu, vous pensez vraiment à un mandat unique ?

NS : Je pense que j'aurai 67 ans à la fin de ce second mandat. Si par hypothèse, les français me le confiaient, ça sera le temps de remercier la France pour toutes ces années consacrées à son service.

LF : Un mot sur l'utilisation des référendums...

AJ : Si vous me le permettez

LF : Oui allez y Alain Juppé.

- 240 *AJ : Je veux intervenir sur le mandat unique, par sur l'âge je vous le précise tout de suite. Euh je ne propose pas de réformer les institutions et je rejoins totalement FF sur ce point. Notre constitution est bonne. C'est une manie française que dès qu'il y a un problème politique, de bricoler les institutions ; alors on me parle maintenant d'un retour au septennat. Vous pensez que l'urgence au lendemain de l'élection présidentielle ça sera de s'attaquer à une réforme constitutionnelle ? ça sera de s'attaquer au chômage, ça sera de*
 245 *s'attaquer à l'insécurité. Ce n'est pas un projet de réforme constitutionnelle mais un engagement personnel, et personne n'est obligé de le suivre, cela va de soi. Et de deux choses l'une. Pour ma politique réussie, et je fais tout à fait confiance à tous ceux qui piaffe pour me succéder dans l'enthousiasme et il y en a beaucoup ici sur cette scène si jamais nous nous plantions, qu'à Dieu*
 250 *ne plaise, et bien aucun d'entre eux ne me succédera parce que cela sera hélas une tout autre hypothèse.*
LF : Laquelle ?
AJ : Malheureusement ça sera peut-être l'heure du Front National et c'est ça qu'il faut éviter à tout prix.
 255 (...)
- 260 *LF : Alain Juppé on se souvient de vous Premier Ministre au 1^{er} novembre 95, vous aviez viré 8 des 12 femmes de votre gouvernement que l'on appelait les juppettes. Aujourd'hui vous dites que vous avez changé, vous voulez un gouvernement paritaire. Est-ce que seriez prêt à mettre une femme à Matignon, Valérie Pécresse en l'occurrence, qui a annoncé son ralliement il y a quelques jours à votre bannière.*
 265 *AJ : C'est un peu le mercato des ministres en ce moment. Je ne me suis pas engagé dans ce petit jeu, je publierai le moment venu la structure de mon gouvernement, pas forcément sa composition. Oui, l'idée d'une femme me paraît tout à fait pertinente, plusieurs d'entre elles sont capables d'exercer cette fonction ce n'est pas un engagement que je prends aujourd'hui, c'est une possibilité que j'ouvre bien sûr. EN tout cas je m'engage à avoir un gouvernement paritaire car ça peut apporter beaucoup à l'efficacité gouvernementale. Ce n'est pas simplement pour faire bien ce n'est pas*
 270 *simplement pour faire mode mais parce que je pense que c'est utile que ça permettra aux gouvernements de mieux fonctionner comme je l'observe dans les gouvernements locaux comme celui de Bordeaux.*
 (...)
- 275 *LF : François Fillon sur ces questions de parité.*
FF : c'était le cas du premier gouvernement que j'ai présidé en 2007, ça s'est un peu gâté par la suite. Euh mais pour moi ce qui est très important c'est qu'il y ait un petit nombre de ministres, 15 pas un de plus. Et que ces ministres aient une caractéristique très originale c'est qu'ils soient compétents.
- 280 *LF : vous en aviez des pas compétents dans votre gouvernement ?*
FF : Je trouve que ça s'aggrave de plus en plus. Entre le début de la Vème République et aujourd'hui, il y en a beaucoup qui sont là pour des raisons politiques, qui sont là pour faire de la communication mais qui n'ont pas l'autorité personnelle et l'autorité en particulier pour engager des grandes
 285 *réformes et des réformes difficiles. Et pour avoir cette autorité personnelle il*

faut des hommes ou des femmes politique qui aient cette assise qui aient cette histoire, qui aient réalisé des choses. Mais il faut aussi des hommes et des femmes qui viennent de la société civile et c'est ce que je ferai. Mon gouvernement sera un gouvernement paritaire. Il ne sera pas seulement

290

(...)

LF : on va parler de la transparence, demande de l'opinion pour la transparence. Nicolas Sarkozy vous voulez intervenir là-dessus ?

295

NS : *Comme mes amis je suis bien sûr pour la parité mais c'est pas suffisant car si vous avez un gouvernement paritaire et que vous confiez aux femmes que la famille, les crèches ou les affaires sociales ça ne va pas. Je vous rappelle que nous avons confié à Madame Lagarde le ministère des finances. C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'une femme était ministre des finances. Nous avons eu une femme ministre de l'intérieur, une femme garde des sceaux, une femme ministre de la défense. Et même toi Nathalie je te rappelle que tu étais numéro 4 du gouvernement. Je ne regrette pas ta nomination, je ne dis pas que je le referai.*

300

Deuxièmement, je pense que le premier problème pour l'efficacité du gouvernement c'est les cabinets ministériels que je veux supprimer et en revanche, je veux annoncer très clairement, parce que nous avons fait preuve et moi le premier, de nommer les 35 directeurs des administrations centrales pour être certains qu'ils partagent les objectifs et la vision de la nouvelle majorité. La direction des administrations est une question majeure pour un pays aussi administré que la France.

305

310

LF : ça veut dire que vous ne pourriez pas gouverner ensemble

NS : *mais bien sûr que si c'est une plaisanterie naturellement. Pleine d'affection. Si j'avais été réélu en 2012, je pense que Nathalie se serait fait une violence pour m'accompagner encore.*

315

LF : Nous allons passer dans un instant au chapitre sur la lutte contre le terrorisme puisque la France et l'Europe font face à une menace d'attentat maximum mais avant cela nous allons évoquer les questions de sécurité et de délinquance. Pour cela nous allons accueillir Apolline de Malherbes de BFMTV RMC, bonsoir Apolline.

320

AD : Bonsoir à tous. Le 8 octobre dernier à Viry Châtillon 4 policiers étaient attaqués, deux ont frôlé la mort, ils étaient dans deux voitures de police qui ont été attaqués par une vingtaine de jeunes qui leur ont balancé des cocktails molotov et les ont tabassés. L'un de vous va gagner cette primaire, peut-être la présidentielle. Est-ce que au pouvoir vous saurez éviter des Viry Châtillon ?

325

Nicolas Sarkozy, depuis ce drame les policiers demandent à revoir la notion de légitime défense ce que vous vous proposez c'est une présomption de légitime défense. Ça veut dire quoi ? on va être très concret pour que tout le monde puisse comprendre de quoi on parle. Aujourd'hui la règle c'est quoi ? les agresseurs avancent vers les policiers ils n'ont pas le droit de tirer, les agresseurs sortent les cocktails molotov ils n'ont pas le droit de tirer, les agresseurs n'ont toujours pas le droit de tirer, les agresseurs lancent les cocktails molotov là ils ont le droit de tirer. Avec vous Nicolas Sarkozy, les policiers ils auront le droit de tirer quand ?

330

335 *NS : je veux une présomption de légitime défense. D'abord je suis très choqué que le ministre de l'intérieur ose cité comme sauvageons, des individus qui sont des criminels qui ont empêchés les policiers de sortir de la voiture enflammée. Il y en a encore un aujourd'hui entre la vie et la mort. Policiers et gendarmes ne peuvent faire usage de leurs armes à feu que lorsqu'on leur tire dessus. Demain je souhaite que les représentants des forces de l'ordre ne*
 340 *soient pas mis sur le même plan que les délinquants. Ils doivent pouvoir faire usage de leurs armes à feu s'ils estiment que c'est nécessaire parce que s'ils pensent en conscience que leur vie est en danger. Avoir une arme et pouvoir s'en servir lorsque l'on est un agent des forces de l'ordre ce n'est pas la même chose que lorsque l'on est un délinquant. La peur doit changer de camp.*
 345 *AD : Mais quand on reprend ce scénario, ça veut dire quand ? pardon mais ce sont des questions extrêmement précises qui vont se poser à eux.*
NS : ça veut dire tout simplement qu'aujourd'hui pour faire usage de son arme il faut qu'un délinquant tire sur un policier, il peut répondre. Dans la proposition que je fais, le seul fait que le délinquant sorte son arme et pointe
 350 *un représentant de l'ordre peut justifier l'usage par celui-ci même si le délinquant n'a pas tiré de son arme à feu.*
 (...)

355 *AD : vous voulez tous plus de policiers aujourd'hui mais vous pointez tous qu'il y en a eu moins sous votre quinquennat, Nicolas Sarkozy, qu'est-ce que vous répondez à cela ?*
NS : Madame, j'assume pleinement ce choix. La France a été entre 2008 et 2010 victime d'une attaque extraordinaire dans une crise économique mondiale. Il fallait que je protège la France de la débâcle économique mondiale, il fallait sortir de la crise des subprimes avec François Fillon nous
 360 *avons pris des décisions difficiles, notamment celle de réduire les effectifs dans la fonction publique. Donc il fallait le faire. A l'époque d'ailleurs le président du groupe trouvait qu'on ne réduisait pas assez les effectifs de la fonction publique. Il a fallu protéger la France.*
La deuxième chose que je veux dire c'est croire et imaginer que l'efficacité de la lutte contre la délinquance c'est uniquement une question d'effectif c'est
 365 *ne rien y connaître. C'est d'abord une question d'efficacité de la chaîne pénale parce que les policiers avec toujours les mêmes qui ne sont pas en prison, vous pouvez augmenter de 50 000 le nombre de policier ça ne règlera rien.*
 370 *AD : François Fillon*
FF : déjà j'assume complètement cette décision et je voudrais dire que ramener la question de l'insécurité et des conditions de travail de policiers à la seule question des effectifs c'est une impasse. C'est exactement comme dire qu'il faut plus d'enseignants pour que l'école aille mieux vu qu'il y a 60 000
 375 *enseignants de plus l'école ne va pas mieux.*
AD : Vous regrettez ?
FF : Non non je ne regrette pas des décisions qui ont été prises parce qu'elles étaient nécessaires et d'ailleurs dans l'état dans lequel sont les finances de notre pays, personne ne créera 50 000 postes de policier. La question qui est
 380 *posée c'est est-ce que les policiers ont les moyens de travailler ? Je vais vous dire ce que c'est que la vie d'un policier. Il arrête un voleur dans la rue, il*

l'amène au commissariat. Il va devoir rédiger 12 procès-verbaux de procédure avant de pouvoir l'interroger et le tout dans un studio de télévision puisque désormais tout est filmé. Et s'il réussit à élucider l'affaire et que la
385 *personne a toutes les chances de ne jamais accomplir sa peine. Si vous regardez ce qu'il se passe chez nos amis anglais et allemand, ils ont moins de policiers par habitant que nous. En revanche ils ont beaucoup plus de juges et plus de places de prisons. Donc c'est là que l'effort doit être porté. Il doit être porté sur la baisse des charges sur les policiers qui les empêchent*
390 *de travailler. Il faut les polices municipales soient complètement intégrées dans le dispositif et qu'elles deviennent des vraies polices de proximité, il faut des juges...*

AD : vous voulez même armer la police privée, les agents de sécurité. Est-ce que ce n'est pas un peu dangereux ?

395 *FF : Non je veux armer la police municipale, que ce soit systématique, je veux une police municipale à Paris et je veux que ceux-ci puissent faire des contrôles d'identité. En revanche les 240 000 personnes qui travaillent dans les sociétés de sécurité doivent pouvoir prendre le relais des policiers pour toutes les gardes statiques. De même qu'il y a 20 000 policiers qui sont*
400 *employés à des tâches administratives que l'on peut immédiatement dégager en les mettant sur les tâches opérationnelles.*

AD : Alain Juppé on a parlé de cette légitime défense et notamment de cette présomption de légitime défense dont parlaient Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé. Vous vous n'allez pas jusque-là mais est-ce que vous
405 considérez que la présomption de légitime défense serait une sorte de permis de tuer pour les policiers ?

AJ : Il faut que les policiers se sentent soutenus par les autorités de la République et ce n'est pas le cas aujourd'hui. Et ils ont droit à notre considération. Pour cela il faut régler le problème de la légitime défense vraisemblablement en rapprochant la règle des policiers de celles des gendarmes qui peuvent après sommations faire usage de leurs armes.
410

AD : Dans les faits, officiellement vous avez raison ils ont le droit les gendarmes mais dans les faits ils ne le font pas parce que c'est contraire à la convention européenne des Droits de l'Homme et qu'ils sont condamnés s'ils
415 le font.

AJ : La convention européenne des droits de l'Homme ne doit pas nous paralyser dans ce genre de situation, il faut que les policiers puissent se protéger et si la Convention européenne des Droits de l'Homme ne le fait pas, il faudra qu'on la modifie et que l'on s'engage fortement dans ce domaine.

420 *Ce que je voudrais dire c'est que mon objectif c'est de rétablir un Etat qui assure la sécurité des français et c'est une question de chaîne qui va de la police à la justice jusqu'à la situation pénitentiaire. Il faut renforcer les effectifs de policier. Je propose de redéployer 5000 emplois qui pourraient être effectués par des agents administratifs. Beaucoup de policiers passent leur temps à taper des procédures sur leurs claviers d'ordinateurs, et créer 5000 postes supplémentaires. Il faut aussi leur donner les moyens immobilier et les moyens informatiques de travailler beaucoup mieux qu'ils ne le font.*
425

AD : Restons un instant sur ce sujet, vous estimez qu'il faut remonter les objectifs de policiers c'est donc que vous estimez que la décision de Nicolas Sarkozy était une mauvaise décision, de baisser les effectifs...

430 *AJ : je ne suis pas là pour critiquer ce qui a été fait avant. Ça a été fait dans un certain contexte comme l'a rappelé Nicolas Sarkozy. Si on parlait plutôt de l'avenir ça nous permettrait d'avancer et je veux...*

AD : parlons de vos 10 000 policiers de plus, Alain Juppé, vous dites je veux 435 10 000 de plus. Vous êtes celui qui en veut le moins. De vous tous vous êtes celui qui veut le moins de plus de policier. Et en plus quand on regarde précisément vous dites 10 000 policiers...

AJ : on ne va pas s'engager dans cette comptabilité, je veux une police efficace avec des objectifs...

440 AD : Alain Juppé vous dites...

AJ : ... Considère que ce n'est pas un problème d'effectif parce qu'aujourd'hui nos policiers ont une charge de travail qui fait qu'ils sont relayés...

445 AD : non mais pardon mais vous dites 10000 de plus, vous dites 5 500 ça sera des redéploiements et le reste ça comprendra également ceux que François Hollande a déjà mis en place.

AJ : je m'efforce de faire des propositions réalistes et efficaces. Le gouvernement n'a pas mis en place 5 000 policiers. Il les a promis mais ils ne sont pas là. Deuxièmement la justice, je voudrais aller jusqu'au bout de la chaîne qui est importante pour ne pas avoir de zones de non droit en France. La justice n'a pas aujourd'hui les moyens de fonctionner. Il faut également une loi de programmation triennale des magistrats. Nous avons beaucoup de magistrats en France qu'à l'étranger. Le résultat c'est les procédures qui s'éternisent, il faut aussi simplifier les procédures. Et puis enfin, la réponse pénale, il faut durcir un certain nombre de peine. Je propose de faire que les peines soient effectives, pas de réduction automatiques de peines, peine planchers, double-peine et enfin la réponse pénitentiaire, c'est quand même extraordinaire, il faut quand même attendre la fin du quinquennat pour que le gouvernement se rende compte qu'il n'y a pas assez de places de prison en France. Je propose de lancer la création d'un programme de 10 000 places de prison et de la police pénitentiaire qui puisse dans les prisons collecter des renseignements précieux pour casser les réseaux qui sont en train de se constituer.

465 (...)

FF : Je voudrais préciser deux choses. Il y a des endroits où il n'y a pas assez de policiers et il y a des redéploiements à faire. J'ai parlé des 20 000 policiers qui sont occupés à faire des tâches administratives. Deuxièmement on est dans un pays qui travaille 35h je le rappelle. Et ça c'est une question fondamentale. J'ai évoqué l'Allemagne et l'Angleterre qui ont moins de policiers que nous et qui ne sont pas dans la situation dans laquelle nous sommes. Et enfin il y a la situation des finances publiques que personne ne pourra éluder et qui fera qu'il sera très difficile de créer des nouveaux postes publics supplémentaires.

475 (...)

AD : J'ai lu tous vos programmes sur les questions de sécurité et sur les questions de délinquance et il n'y a pratiquement rien sur la question des quartiers. On a l'impression que la question de la banlieue, cela ne vous intéresse plus. Alain Juppé vous étiez hier sur la dalle d'Argenteuil vous avez
480 été là où Nicolas Sarkozy avait été en 2005 et où il avait dit à cette personne, je le cite « qu'il allait la débarrasser de la racaille » vous avez été sur place certes, mais quand on regarde votre programme, il n'y a rien sur les banlieues, il n'y a rien sur les quartiers et sur la politique de la ville.

*AJ : je suis extrêmement surpris de ce que vous dites. Quand je parle de zones de non droit ça concerne, pas exclusivement, les banlieues. Tout ce que j'ai dit : renforcement des effectifs de police, simplification des tâches administratives, simplification des procédures pour que les policiers soient disponibles sur le terrain. Ensuite renforcement des moyens de la justice, d'un certain nombre de peines que j'ai énuméré tout à l'heure et enfin
490 renforcement pénitentiaire ce sont donc des mesures qui sont destinées...*

AD : que du répressif alors ?

*AJ : Pas du tout mais on est en train de parler de sécurité, excusez-moi donc je parle de cela. Bien entendu la politique des quartiers c'est tout autre chose. C'est d'abord la rénovation immobilière et on a fait de belles choses dans ce
495 domaine avec l'ANRUS notamment et Jean-Louis Borloo. C'est aussi l'action de prévention et c'est pour ça que je suis allé dans un centre d'animation qui fait ce travail de médiateur. C'est aussi la coopération entre la police municipale et la police nationale et je peux porter témoignage que dans certains quartiers ça marche. Quand je suis allé à Voipie par exemple chez
500 François Rodinier, examinez ce qu'il s'est passé depuis 2005, on a obtenu des résultats extraordinaires. A Voipie, des centaines de voitures brûlaient très régulièrement, aujourd'hui il n'y en a pratiquement plus parce que l'on a eu une politique coordonnée je le répète : urbanisme, prévention sociale, médiation, police nationale et c'est donc très exactement ce que je propose...*

(...)

AD : Nicolas Sarkozy vous vous aviez beaucoup parlé des quartiers, vous aviez notamment invité Fadela Amara de « ni putes ni soumises » à venir travailler avec vous, aujourd'hui on l'impression que vous ne leur parlez plus à ceux-là.

*NS : Non mais faut arrêter de culpabiliser la France et parler vrai. Jacques Chirac et moi-même, avec Jean Louis Borloo tu as raison Alain, on a investi des milliards et des milliards dans la ville. Les tours ont été cassées, des services publics ont été installés. Jamais la gauche n'en a fait le 10^{ème}. Mais la vérité c'est quoi ? nous avons dans les quartiers deux problèmes. Le
515 premier c'est un problème de mineurs délinquants et ce qui s'est passé aujourd'hui en Seine et Marne avec deux mineurs qui ont écrasé une fonctionnaire de police ce n'est pas parce que vous allez leur proposer un stage ou une animation culturelle que vous allez régler le problème. Les mineurs d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec les mineurs de 1945, je propose
520 aujourd'hui la suppression de l'excuse de minorité parce que beaucoup de mineurs sont utilisés dans les quartiers par les caïds parce qu'ils ont l'excuse de minorité.*

RE : ça veut dire baisser la majorité pénale ?

- NS : *Oui*
- 525 RE : *A quel âge ?*
- NS : *16 ans. Deuxièmement, nous avons un problème de multirécidivistes. Ce sont des gens dont le casier judiciaire, alors là on peut en reparler du casier judiciaire, ont été convoqués 40 fois. Vous croyez que c'est parce que vous allez leur trouver un stage que vous allez les calmer ? il faut que cela soit*
- 530 *sanctionné avec la dernière énergie. Et je pense à nos compatriotes en ruralité qui se disent : pourquoi vous avez tout ça dans les quartiers et que vous nous avez abandonnés ? donc les problèmes de sécurité on les a aussi en ruralité.*
- (...)
- 535 AD : *François Fillon, on parlait à l'instant de cette jeunesse, cette jeunesse des quartiers. Restons à Viry Châtillon, la grande Borne c'est 12 000 habitants dont 6000 qui ont moins de 18 ans. Est-ce qu'ils auront les mêmes chances que les autres ? est-ce que l'égalité réelle existera ?*
- FF : *d'abord c'est très intéressant d'ouvrir le débat sur le service militaire, mais vous conviendrez avec moi que ça serait bien de ne pas attendre l'âge*
- 540 *de 18 ans pour apprendre le respect et la discipline à des enfants. Ça commence à l'école et c'est pour cela que je veux une école primaire qui soit une école des fondamentaux et de l'apprentissage du respect. La deuxième chose que je veux dire c'est que l'on ne peut plus traiter les sujets comme ça :*
- 545 *les quartiers d'un côté, la zone rurale de l'autre parce que c'est tout le pays qui est en crise et ce qu'il faut aujourd'hui c'est redonner de l'espoir et pour redonner de l'espoir il faut une profonde transformation économique et sociale, il faut des emplois, il faut un système éducatif plus diversifié avec des établissements autonomes. Il faut autoriser dans les quartiers en particulier,*
- 550 *dans la banlieue des établissements éducatifs différents de ceux d'aujourd'hui ce sont des sujets que l'on évoquera tout à l'heure. Mais c'est de cette manière-là que vous allez régler la question des quartiers, pas en remettant un peu d'argent sur les quartiers ici, un peu d'argent sur le monde rural. L'ensemble du pays est en crise.*
- 555 (...)
- RE : *Alain Juppé, que ferez-vous concrètement face au retour des djihadistes en France. Je voudrais que l'on revienne là-dessus. Evidemment on parle de la bataille sur le terrain mais le retour des djihadistes en France, le procureur de la République François Mollens l'a évoqué comme la menace qui*
- 560 *approche, un certain nombre de spécialistes s'en inquiètent cela va durer des mois. Vous pouvez être président, comme chacun d'entre vous ici, qu'est-ce que vous allez faire et d'une certaine façon est-ce que cela ne va pas tendre le climat en France, votre concept, votre objectif d'identité heureuse ne peut pas être soumis à rude épreuve à cette occasion ?*
- 565 AJ : *je ne vois pas le rapport avec l'identité heureuse. L'identité heureuse c'est un objectif pour que les français soient heureux de vivre ensemble et je n'y renonce absolument pas ça ne veut pas dire que l'on va se montrer laxiste vis-à-vis du terrorisme, ne mélangeons pas tout s'il vous plaît. D'abord contrôle aux frontières, aujourd'hui les frontières extérieures de la zone*
- 570 *Schengen à laquelle nous appartenons ne sont pas efficacement contrôlées. Ça commence à bouger un petit peu mais il faut aller beaucoup plus loin et*

beaucoup plus vite. Si nous ne le faisons pas les contrôles aux frontières internes devront être rétablis ça sera absolument incontournable. Pour ceux qui se sont livrés à des actes de djihadisme à l'extérieur, la loi permet, en
575 Syrie et en Irak, la loi permet de les poursuivre et la sanction judiciaire doit être rapide et totale y compris la sanction d'incarcération, la détermination pour lutter contre ces formes de radicalisation doit être totale et aucune indulgence ne doit être acceptée. Là-dessus je crois que les deux outils existent et il faudra les perfectionner avec la plus grande détermination.
580 Eradiquer DAESH c'est évidemment notre objectif. Nous participons à une coalition internationale qui existent, moi j'ai toujours été opposé à ce que nous déployions au sol des soldats français en dehors des forces spéciales qui peuvent intervenir pour guider nos avions. Je ne suis pas d'accord avec Bruno Le Maire pour que nous allions faire au sol le travail qui appartient
585 aux pays de la région. On a vu ce qu'il s'est passé quand on a été le faire en Afghanistan ou quand on a été le faire en Irak. C'est aux pays de la région de prendre leurs responsabilités, ils le font en ce moment même. J'espère que Mossoul pourra être libéré dans des conditions qui ne seront pas un désastre humanitaire comme ça a été le cas à Alep. La source de tout cela elle est dans
590 l'éradication de DAESH en Syrie, au Proche orient, au Sahel.

(...)

AJ : sur ces questions ne mélangeons pas tout. Je persiste et je signe que déployer des troupes au sol en Syrie serait irresponsable de la part de la France.

595 NS : il faut être précis sur ces questions. Si les djihadistes qui reviennent ont la double nationalité, on leur retire la française et on les met dehors, immédiatement. S'ils sont français, on ne les laisse pas en liberté. Le fait d'avoir fait le jihad, c'est la prison immédiatement. Quand ils auront fait leur peine de prison, on les envoie dans un centre de déradicalisation parce que
600 je n'ai pas l'intention qu'on libère des gens radicalisés. Deuxième chose, je partage l'avis de BLM. Il faut une justice d'exception, je prends un exemple : les barbares qui ont égorgé ce malheureux prêtre ont été remis en liberté avec un bracelet judiciaire parce qu'ils sont passés dans les mains d'un juge d'instruction qui les a traités comme des délinquants de droit commun alors
605 que c'était déjà des radicalisés. On ne peut pas continuer comme cela. Troisièmement, je demande pour la possibilité pour le ministre de l'intérieur dès notre retour au pouvoir de mettre en rétention administrative toute personne dont les services spécialisés auront signalé la dangerosité. L'Etat de droit est là pour protéger les citoyens, les victimes et non pas les
610 coupables.

(...)

NS : Vous savez ce sont des sujets très sérieux qui demandent une connaissance approfondie des dossiers et qui ne supporte pas des postures. Si vous pensez que l'on va régler le drame de l'affrontement entre les chiïtes
615 et les sunnites en refusant de parler avec l'Arabie Saoudite et en refusant de parler avec Téhéran, c'est que vous ne comprenez pas cette situation. Si vous croyiez que l'on va ramener la paix qui est la priorité absolue de notre politique étrangère, devrait. Autour de la Méditerranée, sans avoir l'Arabie Saoudite, Téhéran, Moscou avec nous alors vous ne connaissez pas ces

620 dossiers. Si vous pensez que la politique extérieure consiste à ne parler
qu'avec des gens avec lesquels on est d'accord alors vous ne parlerez avec
personne. Et vous réglerez le problème de la Méditerranée en parlant avec
les italiens et les espagnols, cela n'a aucun sens. Pardon Nathalie, ce sont
des choses que je connais, nous y avons travaillé beaucoup de temps avec
625 Alain. Aujourd'hui même le chef de l'Etat islamique a déclaré que puisqu'ils
étaient acculés à Mossoul ils allaient engager une série d'attentat meurtriers
en Arabie Saoudite. Ne dites pas des choses qui sont fausses. Parce que ça
blesse les gens. La question du statut de la femme en Arabie Saoudite, il faut
la poser mais il faut discuter avec eux. Il faut faire une grande conférence
630 internationale avec Poutine, avec l'Arabie Saoudite, avec Téhéran pour
ramener le calme et la paix en Syrie et autour de la Méditerranée.

(...)

NS : Je pense que la France de François Hollande a fait une grave erreur en
choisissant les sunnites d'Arabie Saoudite contre les chiites, le rôle de la
635 France... favorise le dialogue dans le monde arabe.

LF : Alain Juppé

AJ : je crois que l'objectif de la politique étrangère de la France c'est d'abord
de défendre la politique étrangère de la France et nous avons au Proche
Orient des intérêts politiques et stratégiques, des intérêts commerciaux et
640 économiques et c'est ce qui nous conduit à parler avec les différents Etats de
cette région. Et je suis d'accord avec Nicolas Sarkozy, la politique étrangère
ça ne consiste pas à couper les ponts avec tous ceux qui ne partagent pas nos
convictions. Je n'ai pas beaucoup de sympathie pour le régime saoudien, le
traitement qu'il réserve à la femme, l'application systématique de la peine de
645 mort. Mais je n'ai pas davantage de sympathie pour le régime iranien qui
joue un rôle très déstabilisateur dans la région en soutenant les utis au
Yémen, le Hesbollah au Liban, les milices chiites en Irak mais également le
régime de Bachar Al Assad en Syrie. Il faut parler avec eux et leur dire très
clairement ce que nous attendons : leur implication dans la lutte contre l'Etat
650 islamique premièrement. Et deuxièmement, nous n'accepterons pas en
France l'arrivée de capitaux étrangers destinés à financer des mosquées
salafistes ou des imams salafistes. Ça là-dessus il faut être absolument ferme,
clair, et réagir avec la plus grande efficacité.

(...)

655 RE : François Fillon et NKM pour conclure cette partie.

FF : Il faut parler avec tout le monde. Il faut voir qu'il est assez étrange que
l'on parle plus avec l'Arabie Saoudite aujourd'hui qu'avec la Russie. Mais il
faut aussi considérer que l'Arabie Saoudite, pour des raisons historiques a
une responsabilité sur la montée de cet intégrisme que j'appelle totalitarisme.
660 Le wahhabisme est pour une large part responsable de la situation que nous
connaissons aujourd'hui donc on ne peut pas négliger ça.

LF : vous évoquez une troisième Guerre Mondiale.

FF : ça veut dire qu'il y a au sein de la société saoudienne, il y a des
665 prêcheurs et il y a des théologiens qui ne sont pas le gouvernement, qui ne
sont pas la famille royale mais qui sont tolérés, qui sont sans doute craint et

qui pour certains véhiculent cette pensée qui est à l'origine de ce mouvement totalitaire.

670 LF : Donc vous rompiez les relations diplomatiques, vous faites quoi ? Il faut répondre fermement à l'Arabie Saoudite, la mettre au pied du mur en ce qui concerne son influence et le gouvernement saoudien mais de l'influence de la religion wahhabite, de la société saoudienne sur cet intégrisme et la deuxième chose que je veux dire par rapport à ce que NKM a dit tout à l'heure sur le financement du culte musulman en France il n'y a pas besoin d'argent public
675 pour le financement du culte musulman en France, il n'y pas de financement du culte juif, il n'y a pas de financement du culte protestant. Sur le Casher c'est une décision interne à la communauté juive qui n'a fait l'objet d'aucune législation. Si les musulmans veulent faire la même chose c'est leur droit mais il n'y a pas de financement public de la religion catholique contrairement à
680 ce que tout le monde raconte. Il y a les églises pour des raisons historiques qui sont entretenus par les communes mais elle vit des dons de ses fidèles.

(...)

RE : J'appelle Michael Darmon de Itélé à nous rejoindre. Bonsoir Michael !

MD : Bonsoir, c'est la loi du direct. Alors c'est bien sûr la primaire de la
685 droite et du centre mais on l'impression d'assister depuis quelques jours à la primaire de la droite contre le centre. Une question vous divise profondément, c'est le moment de clarifier ce soir. Je m'adresse à vous Nicolas Sarkozy. Vous avez déclaré il y a quelques jours « la violence de la charge de François Bayrou à mon égard rend absolument injustifiable toute alliance avec le vainqueur de la primaire avec François Bayrou ». Ma question est alors la
690 suivante, si Alain Juppé gagne cette primaire et qu'il maintient son projet d'accord avec François Bayrou vous contesterez tout simplement le résultat de la primaire ?

NS : *Non ça n'a aucun sens. J'ai pris un engagement et je le tiendrai. Je suis
695 pour une alliance avec le centre, le centre avec lequel nous avons gouverné. Mais vous me parlez de Monsieur Bayrou, il n'y a pas de problème personnel ça m'est égal. C'est un problème politique majeur. Monsieur Bayrou dit... Il est temps de mettre les choses au clair. Je ne reconnais pas la primaire, je ne participe pas à la primaire et je ne suis pas engagé par la
700 primaire. Parfait. On va créer un contrat de gouvernement avec lui ? Monsieur Bayrou quand nous avons fait voter la réforme de retraite en 2010 avec Monsieur Fillon et Monsieur Woerth pour passer de 60 à 62 ans, il a refusé de voter, il était d'accord avec la CGT. Monsieur Bayrou veut une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu à 50%, comme s'il n'y en avait pas
705 assez. Monsieur Bayrou a refusé de voter la loi d'interdiction du voile à l'école. Qu'est-ce que l'on de d'accord avec lui ? Je suis tout à fait d'accord pour une alliance avec le centre mais un centre qui est avec nous matin, midi et soir. Pas un centre qui demande nos voix pour se faire élire à Pau et qui le lendemain refuse de voter la motion de censure contre François Hollande et
710 les gouvernements qu'il nomme.*

MD : Alors là on a envie évidemment d'entendre Alain Juppé parce que vous êtes au centre de cette polémique lancée par Nicolas Sarkozy, qu'est-ce que vous répondez...

NS : *Ce n'est pas une polémique, c'est un choix politique majeur.*

715 MD : qui fait polémique. Qu'est-ce que vous répondez ? vous avez dénoncé l'obsession de François Bayrou chez Nicolas Sarkozy.

AJ : Je suis très surpris par cette fixation sur le cas de François Bayrou... Ce qui m'amuse beaucoup c'est que l'on vient d'évoquer le cas de Pau en disant
720 *que nous avons fait élire François Bayrou. On oublie de dire qu'en 2008, nous l'avons fait battre. Et l'UMP à l'époque s'est alliée à un dissident socialiste, maire sortant adjoint de Monsieur Nabarere qui était Maire socialiste depuis de longues années pour faire élire un député socialiste Maire de Pau pour faire perdre François Bayrou, donc vous voyez moi je ne*
725 *veux pas rentrer dans ce genre de querelle qui est tout à fait subalterne. J'ai reçu beaucoup de soutiens depuis quelques temps. Celui de l'UDI avec Jean-Christophe Lagarde qui s'est engagé dans ma campagne et je le remercie, de Valérie Pécresse depuis quelques jours elle est présidente de la plus grande région de France et puis il y a le cas Bayrou. J'ai fait moi en 2012 une*
730 *campagne extrêmement active pour soutenir Nicolas Sarkozy, il le sait bien. Et donc j'ai désapprouvé complètement la position de François Bayrou à cette époque-là. Aujourd'hui il est carrément dans l'alternance, contre le pouvoir socialiste, il m'apporte son soutien contrairement à tous les mensonges que j'entends dire, je ne lui ai rien promis et il ne m'a rien*
735 *demandé. Je vais refuser son soutien ? ça serait une attitude tout à fait suicidaire. Je constate d'abord que dans toutes les dernières élections locales, nous avons bien été heureux de nous allier avec le MODEM de François Bayrou. Exemple nous avons gagné la région Auvergne Rhône-Alpes et la région Auvergne grâce à l'alliance avec François Bayrou. Et euh*
740 *cette attitude et suicidaire de partir en guerre comme ça contre une tête de turc si je puis dire, elle est suicidaire parce que c'est offrir la première place sur un plateau à Madame Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle. Laissez-moi et je m'arrêterai là-dessus parce que je n'ai pas l'intention de polémiquer longuement sur ce sujet, moi je persiste à dire que je veux rassembler la droite, le centre, les déçus du hollandisme qui nous avaient*
745 *quitté en 2012 et qui sont prêts à revenir aujourd'hui chez nous ainsi que les déçus du front National s'il y en a.*

(...)

750 MD : François Fillon vous venez d'entendre à l'instant Bruno Le maire, de la vieille politique, c'est vous ? Vous incarnez la vieille politique ?

FF : 6 millions de chômeurs, 200% de dette, l'Etat islamique qui frappe à notre porte. Et le sujet majeur des primaires c'est le sort du marie de Pau. C'est le retour à la politique des partis, c'est le retour aux petits arrangements électoraux. Euh moi je ne rentre pas dans ce pugilla. Moi je
755 *veux passer un contrat non pas avec François Bayrou mais avec les français. Et une fois que les français m'auront fait confiance sur ce contrat, ni François Bayrou si personne d'autre ne pourra y redire. Et je vais vous dire c'est une politique qui marche. Ça s'appelle juste le gaullisme.*

(...)

760 NS : Juste un mot si vous le permettez. Le sujet est beaucoup plus important qu'on ne le dit et il a été ouvert Alain par toi lorsque tu as dit que tu reviendrais sur les investitures aux législatives parce que tu voulais un

groupe parlementaire non seulement de l'UDI et du Modem. Pour être un
765 président de la République efficace, il faut une majorité parlementaire
cohérente, fidèle et loyale qui s'engage sur un même programme. Je me
demande encore quel est le programme que nous pouvons bâtir avec François
Bayrou qui n'a cessé pendant 3 mandats de voter avec la gauche contre
Jacques Chirac et contre nous.

MD : Alain Juppé répond et après NKM

770 AJ : oui je n'ai pas envie de continuer sur ce thème qui effectivement n'est
pas à la hauteur des enjeux. Je répondrai simplement qu'il n'y a jamais eu,
peut-être depuis le début de la Vème République, une majorité monocolore.
Il y aura une majorité LR UDI Modem, comme il y a une majorité LR UDI
775 MODEM dans la plupart des conseils régionaux. Deuxièmement si vous me
permettez de le dire, je souhaite et je ferais en sorte que chaque formation
politique est la représentation qui corresponde à son poids dans le pays. Et
donc LR Les Républicains seront majoritaire dans la prochaine investiture,
les investitures seront conçues pour cela. Enfin, il est normal que le premier
ministre émane de la formation majoritaire, c'est-à-dire LR. Voilà je n'en
780 dirai pas plus. Je pense que c'est une querelle subalterne dont je ne reparlerai
pas. J'ajoute un dernier point c'est que je serai élu sur mon projet, pas sur
celui de François Bayrou, naturellement.

(...)

MD : Alors rapidement Nicolas Sarkozy avant de passer à Jean-Frédéric
785 Poisson.

NS : Je ne suis pas de votre avis. La clarté et la franchise savoir avec qui on
gouvernera et comment c'est un problème fondamental. Pendant 5 ans
Monsieur Hollande a été l'otage des écologistes, des frondeurs et de
l'extrême gauche. Fessenheim est le prix de cette majorité qu'il n'arrive pas
790 à contrôler. Quel sera le prix de cette intégration de François Bayrou et d'un
groupe modem dans la majorité ? qu'est-ce que nous allons compromettre ?
Quel sera le compromis d'une alternance franche ? c'est un sujet majeur.
(...) Pour moi François Bayrou n'a pas sa place dans la future majorité.
(...)

795 NS : Nathalie n'emploie pas à mon endroit les méthodes que tu reprochais à
Jean-Frédéric Poisson. Quand on veut être exemplaire, on le fait
complètement, la présentation que tu fais des choses est fausse. J'ai toujours
été opposé au Front Républicain et je le reste. Je pense que les grandes
coalitions, que le mélange de la gauche et de la droite face à l'extrême droite
800 crée les conditions de l'explosion de l'extrême droite. Tu regardes l'Autriche
et tu vois un deuxième tour avec un écolo et l'extrême droite, tu regardes
l'Allemagne, tu regardes l'Espagne, tu regardes partout et donc je suis clair.
Je ne veux ni les socialistes, ni le front National. S'agissant de la
présidentielle, on n'est pas dans un cantonale. (...) tu sais parfois c'est pas
805 mal d'écouter ce que disent les autres (...) tu as été ma porte-parole tu
connais très bien ma position. (...) elle n'a absolument pas évoluée. La
question de la présidence de la République. Je n'accepterai jamais que
Madame Le Pen s'installe dans le fauteuil du président de la République.
Nous ne sommes pas dans un cantonale, nous ne sommes pas dans une
810 régionale.

MD : Mais il faut les voix de la gauche.

NS : *Mais ça ne se produira pas parce que pour que ça se produise il faudrait que le candidat batte celui de la droite républicaine et on n'est pas parti pour cela. Mais je ne peux pas accepter, j'ai été président de la République, je ne*
815 *peux pas accepter que Madame Le Pen puisse envisager de s'asseoir dans le fauteuil du Président de la République.*

(...)

MD : François Fillon

FF : *je ne voterai jamais pour le Front National. Je ne voterai jamais pour*
820 *Madame Le Pen qui conduirait notre pays à la catastrophe. Mais je ne voterai pas non plus pour François Hollande. Je ne voterai pas pour François Hollande parce qu'il est disqualifié. Et je l'ai dit tout à l'heure il est disqualifié en partie par des actes qu'il vient de commettre, confiant des secrets défense à des journalistes. Dans n'importe quel pays démocratique*
825 *François Hollande serait poursuivi pour cela, il serait mis en situation de s'expliquer. Chez nous il n'y a pas de débat. François Hollande n'a aucune chance d'être au second tour de l'élection présidentielle dans ces conditions-là en plus de tout cela, en plus de son bilan et vouloir me faire dire que dans un cas particulier je pourrais voter François Hollande et bien je ne vous le*
830 *dirai pas.*

MD : Alain Juppé.

AJ : *De brèves remarques en écoutant ce qui vient de se dire. Il est inacceptable de parler avec François Bayrou mais il est parfaitement convenable de parler avec Marion Maréchal-Le Pen. La conclusion que je*
835 *tire de ce débat. Sur l'autre question je ne voterai pas pour François Hollande pour la simple raison qu'il ne sera pas au deuxième tour sauf si nous faisons les imbéciles et que nous ne réalisons pas l'union de la droite et du centre et même des déçus du hollandisme qui reviennent aujourd'hui vers nous. Donc rassembler c'est la meilleure manière d'éviter un choix qui nous*
840 *paraîtrait impossible.*

(...)

MD : et François Fillon ?

FF : *Oui on est encore dans la République des partis et des arrangements électoraux. La question qui est posée c'est comment on fait pour redresser la*
845 *France ? la réponse c'est qu'il faut un programme énergique et assez radical. Et ce programme radical il n'est pas compatible avec des accords électoraux, il n'est pas compatible avec des compromis. Moi je présenterai ce projet à la primaire, je le présenterai à l'élection présidentielle si je suis élu président de la République et il faudra que la majorité suive la décision qui a été prise.*
850 *Et l'ouverture que je propose moi c'est une ouverture au talent, c'est une ouverture à la société civile et certainement pas à des partis politiques qui aboutiraient au Front républicain comme le disait tout à l'heure Nicolas Sarkozy. Et qui est la manière de permettre au Front National de devenir un parti d'alternance.*

855 MD : et vous direz aux français de toutes les familles politiques de venir vous rejoindre et après vous dites « je ne veux pas de vous »

FF : *je ne demanderai à personne de venir me rejoindre, je proposerai aux français un projet et les français voteront pour ce projet et c'est ça que vous*

avez du mal à comprendre parce que ça fait 2h30 que l'on est ici et on arrête pas de parler de politique politicienne, on arrête pas de parler d'arrangements électoraux et je pense que l'on a pas parlé la moitié du temps du projet pour redresser le pays.

LF : On va passer à l'Education Nationale qui est la plus grande des batailles, la mère des réformes peut-on lire car ça concerne 12 000 000 d'enfants et évidemment on multiplie par 2 pour obtenir le nombre d'électeurs qui sont leurs parents qu'est-ce que l'on apprend à nos enfants à l'école ? Quel rôle doit jouer l'école dans le vivre-ensemble ? dans lutte contre le communautarisme ? et comment diriger des millions d'élèves qui sortent du système scolaire vers l'emploi et pas vers le chômage ? En premier lieu il y a un constat qui est très simple c'est qu'il y a un enfant sur cinq qui à la fin du primaire ne sait pas bien lire, écrire et compter.

(...)

RE : François Fillon, vous avez été ministre de l'éducation entre 2004 et 2005 et vous avez été il faut le dire, impuissant comme les autres ministres de l'éducation à faire bouger le mammoth. Comment est-ce que vous pourriez y parvenir demain ? et autre question vous êtes celui qui proposez le plus grand nombre de suppression de postes de fonctionnaires mais vous excluez d'en supprimer dans la police, dans la justice, dans la défense, chez les soignants. Alors est-ce que ça veut dire que ça sera chez les enseignants ?

FF : D'abord la situation est catastrophique. On a 40 % des élèves en CM2 qui ne maîtrisent pas les fondamentaux. Et tous les tenants de l'immobilisme, tout ceux qui s'expriment en permanence pour contrer toutes les réformes devraient être poursuivis pour crime contre la jeunesse. L'Allemagne dépense 5% de son PIB dans l'Education, elle a 8 de chômage de chez les jeunes. Nous on dépense 6% de notre PIB et on a 25% de chômage chez les jeunes donc il faut changer les choses...

RE : Vous avez été ministre de l'Education, je vous le rappelle.

FF : oui et j'ai fait voté une réforme qui mettait en place un socle de connaissance des compétences fondamentales malheureusement je suis resté 11 mois et le ministre suivant a défait la réforme. Mais je voudrais revenir sur la proposition que je fais et que j'ai fait depuis 12 ans sur l'Education. Déjà je veux une école primaire qui soit une école des fondamentaux. Qui commence plus tôt, à 5 ans pour que l'on ait 1 an de plus pour acquérir les fondamentaux c'est la langue française, c'est le calcul, c'est l'écriture et c'est la lecture est c'est l'autorité et oui moi je propose un uniforme. Parce que je pense que c'est moderne, je pense que c'est une bonne manière de montrer à un enfant qui rentre dans la société une première fois au fond, à l'école primaire qu'il rentre dans une nation unie, avec des devoirs avec aussi une égalité avec les autres. La deuxième chose c'est que je veux aussi un contrôle pour que l'on ne laisse pas entrer au collège les enfants qui ne maîtrisent pas les fondamentaux c'est ce qu'il se passe aujourd'hui. La troisième chose que je propose depuis longtemps, c'est une grande filaire centrale de la formation, de l'enseignement professionnel avec les CFA...

RE : Et les postes des enseignants ?

FF : Mais la question des postes d'enseignant elle est liée à l'augmentation du temps de travail. Il n'y aura pas de redressement de notre pays sans une augmentation du temps de travail qui devra être négociée avec euh...

910 *RE : Est-ce que vous supprimez l'augmentation des postes d'enseignant, il y aura 53 000 enseignants supplémentaires et 58 000 en 2017.*

FF : Mais madame les postes d'enseignants n'ont jamais cessé d'augmenter depuis des années et des années alors que le nombre des élèves baissait. Est-ce que le niveau de l'Education en France s'est amélioré ? non il a chuté. On est 25^{ème} ...

915 *RE : Vous en supprimez alors ?*

FF : Mais justement ce n'est pas le débat vous voulez toujours ramener le débat à la question des postes, je dis qu'il faut changer le système. Je veux une école primaire différente, je veux des établissements autonomes. Je veux la possibilité de créer des établissements privés dans lesquels les enseignants
920 *qui veulent travailler plus pour être payé plus, et bien ils pourront le faire. Et vous verrez que la question du nombre d'enseignants dans le système n'est pas la question centrale de l'Education.*

LF : on va poser brièvement la question à Nicolas Sarkozy et à Alain Juppé, vous avez déjà tous bien dépassé votre temps de parole. Euh donc ça sera une
925 *minute pour chaque réponse. Nicolas Sarkozy votre remède pour l'école.*

NS : premièrement il faut lutter contre l'échec scolaire le plus tôt possible, je propose que tout enfant qui ne maîtrise pas les fondamentaux de la lecture en CP ne passe pas en niveau supérieur tant qu'il ne maîtrise pas la lecture parfaitement. Plus tôt on s'attaque à l'échec scolaire, mieux c'est.
930 *Deuxièmement, je propose que tous les enfants puissent rester dans des études dirigées, les parents ne peuvent plus venir les chercher à 15h45. Troisièmement, je propose que les enseignants travaillent plus, aient plus d'obligation de présence, que leur nombre soit diminués et qu'ils soient mieux payés. 1600 euros par mois pour un enseignant qui commence ce n'est*
935 *pas possible. S'agissant des décrocheurs parce que moi j'essaie de répondre à vos questions, je propose la chose suivante, tout jeune qui entre 18 et 25 ans qui n'aurait pas de formation, pas d'emploi sera envoyé au service militaire obligatoire.*

LF : Alain Juppé, une minute, pareil.

940 *AJ : Vous comprendrez combien il est frustrant de répondre en une minute à une question aussi fondamentale alors je vais y aller après la battue. Je vais parler des 5 réformes que je propose. Premièrement mettre le paquet dans les toutes petites classes parce que c'est là que se créent les inégalités donc*
945 *il faut alléger les effectifs des petites classes, faire du rattrapage non pas en 6^{ème} mais très régulièrement tous les semestres pour soutenir ceux qui décrochent. Deuxièmement, autonomie des établissements, il faut que les chefs d'établissement avec un conseil éducatif soient capables de recruter des enseignants sur des profils de poste et soient capables aussi de moduler la*
950 *dotation horaire globale et enfin troisièmement, pour être extrêmement synthétique, l'apprentissage, nous en parlons tous. Il faut qu'il y ait les verrous qui font qu'aujourd'hui l'apprentissage est plutôt à la baisse qu'à la*

hausse et ensuite le remettre éventuellement à l'honneur. Voilà quelques pistes qui mériteraient de longs développements.

955 (...)

RE : Merci beaucoup à chacun, c'est donc l'heure de la conclusion et vous avez chacun une minute pour répondre à la question suivante : pourquoi vous choisir vous ? et l'ordre a été tiré au sort. François Fillon est le premier.

960 *FF : La France se perd et s'abîme dans des querelles intestines et le débat de ce soir l'a encore montré. Moi je veux être le président qui travaille pour les français. Pas pour son camp, pas pour ses amis. Pour les français. Je veux être le président qui permet aux français d'améliorer leur vie. Je veux être le président qui travaille pour permettre aux français d'aller au bout de leurs projets et de leurs rêves. Je veux être le président qui permet aux français de se saisir du progrès pour améliorer la condition humaine. Et je veux être le président qui permettra aux français de mieux vivre ensemble, de réussir ensemble parce que notre unité c'est notre bien le plus précieux. Alors je dis ne vous laisser pas abuser par la dictature des sondages et par celle des médias qui voudraient choisir à votre place. Le 20 novembre choisissez le*
965 *candidat qui correspond le mieux à vos aspirations. Choisissez la détermination sereine, choisissez la rigueur, choisissez l'honnêteté.*
970

LF : Alain Juppé pourquoi vous ?

AJ : Nous vivons dans un monde instable et dangereux, nous en avons parlé. L'avenir est à la fois lourd de menaces, et riche de promesse. La promesse
975 *d'une meilleure croissance qui respecte l'environnement, la promesse du numérique qui va nous apporter des progrès formidables dans beaucoup de domaines : la santé, l'éducation. Pour relever tous ces défis nous allons avoir besoin de réformes profondes. Elles vont demander du courage et de la persévérance. Les français et les françaises savent que je ne leur mens pas et*
980 *que je ne suis pas homme à changer de cap tous les 6 mois. Ils savent aussi que pour réussir il faut de la confiance entre nous. Moi j'ai confiance dans les français, j'ai confiance dans leur discernement, dans leur volonté de rassemblement au-delà des chicanes politiques et de querelles de personnes. Je leur demande de me faire confiance, de croire à ma détermination.*
985 *Pendant 5 ans, pas un de plus, je mettrai toute mon énergie à faire ce que j'ai dit ; c'est pourquoi ce soir je leur lance un appel à la fois amical et pressant. Faisons-nous confiance pour remettre la France sur le bon chemin, le chemin de la paix civile et le chemin de l'espérance française.*

RE : Nicolas Sarkozy pourquoi vous ?

990 *NS : J'ai essayé de porter un diagnostic lucide sur la situation de la France. Sans lucidité, il n'y a pas de vision, il n'y a pas de perspective. Je vois la nécessité d'une alternance forte, énergique. Je ne crois pas que notre identité soit heureuse, je ne veux pas d'une alternance de compromis ou d'une alternance molle. J'ai l'expérience. J'ai appris. J'ai appris de mes échecs.*
995 *J'ai appris de mes réussites. Je connais le poids de la fonction. Je n'ai pas besoin d'une période probatoire. J'ai l'énergie, j'ai la volonté et je veux par-dessus tout mettre cette énergie et cette volonté au service de la France et de nos compatriotes. Je sens que je peux relever ce défi.*

(...)

1000 RE : Merci à vous tous pour ce débat

1005 LF : Merci beaucoup Ruth pour votre solidarité tout au long de la préparation de ce débat. On espère que nos téléspectateurs ont mieux compris vos programmes et vos personnalités à l'issue de ces échanges. Merci pour la vivacité de vos échanges. Merci pour votre punch la soirée se poursuit sur nos antennes BFM TV RMC et DAILYMOTION et je salue affectueusement tous mes confrères de ITELE. Merci à vous.

1010 Temps de parole

Alain Juppé : 17 :51

François Fillon : 17 :45

Nicolas Sarkozy : 18 :07

C à Vous

C à Vous- Alain Juppé- 19/01/16

ASL : Bonsoir Alain Juppé.

AJ : Bonsoir

- 5 ASL : Alors on va parler de votre livre, l'Etat fort, et de votre statut de chouchou des français mais d'abord Thomas a traqué vos faits et gestes.

(...)

ASL : Alain Juppé, vous êtes devenu l'homme le plus populaire de France ?

- 10 *AJ : Juste une petite précision. Je vais dans les clubs seniors de la ville de Bordeaux au mois de janvier. Je mange des galettes et je bois du crémant de Bordeaux. (1min38-1min47)*

ASL : Et vous dansez.

AJ : Très souvent je suis sollicité par les seniors qui sont là pour faire un petit peu de danse. Voilà c'est ce qu'il s'est passé au mois de janvier cette année.

- 15 *(1min48-1min54)*

ASL : Et vous le faites avec plaisir ?

AJ : Je ne suis pas un fana de la danse pour ne rien vous cacher. (1min57-2min)

ASL : Vous êtes l'homme le plus consensuel de France ?

- 20 *AJ : Ecoutez les sondages sont ce qu'ils sont. S'ils étaient mauvais vous me demanderiez si ce n'est pas trop tard. On me demande si ce n'est pas trop tôt. Ils sont fragiles bien entendu et je ne vais pas faire cocorico. (2min 02-2min13)*

ASL : ça fait pas très conquérant, ça ne fait pas très dynamique.

- 25 *AJ : Etre le favori c'est dynamique non ? (2min19-21)*

ASL : Ah pas forcément, la dynamique c'est souvent le challenger qui l'a.

AJ : Non je ne suis pas sûr. Quand on reste le favori pendant des mois et des mois, ça veut dire que l'on est bien placé quand même. Non je ne veux pas, je le répète, tirer argument seulement je répète que c'est stable depuis plusieurs

- 30 *mois. C'est un signe intéressant. (2min26-37)*

ASL : 45% des sympathisants de la droite et du centre vous veulent comme candidat à la présidentielle contre 21% seulement pour Nicolas Sarkozy selon un sondage Harris interactive publié hier. On dirait que c'est plié un peu comme Edouard Balladur en 93.

- 35 *AJ : Certainement pas, ce n'est pas plié il y a 10 mois devant nous avant la primaire et puis après il y a l'élection présidentielle, il peut se passer beaucoup de choses. Regardez ce que nous avons vécu au cours des 4 derniers mois, tout peut changer. Alors moi je vais continuer à bosser, je vais en régions toutes les semaines, je passe deux jours. Je prends mon temps. Je*
40 *fais des tables rondes, je rencontre des enseignants euh récemment j'étais à côté de Metz, j'ai rencontré des policiers, des agents de la fonction pénitentiaire, parler de mon livre et je vais continuer ce travail. (2min 51-3min17)*

- 45 ASL : Mais il va falloir des coups d'éclat, se démarquer, faire des propositions que personne n'a faite et pour l'instant c'est pas vraiment le cas.

AJ : Pourquoi faire des coups d'éclats ? (3min 23-24)

ASL : bah des propositions neuves...

AJ : Ce que les français... J'en ai fait quelques-unes dans mon livre sur l'Etat fort (3min 26-29)

50 ASL : Il n'y a aucune qui n'est pas proposée par quelqu'un d'autre.

AJ : Non non ce n'est pas exacte, lisez bien. Qui a par exemple proposé de créer un délit d'entrave à la laïcité ? Vous avez vu ça ailleurs ? (3min32-39)

ASL : Non mais ce n'est pas non plus un exemple qui peut forcément...

55 *AJ : Ah bah si c'est très important de défendre la laïcité et de faire en sorte que quand quelqu'un arrive à l'hôpital il dise je ne veux pas être soigné par un médecin femme ou un médecin homme plus exactement et bien c'est intéressant de dire que force doit rester au service public. Et je pourrais citer beaucoup d'autres exemples de ce que j'ai mis dans mon livre. Personne par*
60 *exemple n'a proposé de créer une police pénitentiaire. Je vous disais que j'étais à Metz il n'y a pas très longtemps, j'ai rencontré des syndicats de Police et les syndicats de l'administration pénitentiaire et ils m'ont dit « c'est une excellent idée ».*

(3min 45-4min 11)

65 ASL : Ils ont aimé l'idée ?

AJ : Ils ont aimé l'idée parce qu'ils disent « en ce moment il se passe beaucoup de choses à l'intérieur des prisons et on est démunis ». Ça devrait être un lieu où on collecte du renseignement très utile pour lutter contre la radicalisation. (4min13-22)

70 ASL : On va en reparler. François Hollande brandit lui peut-être les dernières mesures du mandat pour inverser la fameuse courbe du chômage. Hier il a annoncé un plan de 2 milliards, 500 000 formations supplémentaires pour les chômeurs, des primes à l'embauche dans les PME, la pérennisation du CICE. C'est une bonne mesure ?

75 *AJ : Vous disiez tout à l'heure que je manquais de mesures fortes et d'imagination mais alors là c'est l'imagination 0. (4min38-43)*

ASL : Mais elles sont bonnes ou pas ?

AJ : Parce que c'est la sauce qu'on nous ressert en permanence. Non ce n'est pas un plan crédible. Je voudrais quand même rappeler qu'il y a aujourd'hui
80 *3 500 000 demandeurs d'emploi de catégorie A c'est-à-dire qui n'ont strictement aucune activité. C'est 700 000 de plus qu'en 2012, il faut attendre la 4^{ème} année du quinquennat de Monsieur Hollande pour qu'il nous propose un plan d'urgence. Ce plan d'urgence c'est quoi ? (4min45-5min06)*

ASL : Il y a eu d'autres plans.

85 *AJ : oui mais enfin très efficace, vous avez vu partout le chômage baisse sauf en France. En Europe il a baissé de 2 millions de personnes, chez nous il a augmenté de 700 000. (5min06-14)*

ASL : Vous avez des idées plus novatrices.

AJ : Attendez je vais d'abord vous parler de ce qu'il a proposé lui. Ce qu'il nous propose d'abord c'est ce qu'il ne faut surtout pas faire c'est-à-dire des mesures provisoires c'est-à-dire 2000 euros supplémentaires pour toute
90 *embauche jusqu'à 1,7 fois le SMIC. Ce que les entreprises demandent c'est de la visibilité. Si on leur dit ça va durer deux ans elles vont attendre deux ans naturellement. (5min15-34)*

95 ASL : La pérennisation du CICE ça c'est de la visibilité.

- AJ : Il faut pérenniser les choses sur la durée. Deuxièmement les 500 000 demandeurs d'emploi que l'on transforme en stagiaire tout le monde sait bien qu'on n'y arrivera pas. Pôle emploi est incapable d'accueillir 500 000 stagiaires. (5min36-47)*
- 100 ASL : Mais c'est une bonne idée de chercher à former tous ces chômeurs qui ne trouvent pas de travail
- AJ : Des bonnes idées tout le monde en a. le problème c'est le fait, il ne faut pas des paroles, des annonces il faut des actes. Et enfin troisièmement, ce qui est totalement absent c'est le changement de logiciel qui est absolument*
- 105 *nécessaire. Tout se passe normalement avec de l'argent public que l'on a pas, les 2 milliards je ne sais pas où ils sont. Il faut s'attaquer aux vrais problèmes et donc remettre nos entreprises en situation de compétitivité pour qu'elles gagnent des parts de marché et qu'elles créent des emplois. Et moi je propose, je verrai ça dans mon prochain livre au mois de mai, je viendrai vous en*
- 110 *reparler si vous voulez, de faire sauter 4 boulets. Le premier boulet c'est les 35 heures. Qu'est-ce que propose le président de la République ? on ne touche pas aux 35h et on essaye de bricoler avec. Moi je dis... (5min50-6min37)*
- ASL : Elles ont tellement été trafiquées les 35h
- 115 *AJ : Non non moi je dis on arrête et on donne aux entreprises la liberté de les négocier. Un peu de liberté quand même. Deuxièmement, le boulet des charges, moi je propose un allègement pérenne pas 2000 euros. Le CICE on nous annonce que l'on va le refaire en 2017. Et puis ce n'est pas un allègement de charge le CICE, c'est un crédit d'impôt, ce n'est pas la même*
- 120 *chose. Ce n'est pas aussi simple et je proposerai que cela soit plus simple. Quatrièmement, 4^{ème} boulet... vous avez l'air fana du plan de Monsieur Hollande. (6min39-7min 06)*
- ASL : Ah non moi je ne suis pas fana. J'écoute vos contre-propositions c'est pour ça.
- 125 *AJ : Troisième boulet c'était le code du travail. Qu'est-ce que je propose ? La même chose qui a été censurée par la conseil constitutionnel, il n'y a pas longtemps c'est-à-dire la barémisation pardon c'est un peu technique, la barémisation des indemnisations des prud'hommes. Moi je propose un contrat de travail dans lequel on peut inscrire dès le moment où on le signe,*
- 130 *les conditions pour lesquelles on peut le rompre si l'entreprise est en difficulté. (7min09-30)*
- PC : Le contrat agile proposé par le MEDEF.
- AJ : Non non ce n'est pas du tout ça. Ça n'a absolument rien à voir c'est un contrat de travail de CDI, ça n'a rien avoir avec un contrat agile. Si l'on*
- 135 *pouvait reprendre exactement les propositions qui sont celles du MEDEF et les miennes vous verriez la différence. Je propose un contrat sécurisé à la fois du côté de l'entreprise mais aussi sécurisé du côté de l'employé. Enfin le 4^{ème} boulet, c'est le boulet fiscal sur lequel Monsieur Hollande est muet. Rien là-dessus. Et moi je propose de revoir l'impôt sur les sociétés et de libérer aussi*
- 140 *quelque chose qui est très important en faisant sauter le verrou fiscal, c'est l'actionnariat salarié. Je crois beaucoup à l'actionnariat salarié si on veut réorienter l'épargne vers le financement des entreprises. Je suis obligé de*

parler très vite, parce que j'ai beaucoup d'idées, c'est pour cela. (7min31-8min13)

145 ASL : Bien sûr, vous commencez à nous dévoiler ce qui sortira dans le troisième livre qui sortira bientôt et on est très impatient de le lire ce livre car on a envie de savoir comment vous allez financer les promesses du premier et du deuxième, là vous parliez de financement et d'économie. La dernière fois je vous avais posé la question sur l'augmentation des salaires des

150 professeurs.

AJ : Je vous avais répondu... Vous souvenez ? (8min31-33)

ASL : Oui vous m'aviez répondu sur le Bac...

AJ : Non je ne vous avais pas répondu sur le Bac non non... (8min34-36)

ASL : Si vous aviez 10 c'est 100 million si j'avais dit c'est 100 milliards

155 *AJ : Non non vous avez oublié on va y revenir, moi j'aime bien être précis dans les choses. Je vous avais dit que dans l'enseignement secondaire nos enfants ont 10 à 15% de cours de plus que les enfants européens et donc qu'à l'avenir nous aurions besoin de moins de profs du secondaire mais de plus de profs du primaire. Vous voyez, c'est comme ça que je finance. (8min43-8min58)*

160

ASL : Donc on passait du primaire au secondaire et du secondaire au primaire.

AJ : Donc vous voyez c'est assez précis. (9min-01)

165 ASL : Moi ... Le Bac il y avait un chiffre qui était faux, je pensais m'être trompé d'un zéro mais c'était plutôt vous. 1 milliard 6 pour financer la construction de nouvelles prisons. Où on va les trouver ?

AJ : Et bien je vous présenterai mon cadrage budgétaire le moment venu. (9min13-15)

170 ASL : Ah donc il faut vraiment attendre la prochaine fois pour avoir les chiffres. Il va falloir payer les réservistes, les retraités pour courir après les malfrats. C'est l'une de vos propositions.

AJ : Il faudra faire un effort budgétaire en faveur de la sécurité c'est une de nos priorités y compris en faveur du ministère de la justice qui est mal traité depuis des années et donc je vous dirai où on fait les économies. Est-ce que vous pensez que l'Etat a fait sa révolution numérique par exemple ? non ce n'est pas fait et si l'Etat fait sa révolution numérique dans les services, il y aura beaucoup de marges économiques qui vous permettront de redéployer de l'argent pour faire les dépenses prioritaires. (9min25-48)

180 ASL : Mais je parlais des réservistes parce que vous avez été interpellé justement par des syndicats de police qui ont demandé « est-ce que l'on va faire vraiment revenir les retraités pour courir après les malfrats ?

AJ : Si on présente les choses comme ça évidemment. (9min58-10 :01)

ASL : C'est comme ça qu'ils vous les ont présentés c'est pour ça.

185 *AJ : Vous n'étiez pas là ce n'est pas ça qu'ils m'ont dit pas du tout. Ce que je dis c'est que les 5000 recrutements qui sont annoncés par le Président de la République de policiers et de gendarmes et de fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, dans la meilleure des hypothèses ils arriveront dans 2 ans. On n'a pas le temps d'attendre donc en attendant il faut mobiliser des réservistes, des gens qui sont là qui font des périodes régulières donc*

190 *c'est quelque chose qui peut se faire très rapidement dans les 5 ou 6 mois.*

D'ailleurs ça rejoint une position de Monsieur Hollande cette fois-ci, qui est loin de m'être sympathique qui est celle de la garde nationale, seulement avec lui on attend. (10min03-35)

195 ASL : Un mot parce qu'il est question de patriotisme versus nationaliste dans votre livre. Des nationalistes il y en a aujourd'hui à la tête de la Corse, le président de l'Assemblée Corse, Jean-Louis Talamoni disait hier que la France est un pays ami de la Corse qui n'avait jamais cessé d'être une nation. L'heure est grave en Corse ?

200 AJ : *L'heure est gravissime et ces propos sont intolérables. Il faut donner la parole aux corses (10min53-56)*

PC : Ils viennent de l'avoir ils ont voté pour les nationalistes à l'Assemblée régionale

AJ : *A quel pourcentage ? (10min59-11min)*

PC : A un peu moins de 30%

205 AJ : *Voilà. Ce n'est pas ce que j'appelle un référendum, ce n'est pas ce que j'appelle une majorité pour l'indépendance de la Corse. Vous venez de me donner le chiffre, comme ça je suis sûr ne pas me tromper. Et donc il faut donc ... oui parce que maintenant tout ce que l'on dit est vérifié par ordinateur, on a plus le droit à une décimale d'inexactitude. (11min03-21)*

210 ASL : Exactement.

AJ : *Je dis ça également à tout le monde. Donc si on veut vraiment l'indépendance de la Corse, il faut faire un référendum en Corse et moi je prends les paris que les corses diront on reste français. Ces propos n'engagent que ceux qui les tiennent et la République doit rester très déterminée pour maintenir ce principe fondamental. (11min22-39)*

215 PC : Alors on vient de parler du fond de vos propositions dans la perspective d'une Primaire de droite au mois de novembre, c'est quand même la grande échéance qui vous attend. Mais au fond face à Nicolas Sarkozy, ça va se jouer au fond. Est-ce que les électeurs ne vont pas d'abord se déterminer sur une personnalité, sur une façon d'être ?

220 AJ : *Les deux mon général, oui bien sûr les deux. D'abord, les projets vont entrer en ligne de compte. Moi j'ai commencé à m'exprimer et je vais continuer. Nicolas Sarkozy va le faire dans un livre qui va paraître bientôt. J'avais entendu dire qu'un livre c'était quelque chose de ringard et de dépassé. Je suis heureux de voir que les librairies sont submergées de publication. (11min56-12min18)*

225 PC : Il vous l'a envoyé en avant-première ?

230 AJ : *Non je ne sais pas si le siens est prêt mais il m'en parlera de façon très amicale naturellement. Le projet comptera bien entendu pour répondre à votre question mais au moment de l'élection présidentielle les français se déterminent sur une personnalité, un homme ou une femme à qui ils font confiance à qui ils donnent les manettes pendant 5 ans. (12min20-40)*

235 PC : Le livre de Nicolas Sarkozy paraîtra donc lundi prochain, 270 pages écrites en secret depuis l'été dernier. Combien avez-vous fait ? 265, il vous bat de 5 pages.

AJ : *Deux fois, moi j'en ai fait 2, je vais en faire 3 donc vous voyez... (12min54-58)*

PC : Ce qu'on vend, enfin ce que Nicolas Sarkozy explique de ce livre pour l'instant c'est qu'il est aussi capable de reconnaître ses erreurs, de faire l'inventaire de son action. « J'ai voulu faire cet effort d'aller chercher au fond de moi, ma vérité sur mes erreurs mais aussi sur mes réussites » dit-il sur sa page Facebook. Est-ce que c'est une bonne démarche ?

AJ : *Je vais vous faire une proposition, nous en parlerons quand je l'aurai lu. (13min19-22)*

245 PC : En soi, est-ce que reconnaître ses erreurs...

AJ : *Je ne l'ai pas lu donc je lirai le livre de Nicolas Sarkozy. D'une façon plus générale si on fait une considération applicable à beaucoup de personnalités, à beaucoup de personnage ça a toujours été de reconnaître ses erreurs. J'ai reconnu les miennes. Récemment j'étais devant les médecins libéraux et je leur ai dit qu'effectivement en 95 on ne s'était pas bien compris et que l'on s'y était mal pris. (13min25-45)*

250 ASL : C'est un passage obligé de reconnaître...

AJ : *C'est un passage obligé oui d'honnêteté oui bien sûr. (13min47-50)*

ASL : Est-ce que l'on peut dire poliment que c'est plus facile de reconnaître des vieilles erreurs, celles de 95 que de reconnaître d'autres plus récentes et de dire que l'on s'est trompé comme président de la République dans un mandat qui s'est terminé en 2012.

255 AJ : *Quand on est arrière-grand-père c'est normal de euh... ça m'a beaucoup servi d'ailleurs cette euh euh comment dire... (14min02-10)*

260 PC : Cette sortie de Jean-Christophe Cambadélis ?

AJ : *Oui bien sûr parce que le problème est réglé maintenant c'est tellement ridicule. 5 ans de moins que moi. Vous voyez c'est la même génération. 6 pardon. (14min11-17)*

PC : ça vous a valu des messages de sympathie.

265 AJ : *Franches rigolades et je crois qu'il faut le prendre comme ça. (14min22-25)*

PC : La décision de Nicolas Sarkozy de se lancer dans un tour de France en effectuant 1 à 2 déplacements par semaine, à la rencontre des français en province, comme le fit Jacques Chirac lors de sa campagne victorieuse de 94

270 95.

AJ : *Je trouve que c'est une excellente idée que je pratique toutes les semaines depuis maintenant 1 an vous voyez. La semaine dernière j'étais à Metz et puis quelques temps avant euh je ne sais plus, je m'y perds dans mes déplacements. Voilà je me déplace régulièrement et je vais continuer. (14min39-55)*

275

PC : Il vous arrive de...

AJ : *Moi j'arrive en début de journée, je fais en général des tables rondes d'enseignants, l'autre jour de policiers je l'ai dit. Après je fais un meeting. Mardi près de Metz nous étions un petit millier dans une période où il n'y a pas d'enjeu électoral. J'étais très content, ça s'est bien passé. (14min56-15min15)*

280 ASL : Pas une période électorale...

AJ : *Non non dans la tête des gens ils ne sont pas encore prêt à mettre un bulletin de vote. C'est d'ailleurs un problème pour les Primaires parce que*

285

l'on nous dit quand est-ce que cela va se passer ? Comment ça aura lieu ? Est-ce qu'il faut la carte du parti ? Et je passe mon temps à expliquer que non, on ne demandera pas la carte d'un parti, quel qu'il soit des Républicains ou de l'UDI qu'il suffira d'être inscrit sur les listes électorales pour se

290 *présenter. Je trouve que c'est une très bonne méthode. Le lendemain matin j'avais une réunion avec les maires de Moselle avec lesquels j'ai passé une grande partie de la matinée... (15min17-43)*

PC : Une très bonne méthode le retour en province. Il vous arrive d'être plus ironique c'est rapporté ce matin dans les échos sous la plume de Cécile

295 Cornudret : « je peux lui donner de bonnes adresses d'hôtel Mercure ou Ibis ». AJ : *Ce n'était pas méchant, c'est parce que c'était le dernier hôtel où j'étais alors c'est pour ça. (15min53-58)*

PC : Vous allez souvent passer les nuits dans les IBIS Alain Juppé ?

AJ : *Souvent non, plus souvent dans les Mercures, la dernière fois c'était un*

300 *Mercure. Enfin un Mercure c'est trois étoiles, c'est bien c'est un bon hôtel. (16min02-16min09)*

ASL : Alors Anne-Elisabeth

AEL : Oui vous pourriez faire un guide Michelin ?

AJ : *ça c'est vrai et même des restaurants (2secndes)*

305 AEL : On l'habitude de vous voir accorder des entretiens aux journaux sérieux mais on a moins l'habitude de vous voir à la une des magazines dit « cool » « tendance » « décalés » comme les inrocks ou le magazine Society. Les Inrocks qui parlent de Juppémania c'était en novembre dernier, le magazine Society qui s'interroge « lui président ? ». On n'a pas l'habitude...

310 AJ : *Je ne choisis pas les titres (16min37-38)*

AEL : On a bien compris

PC : Et les questions sont sérieuses quand même.

AEL : oui plus sérieuses pour les Inrocks quand même que pour le magazine society, *sérieuses mais parfois décalées. Vous allez voir un psy, vous êtes déjà*

315 *allé consulter.*

AJ : *Non non ça vous voyez il faut toujours rétablir les choses. Dans la longueur de l'interview ce type de question tiennent 10% et vous avez raison de dire que le reste c'est un grand nombre de questions sérieuses sur mon livre... (16min 49-17min01)*

320 AEL : Non mais c'est gagnant gagnant vous gagnez en coolitude et ils gagnent en crédibilité.

AJ : *Je suis invité à venir m'exprimer par les inrockuptibles et Society, je vais refuser ? Moi je ne suis pas sectaire, je m'adresse à tous les publics et je suis très heureux qu'ils m'ouvrent leurs colonnes qui ne sont pas ceux d'autres*

325 *magazines très importants. (17min05-19)*

PC : Ce n'est pas valeurs actuelles.

AJ : *Oui ou Le Point. Moi j'ai pris beaucoup de plaisir à dialoguer avec Alain Finkelkraut, on a fait un très bon entretien. Et voilà pourquoi pas les Inrockuptibles ? Pourquoi pas society ?*

330 *(17min20-28)*

AEL : Pourquoi pas oui mais on n'a pas l'habitude de vous voir sous cet angle là...

AJ : Il faut changer vos habitudes vous voyez... (17min31-33)

335 AEL : La une des Inrocks avec ce sourire en coin, des faux airs de Jacques Chirac c'est assez frappant.

AJ : Je n'ai pas choisi la photo. Vous trouvez ? ah non non (17min37-42)

AEL : Ah oui si si c'est assez frappant. Ou encore sortant d'une piscine, vintage.

340 *AJ : Ah oui ça c'est une vieille photo, j'aimerais toujours avoir autant ce look-là. (17min45-48)*

AEL : C'est vintage mais c'est cool. C'est ça le message ?

AJ : Non ce n'est pas moi qui ai choisi les photos une fois de plus. Vous savez j'ai tellement entendu dire pendant des années et des années que j'étais un

345 *ordinateur ambulant « Amstrad » que ça rend bien compte que ce n'est pas la vérité et bien ça me fait plaisir. (17min53-18min06)*

PC : ça n'existe plus depuis longtemps Amstrad

AEL : On vous voit à côté d'un minitel dans Society. Ou encore parlant dans un téléphone quasi préhistorique voilà.

350 PL : On va retourner dans ces années, on se souvient Antenne 2 vous avez consacré un portrait, vous étiez jeune et désinhibé puisque vous parliez très volontiers, ce que les communicants ne permettraient plus de faire aujourd'hui, vous parliez de l'ambition.

(...)

355 *AJ : Chirac avait raison, j'étais trop maigre. (19min20-22)*

ASL : Il vous faisait manger davantage ?

AJ : Oui j'ai raconté ça je ne sais plus où... (19min 27-29)

ASL : Dans Society

AJ : Dans society c'est ça, il téléphonait à mère et lui disait il faut qu'il mange

360 *d'avantage il est trop maigre. (19min 30-34)*

AEL : Et votre mère était d'accord ?

ASL : Les mères sont toujours d'accord

AJ : je résistais (19min37)

PL : Mais en tout cas vous avez toujours été sportif, on vous a vu sortant de

365 la piscine et c'est vous et pas Nicolas Sarkozy qui avait quasiment inventé le footing à la télé, là les image datent de 81 regardez. C'est court.

(...)

PC : Dès novembre 81

AJ : J'ai beaucoup aimé courir oui, je cours un peu moins en ce moment, je

370 *fais du vélo le sport est indispensable à l'équilibre. Aussi bien mental que physique. (20min02-20min09)*

ASL : Merci Alain Juppé.

C à VOUS avec François Fillon 7/10/16

- ASL : Bonsoir François Fillon alors on sait à peu près qui vous êtes mais Thomas a tout de même décidé de faire votre portrait. C'est le « faits et gestes ».
- 5 (...)
- ASL : D'abord, je voudrais vous entendre sur le sujet...
- FF : *Je voudrais faire une correction, je ne m'appelle pas « Armand », mon deuxième prénom c'est « Amand » alors malheureusement avec un « D ».*
- 10 *(1min38-42)*
- ASL : Malheureusement oui ça aurait pu être avec un « T ». Je veux vous entendre sur le sujet du jour au sein de votre parti « Les Républicains », l'exclusion programmée de Nadine Morano de la liste de la région Alsace-Champagne-Ardenne pour les régionales, exclusion justifiée selon-vous ?
- 15 FF : *Bon moi je trouve qu'on en fait trop autour de cette histoire de Nadine Morano. Elle a eu tort, la France c'est une nation de citoyens ce n'est pas une race. Pour reprendre une formule du Général de Gaulle que l'on peut opposer à celle qu'elle a utilisée. EN 40 de Gaulle avait dit « il y a deux sortes de français, il y a ceux qui font leur devoir et il y a ceux qui ne le font pas. »*
- 20 *Pour autant je trouve que le procès en sorcellerie est excessif (2min 01-2min28)*
- ASL : Et son exclusion, elle est excessive ?
- FF : *Euh il beaucoup de euh comment dirais-je ? dans l'histoire de notre famille politique et d'autres formations politiques des gens qui ont dérapé dans leurs discours et je trouve que l'on donne beaucoup trop d'importance à cette histoire. Voilà. Maintenant...(2min29-40)*
- 25 ASL : Des gens qui ont dérapé, vous pensez peut-être à Nicolas Sarkozy ou à...
- FF : *Comme vous je n'en dirai pas plus ce soir (2min45-47)*
- 30 ASL : Je dis ça parce qu'il y avait un bureau politique hier et apparemment Nicolas Sarkozy et Jean-François Copé se sont envoyés leurs dérapages respectifs à la figure.
- FF : *c'est le climat en ce moment. Comment dirais-je ? il y a la campagne contre les philosophes réacs. J'ai J'ai, d'une manière générale, je n'aime pas le procès qui sont faits aux gens qui expriment des opinions, y compris aux gens qui expriment des opinions qui sont complètement opposées aux miennes, je trouve que ce n'est pas très sain. (2min56-3min16)*
- 35 ASL : Il ne faut pas prendre garde aux dérapages ?
- FF : *En période justement de campagne, de pré-campagne. Il faut prendre garde à tous les dérapages et puis euh oui tous les sanctionner, ce qui n'est absolument pas le cas. (3min22-28)*
- 40 ASL : Vous évoquez votre appel à ne pas voter automatiquement pour un socialiste au second tour lorsqu'il est opposé au Front National, c'était votre dérapage à vous ?
- 45 FF : *J'ai expliqué dans mon livre que justement ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. (3min37-41)*
- ASL : On a l'impression donc que vous rétropédalez dans votre livre.
- PC : La phrase initiale c'était que vous vouliez voter pour le moins sectaire.

- 50 ASL : Et dans votre livre vous dites finalement tous les candidats FN sont sectaires.
 FF : *Je n'ai jamais été à l'aise avec le ni-ni pour une raison simple c'est que je ne peux pas mettre le parti socialiste et le front National sur le même plan. Le parti socialiste ce n'est pas une PME familiale et il a écrit quelques pages honorables de l'histoire de France. Ce qui n'est pas le cas du Front National.*
- 55 *Donc je n'ai jamais été à l'aise avec ce ni-ni. Et lorsque je me suis exprimé en disant pour une élection locale voter pour le moins sectaire, dans mon esprit le moins sectaire c'était évidemment pas du tout le candidat du front National. (3min48-4min19)*
- 60 ASL : Mais dans le contexte ce n'est pas ce que l'on a compris.
 FF : *dans l'émission, ça arrive il y a eu un dérapage, il y a eu une question suivante... (4min 21-25)*
 PC : Le moins sectaire pourrait être le candidat du Front National...
 FF : *Non ce n'est même pas ça la question c'est, la question du journaliste c'est : « Est-ce qu'il y a des socialistes sectaires ? » Et à ce moment-là, c'est comme si j'avais déconnecté mon cerveau de la phrase précédente alors j'ai dit oui évidemment qu'il y en a. Et donc j'essaye d'expliquer dans le livre... (4min30-44)*
- 65 ASL : que tous les candidats du FN sont sectaires. Alors votre livre il marche bien, on l'a entendu, près de 16000 exemplaires vendus. Il y en a plus que...
 FF : *Moi je n'ai pas d'informations là-dessus, c'est mon éditeur qui connaît les chiffres. Tout ce que je peux vous dire c'est que l'on en est au 5^{ème} tirage en 5 jours et que le tirage à l'heure de ce soir c'est 80 000. (4min53-5min06)*
- 70 ASL : Alors celui d'Alain Juppé sur l'Education est sous les 10 000, le hareng de Bismarck de Jean-Luc Mélenchon avait atteint les 20000 au printemps, beaucoup moins cher, et Bruno Le Maire en 2013 avait vendu 65 000 exemplaires, jours de pouvoir. Vous l'aviez lu d'ailleurs ?
 FF : *Oui bien sûr oui. (5min22)*
- 75 ASL : Alors, faire, c'est votre programme, un programme libéral, c'est un peu comme ça que je l'ai lu et ressenti. Euh un programme qui fait vraiment passer Nicolas Sarkozy pour « petits bras ». Vous voulez faire tout ce qu'il n'a pas eu le courage de faire : supprimer les 35h, l'ISF, l'âge de la retraite à 65 ans. Fillon c'est un Sarkozy plus courageux, plus extrême ?
 FF : *Euh d'abord ce n'est pas un programme (5min44-46)*
- 80 ASL : mais il y a tout
 FF : *Oui, il y a des éléments de programme. Il n'y a pas un programme complet. Il y a aussi beaucoup de comment dirais-je ? des explications plus personnelles, sur mon parcours etc... Ce que j'essaye de dire dans ce livre c'est que mon expérience de PM plus les trois ans que je viens de passer dans*
- 85 *l'opposition à arpenter le pays m'ont montré une chose c'est qu'il y a une énorme soif de changement et ce changement c'est plutôt un changement en terme de liberté. Ce n'est pas une question idéologique. On est dans un pays qui depuis 20 25 ou 30 ans a accumulé les contraintes, les réglementations, les impôts, les taxes avec un objectif qui était un bon objectif celui de protéger*
- 90 *les citoyens. On est allé trop loin et il y a maintenant un espèce de retour de balancier nécessaire et ce qui m'a frappé pendant ces 5 années où j'ai exercé*
- 95

la responsabilité de chef du gouvernement, c'est que très souvent on avait les bonnes intuitions, on avait les bonnes directions mais on allait pas assez loin... (5min50-6min 47)

100 ASL : Par manque de courage ? Par électoralisme ?

FF : Par crainte de euh... tout n'est pas forcément aussi négatif que cela. Ça peut être aussi par crainte de créer des tensions dans le pays, de créer des fractures. (6min48-59)

ASL : Oui c'est le manque de courage ça.

105 *FF : ça peut être le manque de courage, ça peut être aussi une prudence salubre. Mais en l'occurrence le résultat c'est que l'on a pas interrompu, je sais qu'il y a beaucoup de gens qui n'aiment pas que l'on parle de déclin, enfin quand même la baisse de performance de l'économie française qui se traduit par le chômage et par une souffrance pour beaucoup de français. (7min-20)*

ASL : Alors vous voulez agir vite vous, dans les trois premiers mois si vous êtes un jour élu président de la République en 2017. Pas question de prendre des vacances d'ailleurs.

115 *FF : Ça a l'air anecdotique mais ça ne l'est pas du tout. Parce que le calendrier politique français est stupide. Il faudrait élire le président de la République au mois de novembre et qu'il prenne ses fonctions le premier janvier. Simplement aujourd'hui si vous proposez d'allonger le mandat de François Hollande ça risque d'être assez peu populaire. (7min32-50)*

120 PC : C'est d'ailleurs uniquement à cause de la date du décès de Georges Pompidou

ASL : dans les mesures que vous préconisez : dégressivité des allocations chômage, relèvement des seuils sociaux, révision du code du travail, prestation sociale unique, réforme de la fiscalité au profit des entreprises et surtout la durée du temps de travail. Vous voulez augmenter la durée du travail dans la fonction publique de 35 à 39h et cela permettra selon-vous de réduire le nombre d'emplois publics de 600 000.

125 *FF : 600 000 sur la durée du quinquennat. C'est un calcul un peu à la louche mais c'est la différence entre 35 et 39. Euh tous nos voisins européens se sont engagés dans cet effort de réduction de la dépense publique en général alors même qu'ils sont moins endettés que nous. Le premier ministre britannique est en train de supprimer progressivement 1 million d'emplois publics et Monsieur Schröder avait engagé une diminution importante de la dépense publique. (8min18-44)*

ASL : Sachant qu'il y avait eu une réunification entre deux administrations...

135 *FF : Il y avait surtout besoin de baisser la dépense publique pour redonner de la compétitivité à l'économie allemande et ça a fonctionné. Ça fonctionne en Grande-Bretagne, ça fonctionne en Allemagne. Moi ce que je dis en plus c'est que les fonctionnaires français ont aujourd'hui une perspective de salaire et de carrière qui est euh catastrophique euh c'est-à-dire que si on ne touche pas aux effectifs compte-tenu de l'endettement du pays ça veut dire que pendant les 10 ans qui viennent on propose aux fonctionnaires 0 euro d'augmentation et pas d'amélioration de leur perspective de carrière ni de leur temps de travail. Je pense qu'il y a un deal à faire avec les fonctionnaires. On accepte une augmentation du temps de travail que je fixe*

- 145 à 39, c'est évidemment l'objectif maximum, en échange d'amélioration des conditions de travail et des perspectives salariales. (8min 48-9min 34)
 ASL : Et donc on supprime 600 000 postes. Vous voulez augmenter également la durée du temps de travail dans le privé à 39h et plus avec une limite...
- 150 FF : Dans le privé ce que je propose c'est que ce soit une vraie négociation dans l'entreprise et pour que la négociation. Au fond si on veut vraiment aller au bout de la philosophie que j'essaye de défendre. C'est-à-dire redéfinir des espaces de liberté et redonner une relation de confiance entre les pouvoirs publics et le monde économique, il ne faut pas mettre de contraintes, de limites. Il faut laisser les entreprises négocier dans un cadre qui naturellement doit être un cadre raisonnable et faire confiance à la négociation. Je crois qu'en plus faire confiance à la négociation c'est recréer des espaces de dialogue social dans un pays qui se gausse en permanence du dialogue social et qui en réalité ne le pratique jamais. (9min 42-10min23)
- 155 ASL : Mais si en augmentant la durée de travail de 35 à 39h dans le public, vous supprimez 600 000 emplois, les mêmes causes ayant les mêmes effets, si on augmente la durée de travail dans le privé, combien d'emplois on va supprimer dans un premier temps ?
- 160 FF : Mais non si on supprime, on augmente la durée de travail dans le privé, on augmente la compétitivité des entreprises. (10min36-10min 41)
 ASL : Dans un premier temps, elles ne vont pas embaucher les gens alors qu'elles peuvent faire travailler davantage leurs effectifs
 FF : Voilà avec ce raisonnement là on laisse depuis des années le chômage gangrener notre société française parce que on ne veut pas prendre une décision qui peut effectivement avoir pendant un temps relativement court des conséquences difficiles. Le résultat...il faut avoir le courage de la faire. (10min48-11min02)
- 170 PC : vous prenez le risque d'avoir une contraction de l'économie.
- 175 FF : c'est exactement comme si vous aviez un malade devant vous qui est en train de mourir et que vous lui dites « Non je ne vais pas vous faire de traitement parce que ça va vous faire souffrir un peu » (11min08-15)
 PC : il faut être sûr d'avoir le remède qui le guérit
 FF : Le résultat c'est qu'aujourd'hui 6 millions et demi de français qui sont à Pôle Emploi et 2 millions de français qui ne sont ni à l'école ni dans une formation. (11min16-24)
- 180 PC : mais 110 milliards d'euro en moins de dépense, c'est un choc pour une économie, forcément.
 FF : Non, d'abord ça dépend dans quel domaine vous les faites. Vous avez un premier sujet qui est la retraite gros poste de déficit du budget, parce que c'est tout budget confondu, le passage de 62 ans à 65 ans est une baisse considérable de la dépense publique et 65 ans, honnêtement c'est l'âge de départ à la retraite dans tous les autres pays européens. Alors on va me dire que ce n'est pas vrai en Pologne ou je ne sais où. Mais c'est vrai en Allemagne, c'est vrai en Angleterre, c'est vrai en Espagne c'est vrai en Italie. Est-ce qu'il y a des différences génétiques à ce point entre les français, les italiens, les espagnols et les allemands. (11min30-12min05)
- 190

- ASL : ce n'est pas essentiellement sur la retraite que l'on va économiser 100 milliards.
- 195 *FF : Non mais c'est un très gros point. Le deuxième point c'est évidemment la baisse du budget de l'Etat et donc la baisse du déficit public. La question qu'il faut se poser c'est qu'est-ce qu'il se passe si on ne le fait pas ? c'est ça la question qu'il faut se poser. Vous pensez que l'on va vivre éternellement avec ce déficit et avec cette dette, vous pensez que les taux d'intérêt*
- 200 *n'augmenteront jamais ? la vérité c'est qu'il suffirait que les taux d'intérêt augmentent pour des raisons qui viennent de l'économie mondiale pour que la France soit exactement dans la situation de la Grèce. Moi je n'ai pas envie d'être dans la situation grecque. (12min07-34)*
- 205 *ASL : Vous parliez du dialogue social. Euh vous avez suivis bien entendu le conflit air France. Vous pensez que c'était à l'Etat de reprendre les rênes de la négociation ou que c'est à Air France de...*
- FF : Air France c'est la compagnie nationale. Elle est privée mais c'est la compagnie nationale. Deuxièmement, c'est un outil stratégique indispensable pour le France. Troisièmement l'Etat a 17% du capital. Moi je considère que*
- 210 *l'Etat a mal fait son travail dans cette affaire car il y a eu un premier accord il y a eu un premier accord il y a deux mois qui a été torpillé par les pouvoirs publics parce qu'il était difficile et qu'il risquait de provoquer des tensions. (12min47-13min10)*
- PC : Je crois qu'il a été torpillé par les pilotes...*
- 215 *FF : Il a été torpillé par les pilotes mais enfin il n'y a pas eu un grand soutien du gouvernement à cet accord. Moi ce que je demande aujourd'hui et c'est plus qu'une demande, je vous l'annonce, j'ai déposé une demande de commission d'enquête sur la situation de la compagnie Air France. Je l'ai fait cet après-midi elle va passer dans les prochains jours devant le bureau*
- 220 *de l'Assemblée nationale. (13min12-13min34)*
- PC : Pour établir quoi ?*
- FF : Commission d'enquête parlementaire pour établir la réalité de la situation de la compagnie nationale et pour proposer des solutions qui nous éviterons l'issue qui est probable si l'on ne fait rien c'est-à-dire le rachat*
- 225 *d'air France par une compagnie du Golfe ou par un fond de pension chinois. Alitalia est maintenant une compagnie qui appartient euh à Abou Dhabi et un grand nombre de compagnies aériennes sont en train d'être rachetées par des fonds de pension chinois. Je pense que l'on ne peut pas laisser faire ça et que le parlement doit faire toute la lumière sur la réalité de la situation d'Air*
- 230 *France pour que des solutions puissent être trouvées. (13min35-14min15)*
- ASL : Euh vous ne parlez pas seulement du programme, vous parlez de vous et vous vous justifiez pas mal. Vous expliquez notamment pourquoi je n'ai pas fait ce que je croyais bon lorsque j'étais au pouvoir avec Nicolas Sarkozy*
- 235 *en tant que premier ministre. Par respect des institutions dites-vous et alors le respect de vos convictions, ce n'était pas plus important ?*
- FF : Non ce n'est pas ce que je dis. Il n'y a pas eu de sujet dans le quinquennat où j'étais en désaccord où mes convictions ont été en désaccord avec la politique qui était conduite, il y en a eu extrêmement peu. (14min33-44)*
- 240 *PC : C'est une question de curseur ? Comme la retraite 62-63 ans ?*

FF : exactement, le débat sur la retraite, c'est un débat qui est euh symbolique. Je suis certain que l'on aurait adopté la retraite à 65 ans, il n'y aurait pas eu un manifestant de plus. On a failli terminer à 62 et demi. (14min47-15min)

245 ASL : Et puis vous revenez...

FF : Et donc je n'ai jamais eu de euh euh. Il y a eu des moments de tension qui sont naturels, surtout pendant 5 ans mais il n'y a jamais eu de moments où j'étais en désaccord en termes de conviction. Je pense simplement que l'on n'est pas allé assez loin mais quand je dis ça, c'est une responsabilité que j'endosse autant que Nicolas Sarkozy. La question est : « est-ce qu'un responsable politique doit ne jamais reconnaître ses erreurs ou ses insuffisances, dire que tout ce qu'il a fait par le passé était formidable ou est-ce que à un moment donné il doit avoir le courage de faire l'inventaire de son action ? ». Moi je pense que c'est nécessaire si on continue à gouverner. (15min10-15min46)

255 ASL : Je disais, vous parlez un petit peu de vous aussi pas de révélation fracassantes, moins que dans Gala je crois.

AEL : Oui parce que dans votre livre vous expliquez avoir un poster du Général de Gaulle dans votre chambre lorsque vous étiez adolescent et on découvre dans Gala que à côté il y avait un quand même un poster des Rolling Stones. Ouf au fond on se dit que François Fillon a été jeune et vous avez été plus que jeune, vous avez été un rebelle.

260 *FF : Je ne dis pas ça, c'est la question qui a été posée (16min09-11)*

AEL : Oui mais enfin vous dites : « j'ai été un élève dissipé » ...

265 *FF : Oui ça c'est vrai (1 seconde)*

AEL : Vous avez lancé une ampoule lacrymogène en classe

FF : Oui oui (1seconde)

270 AEL : Vous avez fait le mur pour voir de plus près les événements de mai 68 et vous posez sans cravate, c'est important de donner cette image de vous peut être plus personnelle, peut-être plus incarnée, de créer une proximité avec les français ?

FF : D'abord j'ai engagé la promotion de mon livre n'est-ce pas ? (16min35-37)

275 AEL : Non mais c'est un passage obligé euh Gala c'est un magazine people

FF : J'ai toujours évité d'en faire trop dans ce domaine comme vous le savez. Mais je considère que tant que je maîtrise le message, à peu près, ce qui est le cas dans votre émission, je peux venir. (16min40-56)

ASL : Sans aller jusqu'à aller chez Ruquier.

280 *FF : là c'est un autre sujet. Je n'ai rien du tout contre l'émission de Ruquier ni contre la personne de Ruquier. Je pense même que c'est une émission assez agréable à regarder mais je pense que les hommes politiques devraient s'abstenir d'aller dans cette émission parce qu'elle est faite d'une façon. Comment dirais-je ? Elle est presque faite contre eux. Quand vous êtes dans le spectacle euh vous êtes un écrivain, vous êtes un philosophe euh vous pouvez aller débattre dans une émission comme celle-là. D'ailleurs il y a souvent une forme de complicité qui s'organise autour de la table. Les politiques sont là un peu comme une forme de punchingball. Ce n'est pas bon*

pour l'image. Je ne parle pas seulement pour l'image personnelle mais pour l'image générale de la fonction politique. (16min59-17min42)

290

ASL : Du coup, je suis obligé de vous poser la question de Laurent Ruquier parce que on ne vous la pose pas sur les autres plateaux. Vous avez utilisé des hélicoptères, des jets privés pour vous rendre en Espagne, en province dans la Sarthe...

295 *FF : C'est n'importe quoi. (17min53-54)*

ASL : Si si il y avait eu les factures.

FF : Non non (17min56-57)

ASL : Si si il y avait eu les factures

FF : Non non il y a deux choses différentes. (17min58-59)

300 ASL : C'était payé par l'UMP

FF : Non, quand j'étais Premier Ministre j'utilisais les avions du gouvernement. Quand j'étais Premier Ministre aussi, je suis allé faire des campagnes électorales. Et quand on fait des campagnes électorales, on ne peut pas faire payer ses déplacements par l'Etat parce que ça serait un détournement de fond donc c'est l'UMP qui payait des déplacements naturellement qui n'étaient absolument pas des déplacements de vacances. (18min01-23)

305 ASL : Là on parlait par exemple d'un déplacement en 2006 aux frais de l'UMP pour aller à Madrid.

310 *FF : Oui pour aller Madame, au congrès du Parti Populaire européen. (18min27-*

ASL : Puis en novembre de la même année pour aller Grenoble, puis au Mans pour inaugurer une permanence.

FF : En campagne, pour les élections. (18min37-38)

315 ASL : Puis je crois aussi pour inaugurer l'Assemblée générale des fermiers de Loué.

FF : Oui c'est 2000 personnes, un évènement qui était dans le cadre de la campagne des élections. Et... (18min42-48)

ASL : Vous n'avez pas ruiné l'UMP ?

320 *FF : Non je n'ai pas ruiné l'UMP d'ailleurs j'ai cru comprendre que le président actuel de l'UMP utilisait de temps en temps des avions pour se déplacer et moi je ne lui reproche pas parce que je pense que si on veut pouvoir être présent sur tout le territoire, il faut parfois utiliser ces moyens-là. (18min50-19min05)*

325 ASL : Merci François Fillon.

C à Vous- Nicolas Sarkozy 24/10/16

ASL : Bonsoir Nicolas Sarkozy

NS : *Bonsoir*

5 ASL : Bienvenu dans c'est à vous

NS : *Je suis ravi de revenir dans ces lieux, je retrouve des têtes que je connais. (07-11 secondes)*

ASL : On n'a pas changé

10 NS : *Oh ça ça serait mieux si c'est moi qui le dit vous n'avez pas changé. (13-18)*

ASL : Mais depuis le mois de janvier

NS : *Moi je ne peux pas vous dire que je n'ai pas changé parce qu'avec tous les magnétos de moi d'il y a quelques années je remarque que j'ai changé. Mais enfin je prends la leçon sur Anne-Sophie qui dit je n'ai changé.*

15 D'accord. (22-34)

ASL : Mais depuis le mois de janvier je n'ai pas changé.

NS : *C'est vrai c'est vrai. (36-37)*

20 ASL : Alors nous allons revenir sur l'actualité du jour, sur le démantèlement de la jungle de Calais, sur les sondages et la progression d'Alain Juppé mais on va commencer si vous le voulez bien par quelques petites questions sur votre programme dévoilé il y a un mois et demi dans votre livre « tout pour la France ». Un programme dans lequel il question de baisser les impôts et de faire 100 milliards d'économie en 5 ans, c'est beaucoup. Et 'un des gros postes d'économie c'est l'assurance maladie, vous voulez diminuer le taux de prise en charge de 76 à 73% ça fait 5 milliards par an. Or ce sont les plus de 25 60 ans qui réalisent 2/3 des dépenses de santé, ne craignez-vous pas de fragiliser les plus âgés ? C'est une question qui intéresse aussi nos publics.

30 NS : *D'abord je comprends très bien que ça intéresse ceux qui nous regardent. Ce n'est pas une mesure très facile. J'aurais préféré ne pas la proposer mais c'est assez difficile de dire voilà la France avec 57,6 % de dépense publique dans le PIB est le pays qui dépense le plus et on ne fait pas d'économies. Il n'y a pas le choix. Il n'y a pas le choix ! Il faut baisser les impôts et baisser les dépenses. Vous avez parfaitement raison je propose ça. Allez c'est entre 1 milliard et demi et 2 milliards le point, ce n'est pas rien*
35 *mais je veux que ceux qui nous écoutent sachent que même à 73% nous serons encore le pays d'Europe qui rembourse le mieux, encore. (1minutes 11-50)*

ASL : Mais ça fait 5 milliards qu'ils payent aux 2/3

40 NS : *Non mais de toute manière il faut payer parce que comme on est en déficit de tous les côtés, si on ne fait pas d'économies, ceux qui souffriront le plus c'est les personnes âgées parce qu'il faut bien de toutes façons en trouver des économies. Même avec ça on aura le système le plus généreux. En vérité, quelle est mon idée ? Je ne voudrais pas que l'o touche aux maladies les plus graves, vous savez quand vous avez malheureusement un cancer et une maladie très difficile, vous êtes remboursés à 100% non*
45 *seulement des frais de santé pour votre maladie mais aussi pour tout ce qu'il y a autour. Vous avez un cancer, vous avez des maux de tête on vous rembourse aussi à 100%, je ne veux pas que l'on y touche. Mais pour les*

- dépenses de santé quotidienne, on ne remboursera plus à 76% mais à 73%.
J'assume Anne-Sophie Lapix, ce n'est pas agréable mais j'assume.
 50 (1 min54-2min36)
 ASL : Les enseignants vont devoir par ailleurs travailler plus longtemps
 puisque l'âge de la retraite va reculer à 63 ans puis à 64 ans en 2020...
- NS : *C'est pas pour les seniors, c'est pour nous tous 63 ans puis 64 ans en*
 55 *2020... (2min43-2min52)*
 ASL : Et le taux plein ça sera pour quel âge ?
 NS : *Non ça c'est un mix si vous voulez alors pardon, c'est un peu compliqué.*
63 ans 2020 ça sera l'âge où on pourra partir. Pour partir sans décote vous
 le dites, à taux plein, il faudra avoir un nombre de trimestres qui est qui est
 60 *calculé proportionnellement à l'allongement de la durée de vie. Voilà mais*
ça c'est automatique c'est 19 milliards d'euros en année pleine, mais je dis
aux seniors, les seniors dans lesquels je suis... (2min55-3min23)
 ASL : Bah oui...
 NS : *Elle dit ça. Je vous assure ici il y a peut-être Pierre Lescure qui peut*
 65 *dire ça. 60 ans ça fait tout drôle et finalement on se rend compte qu'il y a*
plein d'avantages aussi. Ça veut dire aussi que nos retraites seront payées.
J'ai fait la réforme des retraites en 2010 qui est passée de 60 à 62 ans, 25
milliards d'euros en année pleine de plus. La Cour des comptes a dit le
 régime d'assurance vieillesse est à l'équilibre donc tout ceux qui nous
 70 *regardent doivent se dire que parce que nous avons fait cette réforme,*
qu'aucun syndicat n'a signée et réforme sur laquelle Monsieur Hollande
avait promis qu'il reviendrait, les retraites seront payées. Il n'y a pas le choix,
on vit plus longtemps. Savez-vous qu'un lycéen sur deux d'aujourd'hui sera
 75 *centenaire donc si on vit plus longtemps tant mieux mais si on ne cotise pas*
plus longtemps, qui va payer les retraites ? (3min24-4min11)
 ASL : Vous qualifiez les 35 heures de plus grande erreur depuis la seconde
 Guerre Mondiale et pourtant vous ne revenez pas à ce qui était en vigueur
 avant c'est-à-dire les 39h.
 NS : *économique, économique... (4min17)*
 80 ASL : Et pourtant vous ne revenez pas à ce qui était en vigueur avant, Vous
 laissez le choix aux entreprises...
 NS : *Je ne veux pas être le Martine Aubry de droite. Il y a eu les obsédés...*
 (4min26-33)
 ASL : Comme c'est une énorme erreur on se dit que l'on pourrait y revenir.
 85 NS : *Non mais je vais y revenir. Il y a eu les obsédés des 35h, il fallait que*
tout le monde soit aux 35h. Et maintenant on va avoir les obsédés des 39h ?
Je propose la liberté pour chaque entreprise, par un référendum d'entreprise
ou par un accord avec les partenaires sociaux, ils décideront la durée
hebdomadaire du travail. Elle pourra être différente d'une entreprise à
 90 *l'autre, elle pourra même être différente dans une filiale par rapport à une*
autre. Je ne pose que deux condition et j'y tiens. La première c'est que si vous
décidez que c'est 37h ça sera 37h payées 37, ou 36 payées 36, ou 38 payées
38. Et la seconde c'est qu'il y ait un accord de l'ensemble des partenaires
sociaux ou d'un référendum d'entreprise, une voix de plus et c'est décidé.
 95 (4min39-5min13)

ASL : Vous en tant qu'employeur vous fixez...

NS : *Moi en tant qu'employeur ? (5min16-17)*

ASL : Vous en tant qu'employeur, vous êtes employeur des fonctionnaires si vous êtes Président, vous fixez la bonne mesure à 37h

100 NS : *Ah vous me voyez déjà comme président...(5min23-25)*

ASL : J'imagine, je lis votre programme...

NS : *Quelle soirée je passe, c'est exceptionnel. (5min26-28)*

PC : ça c'est déjà produit en même temps

105 ASL : 37h c'est la bonne mesure pour les fonctionnaires parce que là c'est vous qui décidez.

110 NS : *Pour être clair, j'essaye de proposer des choses cohérentes et si vous le permettez, sérieuses. Si on dit 300 000 fonctionnaires de moins, 150 000 dans la fonction publique territoriale, 150 000 dans la fonction publique d'Etat. Je ne touche pas à la fonction publique hospitalière, si vous voulez que l'on en parle, on peut en parler. A ce moment-là s'il y en a moins et que l'on a envie que la qualité du travail soit la même, alors il faut augmenter la durée du travail. Je propose que l'on mette tout le monde aux 35h sans augmentation du pouvoir d'achat, car tout le monde n'y est pas. Et le reste 37 h payées 37.*
115 *Pour les collectivités territoriales chaque exécutif aura le choix de discuter avec ses collaborateurs de la durée hebdomadaire dans l'administration qui est la leur... (5min37-6min23)*

ASL : Donc là encore catastrophe économique depuis la seconde Guerre Mondiale, on ne revient pas aux 39 mais aux 37.

120 NS : *Non mais en tout cas moi je suis opposé à un retour aux 39h payées 35 : ce n'est pas travailler plus pour gagner moins. La liberté. Et si on donnait un peu de liberté aux gens ? mais pourquoi l'entreprise A doit-elle travailler autant que l'entreprise B ? Le carnet de commande n'est pas le même, le secteur n'est pas le même. Il y a des endroits on a besoin de travailler plus parce qu'il y a plus de boulot. Il y a des endroits on a besoin de travailler moins parce qu'il n'y a pas de boulot. Pourquoi cette rigidité ? pourquoi on ne laisse pas les salariés et les entreprises décider pour le travail le dimanche ? Qu'on laisse les gens décider. (6min27-6min59)*
125

130 ASL : Vous avez évoqué les 300 000 postes de fonctionnaires que vous voulez supprimer, ça commencera par les 60 000 créés dans l'Education Nationale par François Hollande. C'est comme vous avez estimé que c'était totalement inutile, que ça n'avait servi à rien.

135 NS : *Mais de ce côté-là c'est certain, il n'y a pas une statistique qui a dit qu'il y avait eu moins d'enfant par classe ou que les résultats de l'Education Nationale se sont le moins du monde améliorés. De toute manière comment fait-on ? Ecoutez il y a 2 millions de fonctionnaires dans la fonction publique d'Etat, il doit y en avoir 1 million dans l'Education Nationale, je ne dis pas de professeur mais tout compris. Si vous ne touchez pas du tout à cela... (7min11-34)*

140 ASL : Donc vous supprimez en priorité ces 60 000 postes créés depuis...

NS : *Ecoutez nous sommes le seul pays de l'OCDE qui a créé des emplois dans la fonction publique ces 5 dernières années, cherchez l'erreur. Je pense que les impôts doivent baisser pour les entreprises comme pour les*

- particuliers. Si on ne fait pas d'économie parce que ça me fait de la peine pour l'assurance maladie, parce qu'il faut garder le nombre de fonctionnaire. Comment on baisse les impôts ? Moi je pense que l'on a pas le choix voyez-vous. Ce n'est pas une question de libéralisme ce n'est pas une question d'idéologie. On a les impôts les plus lourds d'Europe et les dépenses publiques les plus lourdes d'Europe et les déficits aussi. Il faut bien instaurer quelque chose. Ou alors on fait disparaître l'économie française. (7min37-8min12)
- ASL : Vous voulez instaurer la dégressivité des allocations chômage, tout de suite même alors qu'il y a 6 millions de chômeurs ?
- NS : Alors...
- ASL : De français au chômage et que vous voulez supprimer 455 000 emplois aidés, ce n'est peut-être pas la période la plus propice
- NS : Si vous me permettez ça n'a rien à voir. Je vois que vous avez très bien préparé, je ne fais aucune question. Oui je suis pour la dégressivité, 20% d'allocations chômage en moins au bout de 12 mois, 20% encore en moins au bout de 18 mois. Pourquoi ? Parce que ceux qui nous regardent doivent savoir que le régime d'Assedic, d'Unedic, le système d'assurance chômage sa dette est, tenez-vous bien, sa dette est de 35 milliards d'euro. C'est-à-dire rien moins qu'une année entière de cotisation. On continue ou on arrête ? vous voulez que le système explose ? (8min22-56)
- ASL : La question ce n'est pas pourquoi mais c'est au moment choisi. Il y a 6 millions de chômeurs, Est-ce que c'est le moment d'instaurer cette dégressivité.
- NS : D'abord ce n'est jamais le moment de faire des économies, ce n'est jamais le moment de réduire les déficits, ce n'est jamais le moment de changer la politique économique. Moi je veux changer du tout au tout la politique économique. S'il y a 35 milliards d'euro de dette, une année de cotisation des entreprises, et qu'on change pas, on attend quoi ? que tout soit en faillite ? je ne dis pas que c'est facile. Malgré tout je maintiens le système au terme duquel, nous sommes un des seuls pays en Europe où au bout de 4 mois de travail seulement, 4 mois de cotisation on est indemnisé. Je trouve que c'est bien. Et par ailleurs, on ne touche pas aux indemnités avant 1 an. Loin de moi l'idée de dire que les chômeurs le font exprès. C'est un drame d'être au chômage. Il faut trouver des économies, on va les faire. (9min02-42)
- ASL : ça rapportera 4 milliards, même pas assez pour compenser la suppression de l'ISF. Forcément on fait le parallèle entre les chômeurs qui vont toucher moins d'argent et l'ISF qui va être supprimé.
- NS : Mais bien sûr. Vous savez quand on veut euh tuer son chien on dit qu'il a la rage, toujours ça ce n'est pas comme ça. Je vais vous parler. Sur les 400 000 emplois d'abord, pour les jeunes ils doivent aller dans l'entreprise et non pas dans l'administration pour apporter du café au chef de service. Ce n'est pas l'idée que je me fais. Et je me sers de toutes ces économies pour réaliser immédiatement 34 milliards immédiatement de baisse de charge sur les emplois et notamment sur les emplois au SMIC pour que nos 6 millions de chômeurs puissent trouver un emploi dans l'entreprise. Ça marche partout ailleurs. posons-nous une question. Pourquoi il y a le plein emploi aux Etats-

- Unis ? Pourquoi il y a le plein emploi en Allemagne ? Quand je dis le plein emploi c'est 5%, on considère que 5% on est au plein emploi puisqu'il y a toujours des gens qui déménagent, qui changent de boulot, pourquoi on est en plein emploi en Grande Bretagne et nous on est en plein chômage ? Parce que eux ont baissé les charges, ont donné davantage de souplesse et ont envoyé tout le monde vers l'économie et l'entreprise. (9min51-10min55)
- ASL : Là on parlait de la dégressivité des allocations chômage, ce n'est pas ça qui crée les emplois.
- 200 NS : Ah oui mais j'ajoute que je vais nationaliser l'UNEDIC parce que je n'attendrai pas que les partenaires sociaux se mettent d'accord, se regardent dans le blanc des yeux pour que l'on ait 40 milliards de déficit l'an prochain puis au bout de 50 milliards que plus personne ne puisse payer. Parce que le système est fou. Plus il y a de chômeurs, plus il faut payer. Plus on augmente les cotisations sur les emplois, moins il y a d'emplois. Continuons comme ça et on sera le dernier pays du monde avec un taux de chômage qui augmentera quand celui des autres ont un taux de chômage qui diminue. (10min59-11min26)
- PC : Alors on va parler un peu de politique et de votre campagne.
- 210 NS : C'était quand même déjà le cas (11min30-31)
- ASL : De votre programme
- NS : Mais c'est un programme politique (11min33)
- PC : On est à moins de 4 semaines du premier tour, vous multipliez les réunions publiques, les sorties sur le terrain, vos salles sont pleines, des partisans fervents, enthousiastes déterminés. J'imagine que ce sont eux, que c'est leur mobilisation qui vous laisse penser que vous allez gagner la Primaire Nicolas Sarkozy à rebours de tout ce que disent les sondages qui voient une forte participation. Vous vous tablez sur combien de votant le 20 novembre ?
- 215 NS : D'abord un mot là-dessus. Moi je ne pense pas que j'ai gagné, j'ai comme la très aimablement dit Anne-Sophie Lapix, plus de 60 ans (11min54-12min02)
- ASL : C'est vous qui l'avez dit
- NS : Oui d'accord c'est une plaisanterie. Il est même possible que le 28 janvier prochain j'ai 62 ans. Donc j'ai quand même une grande expérience. Je sais que rien n'est fait en politique, qu'il faut toujours être humble et attendre le résultat des urnes. Ni les sondages, ni moi, ni vous ni les pronostics au fond ça ne sert à rien. Qu'est-ce que je sens ? qu'il y aura une très forte participation. Mais les sondages sont très intéressants. Qu'est-ce qu'ils disent ? A droite c'est moi, le double de voix de Juppé. (12min04-33)
- 220 PC : A droite sur les sympathisants les Républicains.
- NS : non mais il n'y a pas la droite et les Républicains. (12min37-39)
- PC : Comme c'est la primaire de la droite et du centre il n'y a pas seulement les Républicains.
- 225 NS : D'après vous Patrick Cohen vous qui êtes un grand spécialiste, quand on est candidat à la primaire de la droite et du centre, il vaut mieux être populaire à droite ou à gauche ? (12min43-50)
- PC : A droite

240 NS : *Voilà on a fait un truc très intelligent tout les deux et assez cohérent, voilà. (12min50-54)*
 PC : Il y a la droite des Républicains et il y a le centre.
 NS : *Oui d'accord, il y aura des grands bataillons du centre qui iront voter et des hordes de gauchistes venus du Boulevard Saint Germain qui iront dire on va voter. (12min57-13min08)*
 245 PC : Alors ça vous n'y croyez pas. Qu'est-ce qui vous fait dire que les électeurs de gauche n'iront pas voter les 20 et 27 novembre prochain ?
 NS : *Parce que je crois à l'honnêteté des gens. Il faut signer une charte. Vous savez quand on va aller voter à la primaire, ce n'est pas rien, il faut rentrer, il faut se déplacer et je l'espère faire la queue parce qu'il y aura beaucoup*
 250 *de monde, signer une charte dans laquelle on s'engage à respecter les valeurs de la droite et du centre. (13min13-28)*
 AEL : Les valeurs républicaines
 NS : *Bah oui bien sûr les valeurs.*
 AEL : Beaucoup n'y voient pas de problème.
 255 NS : *Non mais... les valeurs de la gauche sont des valeurs républicaines aussi, ce n'est pas pour ça que je les partage. On a le droit de. Parce que quand on dit républicain, la gauche c'est des républicains mais ce n'est pas mon opinion. Ça veut dire que celui qui signerait ça ferait déjà un mensonge et puis faut payer 2 euros, puis faut s'afficher vis-à-vis des voisins comme*
 260 *votant à droite. (13min35-56)*
 PC : Donc vous pensez qu'ils n'oseront pas se déplacer.
 NS : *Patrick Cohen, imaginez-vous êtes dans mon quartier. (13min59-14min04)*
 PC : Oui euh non
 265 NS : *Vous avez un candidat que vous voulez soutenir, vous allez vous afficher ? Non. DE la même façon lors de la primaire de gauche souvenez-vous, beaucoup parlaient d'électeurs de droite qui iraient voter pour troubler le jeu. Ça ne se produit pas parce que les gens sont sincères ils sont très loyaux. Et puis on a le droit d'être de gauche après tout. Ce n'est pas une*
 270 *honte. Mais si on veut participer à la primaire de la droite et du centre. Si on est de gauche on participe à la primaire de la gauche. Si on est de droite on participe à la primaire de la droite et du centre. (14min05-35)*

 PC : François Bayrou l'un des soutiens d'Alain Juppé est-il à vos yeux l'un
 275 des responsables de votre défaite de 2012 ?
 NS : *Non mais c'est beaucoup plus intéressant que cela. Moi je n'ai aucun problème personnel avec Monsieur Bayrou que je connais bien, il a été 4 fois candidate à la présidentielle, il n'a jamais passé le premier tour le pauvre. (14min40-51)*
 280 PC : Et vous avez fait des choses ensemble quand il dirigeait l'UDF.
 NS : *Non ça on ne peut pas dire que nous ayons fait des choses ensemble, il a été ministre de l'éducation nationale et il n'a rien touché en 5 ans c'est un grand souvenir à part la loi Fallo qu'il a retiré devant la rue. Voilà Monsieur François Bayrou a voté la motion de censure contre le gouvernement*
 285 *Villepin, je crois que c'était 2006, il a voté la motion de censure je crois que c'était 2010, je peux me tromper d'un an mais... il a voté la motion de censure*

contre le gouvernement Fillon qui avait engagé avec mon accord. Sa responsabilité, à deux reprises il a dit je ne voterai pas la motion de censure contre Monsieur Hollande il a appelé à voter en 2012 pour François Hollande et en 2007, il nous a fait une devinette extraordinaire. Il a dit je ne dis pas pour qui je vote mais je ne voterai pas pour Sarkozy. Bon c'était très intelligent, comme il n'y avait que 2 candidats à mon avis il a voté... (14min52-15min39)

ASL : Il n'y a pas prescription ?

295 NS : Non mais c'est parfaitement son droit. Prescription il a indiqué au moment de la motion de censure de l'opposition, il n'est pas de droite, il a indiqué qu'il ne voterait pas la motion. Il a voté pour François Hollande, c'est parfaitement son droit Mais il y a pire ; il dit je soutiens Alain Juppé mais je ne participerai pas à la primaire et si ce n'est pas Alain Juppé, je ne joue pas le jeu, les règles ce n'est pas pour moi. Bon, qu'est ce que c'est que cette affaire ?

300 J'ajoute un dernier point c'est que je ne veux pas que la future majorité soit otage de François Bayrou manquerait plus que ça. (15min42-16min17)

PC : Otage de François Bayrou ?

305 NS : Oui de son groupe (16min18)

PC : Vous le surestimez

NS : Non mais ce n'est pas lui. François Bayrou est assez droit de ce côté-là je ne le surestime pas. Mais quand on parle de donner un groupe à ses amis, Alain Juppé dans ce cas de figure serait donc dans la situation de François

310 hollandaise qui d'une certaine manière est lui l'otage de Madame Duflot, que je ne surestime pas non plus parce que. S'il n'ont pas pu faire voter parce que entre l'extrême gauche et les écologistes. Et donc par conséquent moi je veux une alternance véritable, je ne veux pas une alternance de compromis. Et si c'est pour continuer comme avant ce n'est pas la peine. Donc pour moi pas

315 d'accord avec Monsieur Bayrou. (16min21-57)

PC : On l'a bien compris, vous l'accusez de flirter avec la gauche, lui vous accuse de flirter avec l'extrême droite.

NS : Euh non non pas du tout. Attendez excusez-moi il y a une différence. Monsieur Bayrou a-t-il voté pour François Hollande ? oui ou non a-t-il soutenu ? oui ou non a-t-il refusé de voter la motion de censure ? Moi j'ai été

320 deux ans président des Républicains, ais-je accepté le moindre accord aux cantonales avec le Front National ? jamais. Il y en a un d'un côté qui fait ce qu'il dit et un de l'autre pour lequel c'est plus compliqué. (17min04-31)

PC : On va passer à un autre style de questions Nicolas Sarkozy vous critiquez volontiers les élites, les bobos qui vivent déconnectés dans un autre monde qui ne prennent jamais le métro qui ne connaissent pas la vraie vie. Ce matin sur Europe 1 L'un de vos concurrents, Jean-François Copé a été pris en flagrant délit de déconnexion il a séché enfin il était très à côté d'une des questions simples posées par un auditeur c'était le prix du pain au chocolat ça

325 nous donne l'envie et l'idée de poser une question de vraie vie.

330 NS : ça je vous vois venir (17min58-59)

PC : Pas sur les pains au chocolat mais...

ASL : Ah les chouquettes !

AEL : Vous aurez le droit d'en manger après.

335 NS : *Et alors vous voulez savoir quoi ? (18min09-10)*
 PC : 100 gr de chouquettes vous les mettez à combien ?
 NS : *100 grammes de chouquettes. Allé je les mettrais au-dessus de 1 euro et en dessous de 2. (18min13-22)*
 PC : EN dessous de deux je crois que c'est difficile à trouver

340 NS : *Ah bon ? (18min26-27)*
 ASL : Oh on n'est pas loin quand même.
 NS : *Non mais vous êtes extraordinaires quand même. Vous savez la meilleure sur cette histoire de chouquette. J'adore les chouquettes et je ne peux pas aller à un endroit sans que l'on m'en offre. C'est difficile quand*

345 *vous avez une chouquette dans la bouche de boire un verre d'eau. Merci merci beaucoup maintenant que je sais que vous avez dépassé les 2 euros, merci pour votre générosité. Mais en même temps, je me prête au jeu bien volontiers, on peut se tromper. (18min 30-57)*
 PC : Euh là l'erreur de Jean-François Copé c'était de 1 à 10 parce qu'il a situé

350 le pain au chocolat à 15 centimes.
 NS : *Peut-être à Meaux on lui fait des prix. Mais franchement à 2 euros on peut en trouver 100 grammes ; Vous savez ce qui me plaisait moi quand j'allais chercher des chouquettes sur le chemin de l'école, c'était la boulangère, je sais que ce n'est pas du tout votre question. (19min04-19min22)*

355 ASL : Ce n'est pas notre sujet...
 NS : *Mais moi ça me fait plaisir de raconter mon petit souvenir voilà. Elle avait des petits sacs en papiers et elle le tournait comme ça avec une austérité qui me fascinait. Je crains d'avoir été un peu amoureux de la boulangère qui était assez corpulente. J'allais à l'époque à l'école primaire. (19min26-39)*

360 ASL : On saura tout.
 PL : Je me souviens que vous aviez travaillé dans un marchand de glace ou dans une boulangerie à Neuilly...
 NS : *Un marchand de glace*

365 PL : et vous regardiez passer Michel Morgan
 NS : *Alors je vous assure, je travaillais à la Sorbetière pendant deux ans. Mon patron s'appelait Arthur Casparian, le pauvre homme est parti. Je crois qu'il y a deux choses qu'il aimait vraiment ce n'était pas les glaces et le football. Et quand Michel Morgan passait Rue Madeleine, on se mettait*

370 *religieusement à 18h sur le pas de la porte et comme deux pauvres types on regardait passer Michel Morgan et ça nous faisait notre journée c'est vrai. (19min46-20min11)*
 PL : Nicolas Sarkozy, si vous sortez vainqueur de la primaire, vous devrez attendre quelques semaines pour savoir qui sera votre adversaire à gauche ou

375 autour de la gauche : Montebourg, Valls, Royal, Emmanuel Macron ou François Hollande. Vous n'avez pas de favori ou de préférence ou de crainte je suppose ?

NS : *Vous savez j'ai bien connu ça avec DSK dont tout le monde savait qu'il était le favori qu'il était imbattable. Mais même en 2007 tout le monde disait ah Sarkozy, pardon je ne parle pas de moi à la troisième personne, peut battre tout le monde sauf une femme. Donc vous savez à l'arrivée c'est le 6 mai donc*

380

d'ici là il faut avoir plein de sang-froid et ne penser qu'à une seule chose, être compris des gens à qui on parle et ça c'est déjà du boulot. Pour le reste je suis un peu stupéfait des choses que je vois, des livres que je lis de ce que j'entends. (20min33-21min10)

385 ASL : Vous les lisez ? Vous l'avez lu le livre de Davet et l'Homme ?

NS : Ah non ça je ne l'ai pas lu mais enfin. (21min12-14)

ASL : Alors de quel livre vous parlez ?

390 NS : Non mais c'est ça.

ASL : Mais vous dites que vous ne les avez pas lus.

NS : Non mais j'ai lu qu'il les avait reçus 61 fois. J'ai été président de la République quand même. Je n'ai jamais reçu quelqu'un 61 fois, je n'avais pas le temps. Il faut vraiment aimer les journalistes pour cela. (21min 17-21min30)

395 AEL : vous non ?

NS : Ecoutez on peut essayer mais au bout de 61 fois c'est moi qui vous laisserais. (21min33-21min36)

AEL : Juste un mot sur vos soutiens, sur les personnes qui seraient éventuellement prêtes à s'engager à vos côtés si vous gagnez la primaire et que vous êtes candidat à l'élection. En 2007 Jean Marie Bigard faisait parti de vos soutiens, de vos fervents soutiens. On l'a reçu récemment et il expliquait à quel point il avait été déçu et qu'il ne renouvèlerait pas son soutien pour 2017.

400 (...)

405 NS : c'est son droit de penser ça qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Je ne vais pas m'acharner sur lui. La question ne s'est pas du tout présentée comme ça. Je suis parti à la retraite deux ans et demi. J'étais très heureux. Dans le même temps mon parti a explosé sous le résultat de la querelle Fillon-Copé. Je n'avais plus de parti. Le Front National, Madame Le Pen était devenue la championne toute catégorie de l'opposition. Bon. (22min27-22min51)

410 ASL : Ce qu'il vous reproche c'est de ne pas avoir tenu vos promesses de 2007 surtout.

415 NS : Ce qu'il me reproche. D'abord chacun est libre de penser ce qu'il veut bon qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? (22min54-23min00)

ASL : C'est un ancien soutien donc forcément on s'interroge.

NS : Un soutien... Vous savez il y a des gens qu'on déçoit. ((23min04-23mon06)

420 AEL : C'était pas un soutien ?

NS : Il n'est pas prisonnier. Je ne suis pas comme ça, je ne suis pas quelqu'un de sectaire. On le droit de m'aimer et puis de m'aimer un moins. C'est le lien qu'est-ce que vous voulez ? Le lien se tend et parfois se distend. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Je ne vais pas lui reprocher. Moi c'est quelqu'un que j'aime bien, j'aime bien ses fêlures, son talent. (23min09-23min28)

425 PC : Vous l'aviez emmené au Vatican décision, des choix qui avaient été critiqués, contestés. Ça avait surpris.

NS : Vous savez ça d'abord quand on a la chance de rencontrer le pape c'est un moment extrêmement important. J'ai été reçu par le pape François avec

430

- Carla il y a 3 mois, c'est un moment très important. Euh Jean-Marie Bigard est croyant, enfin je ne veux pas révéler quoique ce soit, en tout cas il le dit. Ça lui faisait plaisir. Pourquoi ? vous croyez qu'il y a une caste qui a le droit d'arriver dans une audience avec le pape et pas ? Moi je ne le regrette pas,*
- 435 *il était sincère, il le voulait. J'avais emmené aussi le prêtre Guy Gilbert euh je lui avais seulement dit, pour la seule fois de ta vie, mets un habit. (23min36-24min14)*
- ASL : ahah
- NS : *Pardon c'est un homme qui a*
- 440 ASL : Je sais un blouson
- NS : *Que j'aime profondément, il est très original. Et je l'avais amené, et ce jour il m'a dit, j'espère qu'il ne m'en voudra pas de révéler ça, il m'a dit : « tu sais mon col blanc c'est la deuxième fois que je le mets. La première fois c'était pour mon ordination et la seconde c'était pour venir voir le pape avec*
- 445 *toi. Mais moi je n'ai pas d'amertume, je les remercie de leur soutien. Après ils portent le jugement qu'ils portent, il faut essayer d'être plus souple que cela. Plus tolérant je crois. (24min18-24min 42)*
- ASL : Merci Nicolas Sarkozy

Tableaux de durée des moments émotionnels (en seconde)

Sarkozy

Premier débat

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	2	1	1	8	0	1
<i>Durée</i>	<i>10 sec</i>	<i>24 sec</i>	<i>10 sec</i>	<i>7 sec</i>		<i>11 sec</i>
	<i>6 sec</i>			<i>12 sec</i>		
				<i>22 sec</i>		
				<i>41 sec</i>		
				<i>103 sec</i>		
				<i>91 sec</i>		
				<i>89 sec</i>		
				<i>44 sec</i>		

Deuxième débat

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	0	3	0	11	1	1
<i>Durée</i>		<i>10 sec</i>		<i>50 sec</i>	<i>23 sec</i>	<i>13 sec</i>
		<i>14 sec</i>		<i>4 sec</i>		
		<i>55 sec</i>		<i>18 sec</i>		
				<i>21 sec</i>		
				<i>5 sec</i>		
				<i>11 sec</i>		
				<i>15 sec</i>		
				<i>38 sec</i>		
				<i>16 sec</i>		
				<i>17 sec</i>		
				<i>10 sec</i>		

C à Vous

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	4	16	8	5	3	0
<i>Durée</i>	<i>25 sec</i>	<i>4 sec</i>	<i>12 sec</i>	<i>17 sec</i>	<i>19 sec</i>	
	<i>13 sec</i>	<i>12 sec</i>	<i>7 sec</i>	<i>13 sec</i>	<i>42 sec</i>	
	<i>19 sec</i>	<i>6 sec</i>	<i>4 sec</i>	<i>18 sec</i>	<i>3 sec</i>	
	<i>14 sec</i>	<i>2 sec</i>	<i>4 sec</i>	<i>27 sec</i>		
		<i>6 sec</i>	<i>8 sec</i>	<i>20 sec</i>		
		<i>8 sec</i>	<i>20 sec</i>			
		<i>4 sec</i>	<i>6 sec</i>			
		<i>11 sec</i>	<i>7 sec</i>			
		<i>8 sec</i>				
		<i>4 sec</i>				
		<i>20 sec</i>				
		<i>27 sec</i>				
		<i>18 sec</i>				
		<i>13 sec</i>				
		<i>28 sec</i>				
		<i>3 sec</i>				

Premier débat

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	0	5	0	1	3	1
<i>Durée</i>		44 sec		13 sec	10 sec	10 sec
		10 sec			5 sec	
		14 sec			6 sec	
		9 sec				
		63 sec				

Deuxième débat

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	2	8	5	4	2	2
<i>Durée</i>	6 sec	4 sec	6 sec	6 sec	6 sec	5 sec
	19 sec	4 sec	5 sec	4 sec	5 sec	9 sec
		11 sec	3 sec	4 sec		
		12 sec	7 sec	8 sec		
		13 sec	7 sec			
		7 sec				
		10 sec				
		41 sec				

C à Vous

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	1	19	4	4	2	0
<i>Durée</i>	<i>4 sec</i>	<i>13 sec</i>	<i>1 sec</i>	<i>7 sec</i>	<i>5 sec</i>	
		<i>6 sec</i>	<i>2 sec</i>	<i>14 sec</i>	<i>17 sec</i>	
		<i>3 sec</i>	<i>6 sec</i>	<i>6 sec</i>		
		<i>11 sec</i>	<i>5 sec</i>	<i>3 sec</i>		
		<i>3 sec</i>				
		<i>5 sec</i>				
		<i>5 sec</i>				
		<i>2 sec</i>				
		<i>8 sec</i>				
		<i>6 sec</i>				
		<i>3 sec</i>				
		<i>9 sec</i>				
		<i>8 sec</i>				
		<i>8 sec</i>				
		<i>3 sec</i>				
		<i>10 sec</i>				
		<i>2 sec</i>				
		<i>4 sec</i>				
		<i>7 sec</i>				

Premier débat

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	0	2	0	7	4	3
Durée		17 sec		12 sec	5 sec	19 sec
		21 sec		2 sec	8 sec	6 sec
				10 sec	16 sec	18 sec
				12 sec	9 sec	
				3 sec		
				20 sec		
				26 sec		

Deuxième débat

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	0	4	1	9	3	3
Durée		22 sec	12 sec	39 sec	15 sec	12 sec
		26 sec		17 sec	8 sec	6 sec
		21 sec		26 sec	4 sec	5 sec
		59 sec		36 sec		
				47 sec		
				3 sec		
				13 sec		
				16 sec		
				7 sec		

C à Vous

Emotion	Amour	Joie	Surprise	Colère	Tristesse	Peur
Fréquence	0	2	2	9	1	3
Durée		6 sec	16 sec	12 sec	16 sec	11 sec
		7 sec	2 sec	3 sec		20 sec
				23 sec		34 sec
				14 sec		
				8 sec		
				13 sec		
				5 sec		
				1 sec		
				15 sec		

